



*L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DU CAUCASE*

*La Russie et le Caucase : problème régional ou enjeu stratégique ?*

**Mémoire de géopolitique**  
**du capitaine de frégate Henri MAHE**  
**dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

**Directeur : Madame Isabelle FACON, Chargée de recherche**

**Mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. La Russie et le Caucase : problème régional ou enjeu stratégique ?
2. 2007\_memoire\_geop\_La Russie et le Caucase\_Mahé
3. Capitaine de frégate, marine, MAHE Henri, France
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D3
6. Mémoire de géopolitique
7. Après l'éclatement de l'URSS, le Caucase est depuis plus de quinze ans, le théâtre de nombreux conflits, guerres et tensions, faisant ressurgir des différends hérités d'un lourd passé historique et étouffés par le soviétisme pendant plus de 70 ans. Pourtant, sur la carte, il représente un ensemble géopolitique d'à peine 1000 km sur 500 km, coincé entre la mer Noire et la Caspienne à la frontière méridionale de la Fédération de Russie, entre l'Europe et l'Asie. Que ce soit en Ciscaucasie ou en Transcaucasie, pourquoi la Russie s'acharne-t-elle à vouloir garder une influence majeure dans la région ? C'est qu'au-delà du problème régional de la stabilité du Caucase, cette zone est le lieu de nombreux enjeux et défis pour la Russie, qui lui confèrent une dimension stratégique. En étudiant ces différents enjeux qui se superposent de façon interdépendante, on pourra identifier des exigences incontournables pour élaborer un schéma possible de solution politique permettant de garantir une stabilité pérenne dans le Caucase.
8. Russie, Caucase, Indépendance, Sécurité, Terrorisme, Enjeu, Pétrole, Influence, Puissance

**La Russie et le Caucase :  
Problème régional ou enjeu stratégique ?**

**SOMMAIRE**

**PREMIÈRE PARTIE**

**LES ENJEUX DU CAUCASE**

Spécificités du Caucase

La stabilité du Caucase : une exigence sécuritaire pour la Russie

Enjeux énergétiques

Luttes d'influence entre grandes puissances

**DEUXIEME PARTIE**

**STABILISATION REGIONALE ET ACCORDS INTERNATIONAUX - BILAN ET PERSPECTIVES**

Bilan : les réactions de la Russie

Une nouvelle donne : l'émergence de nouvelles menaces et l'avènement d'une politique de « soft power »

Perspectives : vers une solution au problème caucasien ?

## INTRODUCTION

Depuis septembre 2001, les interventions des coalitions occidentales, sous toutes leurs formes, en Afghanistan puis en Irak, déjà relayées par la persistance du problème palestinien qui émerge violemment au Liban, ont progressivement occulté le problème tchéchène le reléguant à un problème de sécurité intérieure de la Fédération de Russie. Il ne ressurgit qu'épisodiquement dans la presse, au gré des élans humanitaires, et dans le strict cadre des droits de l'homme, de la promotion de la démocratie, de la misère des populations ou de la liberté de la presse. On reste là dans des préoccupations très localisées.

Le Caucase est pourtant l'une des causes de la guerre froide lorsque les Etats-Unis se sont opposés à la présence militaire soviétique au nord de l'Iran à la fin de la seconde guerre mondiale, prétexte à une expansion soviétique au Moyen Orient, vital pour l'approvisionnement de l'occident en hydrocarbures.

En réalité, il s'agit bien là d'un deuxième front ouvert par la Russie depuis plus de quinze ans pour tenter de rétablir la stabilité de la région du Caucase, vitale pour la sécurité de la Fédération dans son ensemble et stratégique en raison des nombreux enjeux dont elle est le théâtre. Certes, ce nouveau front n'impose pas une intervention casquée de la communauté internationale, mais devrait pourtant susciter son inquiétude sous peine de voir l'éclatement de la Fédération de Russie et son cortège de conséquences : enfermement de la Russie dans une politique défensive exclusivement nucléaire, jonction des mouvements radicaux islamistes en Asie Centrale jusqu'aux portes de l'Europe, développement de mouvements terroristes et de trafics nourrissant des économies parallèles, instabilité des approvisionnements énergétiques, etc. Car comme l'avait prévu Hélène Carrère d'Encausse<sup>1</sup>, s'inspirant des thèses d'Alexandre Bennigsen, ce ne sont pas les immenses territoires de l'Asie centrale qui ont causé l'éclatement de l'Union soviétique, mais bien les micro-territoires aux marges de l'empire que sont les pays Baltes et le Caucase. Le problème des pays Baltes est aujourd'hui évacué alors que celui du Caucase perdure. Tandis que la Transcaucasie est théoriquement indépendante, la Ciscaucasie est toujours rattachée à la Fédération de Russie. Cette coupure artificielle risque d'être cause d'instabilité si elle n'est pas encadrée par des accords régionaux, garantis par les grandes puissances.

L'éclatement d'un Empire constitué sous les tsars aux 18 et 19<sup>ème</sup> siècles puis consolidé par la structure fédérale complexe de l'URSS, a déclenché un processus d'accès à l'indépendance des 14<sup>2</sup> républiques socialistes soviétiques non-russes, qui se sont effectivement séparées de la Fédération de Russie après 1991. Le problème des frontières de ces républiques qui avaient été dessinées par les cartographes du Kremlin - non pas dans un esprit de défense extérieure, puisqu'elles étaient intérieures à une Fédération présumée indéfectible à l'époque, mais de façon à diluer les identités non-russes dans des rivalités régionales et des territoires non-viables – se retourne contre la Russie. Autant la Russie a réussi à résoudre par la négociation<sup>3</sup> son différend avec l'Ukraine à propos des bases navales de Crimée, autant la nouvelle frontière extérieure de la Russie sur la ligne de crête du Caucase est le théâtre d'affrontements qui persistent depuis 1988 (Karabakh) sans trouver de solution.

---

<sup>1</sup> CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, L'empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978.

<sup>2</sup> Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie, Turkménistan, Tadjikistan.

<sup>3</sup> Selon le traité de 1997, la base navale de la marine russe est située à Sébastopol, grâce à un bail signé entre les deux parties. Ce traité suit une longue dispute politique et diplomatique entre la Russie et la nouvelle nation indépendante d'Ukraine. Au tout début, Moscou refusa de reconnaître la souveraineté ukrainienne sur Sébastopol ainsi que sur toute la région environnante de Crimée, prétextant que la ville n'avait pratiquement jamais intégré la République socialiste

D'un côté, il est difficile d'isoler la Tchétchénie et réduire la vague indépendantiste en Ciscaucasie car la reconnaissance de l'indépendance d'une partie de la Fédération de Russie provoquerait, par effet « domino », son éclatement. D'un autre côté, le contrôle de stabilité en Transcaucasie, particulièrement en Géorgie, participe à celle de la Ciscaucasie, car les intérêts de ses deux régions sont intimement liés.

Ce problème, déjà complexe est amplifié par la superposition de nombreux enjeux aux retombées mondiales. C'est pourquoi le Caucase est d'une importance stratégique pour la Russie : la cohésion même de la Russie en dépend, de même que, sous la menace d'influences extérieures, la place qu'elle revendique sur la scène internationale.

La récente importance accordée par les médias au référendum en Ossétie du Sud, en importance mineure vu les quelques milliers de personnes concernées, est la preuve du regain d'intérêt de l'occident pour cette partie du monde, comme s'il semblait avoir enfin pris conscience que « le centre de gravité de l'Europe se déplace progressivement du nord et du centre vers l'est, la Transcaucasie et l'Asie centrale. »<sup>4</sup> ?

## **PREMIÈRE PARTIE : LES ENJEUX DU CAUCASE**

Commencée avant même la chute de l'URSS en 1991, la guerre de Tchétchénie constitue en apparence, un conflit très localisé. Pourtant, les Russes réagissent comme si les intérêts vitaux de leur immense pays étaient en jeu, révélant la véritable dimension du conflit et des positions russes dans le Caucase. L'idéologue islamiste Guéidar Djémal affirme que « la conception géographique du Caucase ne correspond plus à aucune réalité [ ... ] le Caucase, situé entre plusieurs plaques civilisationnelles en mouvement, devient un champ de guerres potentielles . »<sup>5</sup>

### **1.-SPECIFICITES DU CAUCASE**

Le Caucase constitue une région particulière à laquelle les facteurs géographiques (cf. Annexe 1) et la position clé à la frontière de grandes civilisations du Sud, confèrent une importance spécifique.

#### **1.1.-Barrière montagneuse ou frontière politique ?**

Barrière de civilisations depuis antiquité, le Caucase se présente comme un rempart naturel séparant le monde civilisé de la barbarie des steppes. Evidemment pour les russes, le point de vue est inverse. La nouvelle frontière de la Fédération de Russie sur la ligne de crête du Caucase, en gardant le versant nord du côté russe et en partageant la Transcaucasie entre les trois républiques indépendantes de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie, semble répondre à cette logique. Cependant, il y a plusieurs objections à la fois géographiques et culturelles et géopolitiques à ce découpage. Premièrement, la barrière a plusieurs portes : à Derbent (Daghestan), au nord de Bakou, le long de la Caspienne vers l'Asie centrale – c'était le passage préféré des Huns –, une autre en Abkhazie, le long de la mer Noire – c'est la Kleisoura byzantine - et surtout la plus importante, au centre, le Darial – porte des Alains, peuple apparenté aux actuels Ossètes –

---

soviétique ukrainienne du fait que la ville avait un statut spécial de base militaire. C'est par la suite, grâce aux bilatérales du traité « Paix et Amitié » que l'appartenance de Sébastopol à l'Ukraine sera confirmée.

<sup>4</sup> MONAGHAN Andrew, La Russie, l'OTAN et l'UE : un triangle pour la sécurité européenne ou une nouvelle « entente » ? , Programme de recherche Russie/NEI, IFRI, 2006.

<sup>5</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, Géopolitique du Caucase, Paris ; Armand Colin, mars 2005, p. 219.

et débouchant au cœur de la Géorgie vers le Moyen Orient. Par conséquent, l'étanchéité du « barrage caucasien » ne peut-être garantie par la seule ligne de crête : elle suppose aussi une vigilance particulière sur son versant sud. Deuxièmement, malgré la mosaïque ethnique, religieuse et linguistique (cf. Annexe 2) qui a été un moment congelée par la rigidité de la gouvernance soviétique, il existe en fait une civilisation caucasienne qui englobe à la fois le nord et le sud, aussi bien les peuples caucasiques proprement dits (autochtones du Caucase) que les nations caucasiennes établies dans la région depuis l'antiquité ou le moyen âge.

**Les nouvelles frontières ont donc introduit une rupture brutale qui explique la situation actuelle et appelle un accompagnement politique, une concertation régionale et une tutelle internationale.**

### 1.2.-Carrefour stratégique et tactique

Aux confins de cet espace postsoviétique, le Caucase est bien plus qu'une portion fragile du *limes russe*, c'est surtout un carrefour et un nœud stratégique. Il se situe à l'intersection des grands ensembles géopolitiques que sont l'Europe, le Proche-Orient, l'Asie centrale et l'espace russe lui-même qui s'étend d'un bout à l'autre de l'Asie, suscitant ainsi les ambitions des grandes puissances mondiales et régionales. Dans ce jeu aux acteurs multiples, « l'ambition actuelle de la Russie est de créer un système global de sécurité dans lequel elle occuperait une position de pivot. »<sup>6</sup> Les relations bilatérales établies par la Russie illustrent « la volonté russe de tisser un réseau de relations lui permettant de profiter de sa position géopolitique et de faire valoir une expertise revendiquée dans le Caucase et en Asie centrale, deux zones d'instabilité majeures. »<sup>7</sup> D'un point de vue tactique si l'axe Nord-Sud, déterminant au 19<sup>ème</sup> siècle et au 20<sup>ème</sup> siècle, reste essentiel pour la Russie, la montée en puissance des économies asiatiques confère une importance croissante à l'axe Est-Ouest, déjà indispensable aujourd'hui au transit des matières énergétiques. Ainsi le Caucase constitue une plateforme ou un tremplin vers la Caspienne et l'Asie centrale.

**Mais, au-delà de ces spécificités, on ne saurait expliquer la détermination des grandes puissances dans la région et la stérilité des rivalités auxquelles on assiste depuis plus de quinze ans, sans examiner au préalable les différents enjeux qui consacrent la dimension stratégique de cette région pour la Russie. Il y va à la fois de la cohésion interne de la Fédération, et de ses intérêts géopolitiques.**

## **2.-LA STABILITE DU CAUCASE : UNE EXIGENCE SECURITAIRE POUR LA RUSSIE**

### 2.1.-Persistance des facteurs centrifuges après l'éclatement de l'URSS

La dislocation de l'URSS se termine par la démission de Mikhaïl Gorbatchev le 25 décembre 1991. L'éclatement a été précipité par les oppositions et querelles d'intérêt entre Gorbatchev et Eltsine, qui, par effet ricochet, ont donné naissance au conflit tchéchène lorsque chacun a successivement encouragé le régime de Doudaev. Tout en s'efforçant d'étouffer localement la rébellion en Tchétchénie, la Russie a très vite compris les enjeux majeurs en termes de sécurité pour la Fédération dans son ensemble, si la situation dans le Caucase venait à lui échapper. D'autant que, outre lourd passif impopulaire des Russes dans toutes les régions du Nord-Caucase, les facteurs favorisant la fracture sont nombreux.

---

<sup>6</sup> GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère*, 3-4/2003, pp. 789-802.

### 2.1.1.- *Tendances indépendantistes et rivalité des nationalismes*

La domination russe ne s'est imposée dans le Caucase au 19<sup>ème</sup> siècle qu'au prix d'une guerre interminable (1802-1865), qui n'a que difficilement triomphé d'Etats indépendants existants depuis le moyen âge, et parfois depuis l'antiquité, c'est-à-dire bien avant la Russie elle-même. Pourtant, « les Russes oublient à chaque génération cette force de caractère qui rend les montagnards rebelles à toute soumission et en font à chaque fois l'expérience douloureuse. »<sup>8</sup> A l'heure actuelle, cet élan nationaliste qui s'exprime très violemment dans le Caucase s'explique en partie par l'obsolescence soudaine du contrat tacite passé avec Moscou pendant la période soviétique. La domination russe s'appuyait sur l'apport de progrès matériels et moraux, et la perestroïka a laissé imaginer que la médiation de Moscou n'était plus une nécessité : ces avantages pouvaient être disponibles sans intermédiaire. L'inefficacité du centre dans cette période a définitivement entériné cette intuition.

Parallèlement, la dispersion des filières industrielles dans l'ensemble de l'URSS a laissé croire aux populations locales que l'exploitation des ressources naturelles du Caucase était une sorte de pillage organisé sans aucun retour. Cet argument a été largement exploité par les indépendantistes.

Le regain religieux, aussi bien chez les chrétiens orthodoxes du Sud que chez les musulmans du Nord, contribue également à approfondir l'identité nationale contre le communisme athée que continue de symboliser la Russie, malgré la renaissance spectaculaire de sa propre église nationale.

D'un autre côté, une fois libérés du joug de l'envahisseur, comme ce fut le cas lors de la révolution bolchévique, les populations caucasiennes ravivent leurs différences et multiplient les conflits ethniques (cf. Annexe 2), comme le montrent les conflits tchéchènes, abkhazes, les querelles entre ingouches et ossètes, entre arméniens et géorgiens, ainsi que la guerre du Karabakh. L'effondrement de l'Etat soviétique, et le retrait précipité du pouvoir central ont laissé un vide gouvernemental rapidement comblé par une multitude de petits chefs locaux et des bandes mafieuses (dans la tradition de brigandage du Caucase), d'où une parcellisation (proche de la féodalisation) de la société. Dès lors, les nationalismes –et le chaos qu'ils créaient – ont favorisé le développement de bandes armées, milices et trafiquants.

**Ainsi, la situation dans le Caucase s'inscrit dans cette contradiction, où chaque « république » alterne entre deux tendances, jouant tantôt de revendications indépendantistes, et d'autres fois de querelles ethniques ou idéologiques.**

### 2.1.2.- *Peuples, ethnies, nations en quête d'une identité*

De plus, l'éclatement de l'URSS a engendré une crise identitaire qui agit comme un élément déstabilisateur. La transformation du Soviétique en Russe résulte d'un processus complexe<sup>9</sup>, mêlant facteurs historiques, culturels, religieux. L'indépendance des trois républiques baltes, déjà intégrées à l'UE, ainsi que de la Biélorussie et de l'Ukraine, candidats éventuels à une future adhésion, a relativisé l'évidente vocation européenne de la Russie<sup>10</sup>. A l'époque soviétique, toute personne recevait obligatoirement un passeport indiquant, outre sa citoyenneté soviétique, une nationalité particulière, liée à une entité territoriale, sauf dans le cas des juifs, considérés comme une nation sans territoire. Alors que les autorités souhaitaient promouvoir la notion de peuple soviétique, supplantant celui de nation « sur la base d'un projet politique de construction du communisme »<sup>11</sup>, le fédéralisme soviétique a finalement créé de nouveaux nationalismes, car chaque république et chaque territoire autonome croient maintenant avoir une

---

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, Les guerres du Caucase, des Tsars à la Tchétchénie, Mesnil-sur-l'Estrée ; Perrin, 1995, p. 370.

<sup>9</sup> DAUBENTON Annie, L'état carnivore, Paris ; Editions Denoël, 1998.

<sup>10</sup> ROYER Ludovic, « La Russie et la construction européenne », Hérodote, n°118, 3ème trimestre 2005, p. 158.

légitimité historique. Pour réduire cet effet, la nouvelle constitution de la Fédération de Russie a relégué l'identité nationale dans la sphère privée<sup>12</sup>. La notion de nationalité prend donc un caractère plus flou ; mais cette innovation peut heurter certains citoyens qui s'étaient habitués antérieurement à ce que leur nationalité fût officiellement reconnue. La Russie cherche aujourd'hui à capitaliser les efforts du passé et à restaurer un sentiment national en Fédération de Russie. Ce n'est pas pour rien que l'une des principales forces politiques du pays a pris le nom d'Edinaâ Rossiâ (Russie Unie).

## 2.2.-La situation générale actuelle dans le Caucase

L'ensemble de ces facteurs a généré une situation très instable dans le Caucase, à l'image des guerres et conflits qui l'animent depuis 15 ans (cf. Annexe 3). La situation semble plus calme par endroit, mais les problèmes ne sont pas résolus.

Le problème lezguien, ethnie divisée entre le Daghestan et l'Azerbaïdjan reste un conflit larvé. La situation du Haut-Karabakh a provoqué l'occupation de régions azéries par l'armée indépendantiste. Grâce à la médiation proactive du gouvernement russe, la Karatchaëvo-Tcherkessie a échappé par deux fois à la guerre civile en moins de dix ans, en partie grâce à la présence d'une communauté russe modératrice. Les revendications ingouches sur le district de Prigorodny en Ossétie du nord se sont progressivement estompées en raison de la protection militaire renforcée des russes, mais la frontière entre les deux pays reste fermée. En Kabardino-Balkarie, la situation économique précaire, les connexions établies par les combattants islamistes locaux avec la résistance tchéchène et surtout la politique autoritaire - voire de terreur - du gouvernement, risquent de faire ressurgir les tensions entre les deux ethnies musulmanes sunnites.

Néanmoins, les situations les plus préoccupantes sont celles qui subsistent en Tchétchénie et Géorgie, affectant aussi bien la Ciscaucasie que la Transcaucasie, de façon interdépendante puisque le conflit en Ossète du Sud a des connexions naturelles avec l'Ossétie du Nord<sup>13</sup>.

En Géorgie, sur fond d'hostilité russo-géorgienne (rapprochements de la Géorgie avec les Etats-Unis, affaire des « espions » russes, bases militaires russes, etc.), l'Adjarie a réintégré la fédération géorgienne. La situation en Ossétie du Sud, qui s'était calmée en 1992, a été ravivée en 2004 par Mikhaïl Saakachvili qui souhaite restaurer son autorité sur les entités autonomes. En novembre 2006, l'Ossétie du Sud s'est prononcée massivement par référendum pour son indépendance<sup>14</sup>, mais le conflit n'est pas pour autant résolu puisque le régime géorgien a lancé une nouvelle stratégie en soutenant des élections alternatives sur le territoire du conflit, essayant par là de « créer une deuxième légitimité en Ossétie du Sud ». Sur l'autre front, en Abkhazie, depuis la contre-attaque victorieuse des abkhazes (complétée de l'armée russe, de volontaires nord-caucasiens et de tchéchènes) en juillet 1993, malgré l'accord (1995) sous l'égide de l'ONU, l'OSCE et la Russie, la situation est restée au stade de statu quo et l'Abkhazie vit comme un Etat indépendant sans reconnaissance internationale<sup>15</sup>. En entretenant ces conflits, Moscou cherchait certainement à affaiblir la Géorgie afin de la contraindre à entrer dans la CEI, à laquelle elle s'est finalement rattachée en 1993. Par la suite, le rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis constituent

---

<sup>11</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 151.

<sup>12</sup> Article 26, alinéa 1, cf. REY Marie-Pierre, Les Russes de Gorbatchev à Poutine, Paris ; Armand Colin, mai 2005, p. 139.

<sup>13</sup> Cf. 2<sup>ème</sup> partie, § 1.3 ; et Annexe 3.

<sup>14</sup> LANDRU Nicolas, « Deux référendums et deux présidents en Ossétie du Sud », article paru dans l'édition du 14/11/2006 (rubrique politique du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>15</sup> Pas plus tard qu'en mars 2007, les Etats-Unis et l'UE ont annoncé ne pas reconnaître les élections parlementaires en Abkhazie, estimant qu'elles augmentaient les tensions internationales et qu'elles réduisaient les efforts de résolution du conflit avec la Géorgie. La présidence allemande à l'UE a même reconnu la souveraineté géorgienne à l'intérieur des frontières légales. Cf. dépêche RFE/RL du 06/03/07.

pour les russes la preuve de l'ingérence américaine dans l'espace post-soviétique ; et n'a fait qu'envenimer la situation au point que Russes et Géorgiens se manifestent une hostilité plus que latente comme en témoigne l'affaire des « espions » russes (septembre 2006). En Géorgie, « les Russes n'ont pas une attitude clairement définie vis-à-vis des républiques autoproclamées abkhaze et sud-ossète. D'un côté, Moscou s'en sert pour faire pression sur Tbilissi, mais de l'autre le Kremlin hésite à les reconnaître - car une reconnaissance, inévitable en cas de conflit, pourrait créer une réaction en chaîne dans tout le Caucase. De sorte que vu de Russie, la solution à privilégier est un gel des conflits, en attendant de voir la résolution du statut du Kosovo. »<sup>16</sup>

En Tchétchénie, après deux guerres qui ont ébranlé le pays, et dont la dernière s'est achevée par le « referendum » organisé en 2003 et consacrant le souhait des populations tchétchènes à se maintenir au sein de la Fédération de Russie, le gouvernement au pouvoir (Kadyrov, puis Alou Alkhanov, et aujourd'hui Ramzan Kadyrov - le fils-) continue à traquer la guérilla. Les prises d'otages terroristes sanglantes perpétrées en Russie par les indépendantistes, ont permis à Poutine d'évacuer le caractère indépendantiste pour durcir sa politique anti-terroriste. Les chefs de guerre tchétchènes sont progressivement éliminés (Maskhadov en mars 2005, Abdul Khalim Sadullaev<sup>17</sup> en juin 2006, et Chamil Bassaev en juillet 2006). Vladimir Poutine a été élu sur la promesse d'en finir avec le conflit tchétchène. On a quelques fois soupçonné sans preuve décisive que les services russes avaient provoqué les troubles au Daghestan, imputés au Tchétchènes, et même certains attentats à Moscou, de façon à fournir des prétextes forts à une répression impitoyable. Il n'en demeure pas moins que la sécurisation des frontières caucasiennes est au cœur des préoccupations actuelles de la Russie.

**Dans sa globalité le Caucase reste très instable. De nombreux conflits sont gelés, mais si les tensions semblent s'essouffler, elles peuvent ressurgir à tout moment tant qu'aucune solution politique durable et globale n'aura été trouvée. Les situations en Ciscaucasie et en Transcaucasie sont interdépendantes. C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser les risques pour la sécurité de la Russie sur chacun de ces deux théâtres.**

### 2.3.-Le nord du Caucase et l'effet domino

En Ciscaucasie, le problème tchétchène reste une épine dans le pied de la Russie. Habile communicatrice, celle-ci s'est efforcée avec quelque succès de transformer la nature du conflit, sans pour autant faire disparaître tous les risques. En effet, jouant de l'effet 11 septembre qui condamne sur la scène internationale tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à des actions terroristes, étouffant le conflit en éliminant toutes les grandes figures médiatiques tchétchènes capables d'associer leur action avec un discours indépendantiste légitime, et s'appuyant sur le referendum de 2003, la Russie a réussi à transformer la guérilla tchétchène, autrefois considérée comme une résistance, en une somme de réactions individuelles terroristes contre un Etat politique et socio-économique certes pro-russe, mais officiellement légitimé par le peuple. On estompe ainsi le délabrement des institutions où règnent l'arbitraire et le non-droit, sous l'autorité brutale et incompétente de dirigeants tchétchènes intéressés et complaisants à l'égard du centre, Au bilan, « la disparition des leaders historiques provoque en effet un délitement de la guérilla. Le risque est d'assister, dans la région, à une forme de dispersion des actes de guérilla, menés de plus en plus sur une base individuelle au sein de petits groupes très autonomes. Ce qui représenterait un terrain propice à la

---

<sup>16</sup> OUVAROFF Nathalie, « Le Kremlin voudrait-il faire tomber Saakachvili ? », article paru dans l'édition du 09/10/2006 (rubrique politique du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>17</sup> Président en exercice de la république tchétchène d'Itchkérie.

criminalité et aux pratiques terroristes. »<sup>18</sup> Cela fait finalement le jeu de la Russie, en cautionnant l'action de Poutine dans sa lutte contre le terrorisme et les trafics illicites. Sous ce prétexte, les Russes ont refusé toute négociation avec Maskhadov et le conflit a pris un autre visage. Dévorés par la soif de vengeance, les rebelles tchéchènes ont perdu de vue leurs visions idéologiques. Ils utilisent l'islam intégriste comme « un instrument tactique devant faire le lien entre différents groupes résistants, dans la perspective de l'embrassement du Caucase du Nord dans son ensemble. »<sup>19</sup> A la mort de Maskhadov (mars 2005) il ne reste que Bassaev pour incarner la résistance. Sa seule alternative est d'étendre les combats au reste du Nord-Caucase. La prise d'otages de Beslan en septembre 2004, constitue une tentative pour forcer le barrage entre le nord-ouest et le nord-est et ainsi fédérer les peuples tcherkesses, tchéchènes et daghestanais, de la Mer Noire à la Caspienne contre les Russes, car elle affecte l'Ossétie du Nord, qui joue un rôle tampon dans le dispositif sécuritaire de la Russie. « Si aucune preuve convaincante n'indique que cet acte soit lié à Al-Qaïda, il fait incontestablement partie d'une tentative concertée d'élargir le conflit tchéchène aux républiques voisines en y provoquant la terreur. L'Ingouchie en juin et le Daghestan en juillet en ont été les cibles. A Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord, les risques sont accrus dans la mesure où le conflit entre Ossètes et Ingouches n'est toujours pas résolu. »<sup>20</sup> Les accrochages de l'armée russe avec des islamistes en Kabardino-Balkarie et au Daghestan (octobre 2005), de même que les déclarations du président tchéchène indépendantiste Abdul Khalim Sadullaev qui a décrété en mai 2006 (peu avant sa mort), un "front nord-caucasien uni" et nommé des émirs à la tête de groupes de combattants dans les républiques nord-caucasiennes, confirment cette tendance, et illustrent l'extrême fragilité de l'unité de la Fédération de Russie dans cette partie du territoire.<sup>21</sup> D'ailleurs, « certains spécialistes internationaux pensent que la désagrégation soviétique n'est pas encore achevée »<sup>22</sup>. Dans ce schéma, à espace constant (Fédération de Russie et CEI), un élargissement de la CEI à certaines républiques autonomes qui pourraient légitimement accéder à l'indépendance, reste possible dans l'avenir. L'exemple tchéchène est donc capable d'alimenter les « tendance centrifuges »<sup>23</sup> des autres Etats de la Fédération. « Après la Transcaucasie, c'est le Nord-Caucase, cet étranger intérieur de la Fédération de Russie, qui se tourne vers le Sud. Ethniquement hétérogène et chaotique, cette périphérie musulmane de la Russie évolue différemment du reste du pays. »<sup>24</sup> Cette formule de V. Avioutskii sous-entend-t-elle que la région du Caucase appartient plus au Moyen-Orient qu'à la Russie ? Quelle que soit la réponse à cette question, elle illustre parfaitement que le Caucase, ce lieu de passage, a du mal à définir son appartenance à telle ou telle partie du monde. Il se sentira forcément prisonnier d'une appartenance à la Russie.

Ainsi, le problème tchéchène risque-t-il, par effet domino, d'enflammer le reste de la Ciscaucasie et, pourquoi pas, de raviver les velléités indépendantistes du Tataristan, de la Bachkirie et de la Iakoutie-Sakha, jadis apaisées par Boris Eltsine. Bien plus, d'autres revendications pourraient surgir dans des régions ou républiques autonomes de la Fédération, notamment celles de l'orient russe (par exemple chez les Bouriates, tout au fond de la Sibérie, où les ethnologues remarquent en ce moment un regain de

---

<sup>18</sup> VINATIER Laurent, « Chamil Bassaev, la mort d'un symbole », article paru dans l'édition du 15/07/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>19</sup> VINATIER Laurent, « Dokou Oumarov, portrait d'une succession tchéchène sans enjeu », article paru dans l'édition du 21/06/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>20</sup> RADVANYI Jean, « Ces conflits mal éteints qui ébranlent le Caucase », le Monde diplomatique, octobre 2004, pp.4-5

<sup>21</sup> CHAUFFOUR Celia, « Kabardino-Balkarie : "Une métastase de la guerre en Tchétchénie" », article paru dans l'édition du 26/10/2005 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>22</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 146.

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> Ibid., p. 232-233.

chamanisme subversif<sup>25</sup>), faiblement peuplées, ou proches d'une Chine très présente et qui continue à convoiter les ressources naturelles russes. D'autant que la politique de recentralisation du pouvoir développée récemment par Poutine, peut-être perçue par ces dernières comme un renouveau de l'impérialisme russe.

La Russie doit agir avec des marges de manœuvre très réduites, car le problème tchéchène combine deux contextes qui obligent les russes à louvoyer entre fermeté et souplesse. Le contexte interne à la Fédération de Russie oblige à la fermeté : malgré l'étiquette terroriste, les musulmans de Russie - Bachkirs, Tatars et Daghestanais -, confortés par la montée de l'islamisme au niveau mondial, manifestent une solidarité envers la guérilla. L'affaire tchéchène constitue donc pour ces musulmans un test de la détermination russe, qui leur permettrait de revendiquer leur indépendance. Alors que le contexte externe appelle la souplesse : l'Europe centrale s'inquiète d'une renaissance de l'impérialisme russe, qui s'illustre notamment au travers de sa politique énergétique. L'occident dénonce constamment les violations des droits de l'homme, autant qu'elle s'inquiète des limites de la démocratie russe.

#### 2.4.-L'instabilité du sud du Caucase

En Transcaucasie, la situation est différente. Les trois pays concernés la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus depuis l'éclatement de l'URSS, des républiques indépendantes, restant toutefois membres de la CEI<sup>26</sup>. L'une des premières motivations de la Russie à vouloir conserver une influence privilégiée dans la région, c'est qu'elle souhaite pouvoir isoler et enclaver les pays du Nord-Caucase, de façon à empêcher qu'ils ne soient secrètement approvisionnés en armes par la Turquie, l'Iran, ou l'Arabie Saoudite. En second lieu, par nature, tous les conflits qui animent la Transcaucasie menacent la stabilité de la région du Caucase. L'intervention de Boris Eltsine en 1992 en Abkhazie avait un caractère punitif<sup>27</sup> mais il est probable qu'elle ait également été motivée par des aspects sécuritaires.

La situation en **Géorgie** est probablement celle des trois Etats de Transcaucasie qui requiert le plus d'attention. Elle constitue à elle seule un concentré des tensions et enjeux qui animent le Caucase dans sa globalité : point focal des ambitions des grandes puissances (Russie, Etats-Unis et Turquie), provinces sécessionnistes, carrefour stratégique sur les routes Nord-Sud et Est-Ouest, accès à la mer Noire, voies de transit pour l'évacuation du pétrole de la Caspienne, nombreuses nationalités différentes<sup>28</sup> etc. A l'image de la Russie, la politique géorgienne est guidée par l'angoisse permanente d'éclatement du pays. En renforçant après l'indépendance les minorités nationales peuplant les territoires autonomes de l'ancienne république socialiste soviétique fédérative de Géorgie, les Russes ont créé, pour l'unité du pays, une menace qui au fil des ans est en train de se changer en réalité effective et irréversible. A ces problèmes russo-géorgiens, s'ajoute une source potentielle de conflit avec l'Arménie, à propos des populations arméniennes implantées au début du 19<sup>ème</sup> siècle dans la province géorgienne de Djavakhétie. Hébergeant l'une des trois bases militaires russes de Transcaucasie occidentale, cette région se situe immédiatement sur la voie d'interconnexion turco-azérie contournant l'Arménie par le nord ; ce qui illustre sa valeur stratégique. « Cet espace, jadis enclavé entre les empires russe et ottoman, récemment devenu nouveau voisinage de l'Europe, est aujourd'hui soumis à la confrontation entre une stratégie de déstabilisation

---

<sup>25</sup> Communication de Robert HAMAYON à la société asiatique, juin 2004.

<sup>26</sup> L'adhésion de la géorgie à la CEI est plus tardive (1993). Elle est intervenue dans un contexte où Chevardnadze, ayant récemment remplacé Gamsakhourdia et devant faire face simultanément aux conflits abkhaze, ossète et adjar, en même temps qu'à une grave crise économique et sociale, a probablement souhaité ne pas multiplier les fronts et apaiser les Russes sur les intentions de la Géorgie.

<sup>27</sup> Les Russes se sont emparés de l'Abkhazie pour prendre le port de Soukhoumi et punir la Géorgie de son alliance Turco-Israélo-Américaine et de sa complaisance pour les Tchétchènes.

<sup>28</sup> Après le Daghestan, la Géorgie est la république du Caucase qui compte le plus grand nombre de nationalités

régionale qui a pour but de proroger la présence russe dans la Caucase du Sud, et la sécurisation des intérêts occidentaux de la zone. »<sup>29</sup>

Au **Karabakh**, les Russes ont d'abord ménagé les Azéris contre les Arméniens. Puis, en 1993, ils ont renversé leur alliance pour punir les Azéris (aussi bien Eltchibey<sup>30</sup> que Heydar Aliiev) de s'être entendus avec les compagnies pétrolières occidentales (cf. Annexe 5). Depuis le cessez-le-feu de 1994, le statu quo règne sans que les deux partis puissent s'entendre sur un accord. La république autoproclamée du Haut-Karabakh occupe sept districts en Azerbaïdjan. Depuis 1998, l'expulsion massive des Azéris habitant dans de mini-enclaves de la république d'Arménie ou dans la région autonome du Haut-Karabakh, a créé un flot de réfugiés que le gouvernement de Bakou maintient volontairement dans des camps de fortune aux abords de la capitale. Un certain nombre d'entre eux ont d'ailleurs gagné la Turquie. La difficulté de parvenir à un accord tient au fait que l'Azerbaïdjan ne reconnaît pas les dirigeants du Haut-Karabakh comme des interlocuteurs légitimes. D'un autre côté, la république d'Arménie se défend d'intervention ou de soutien direct aux indépendantistes, de crainte de fournir à la Turquie des motifs d'intervention. Aucun dialogue direct n'est donc possible entre les dirigeants arméniens et azéris, malgré les efforts jusqu'ici infructueux de l'OSCE.

De plus en plus enclavée dans un espace qui se resserre autour d'elle, la situation de **l'Arménie** est également une source d'inquiétude. Contenue à l'est et à l'ouest par la solidarité turco-azérie qui maintient un blocus illégal des frontières, cultivant des discordes avec chacun de ses voisins (question du génocide avec la Turquie, question du Karabakh avec l'Azerbaïdjan, problème des minorités arméniennes de Djavakhétie avec la Géorgie), elle a été tenue à l'écart des tracés d'oléoducs et peut se sentir exclue du processus de développement régional. Dépourvue d'une part importante du soutien militaire des Russes depuis l'abandon des bases de Géorgie, elle a récemment été tentée de se désenclaver en répondant aux offres des américains, mais elle est forcément freinée sur cette voie par ses liens avec la Russie et ses échanges avec l'Iran, le seul Etat frontalier avec lequel elle entretient des relations normales.

On aurait pu croire à un moment que **l'Azerbaïdjan** serait entraîné dans une « révolution des couleurs » – à l'image de celles qui ont eu lieu en Ukraine, Géorgie et Serbie - mais Ilhan Aliiev a finalement su préserver une certaine stabilité et s'affirmer comme un dirigeant incontesté<sup>31</sup>. Au bilan, statu quo au Karabakh, Etat policier et manne pétrolière servant à souder l'élite dirigeante demeurent les principaux fondements de l'Etat azéri. Pourtant on peut se laisser aller à un certain pessimisme : d'une part l'Azerbaïdjan fait très peu d'efforts pour diversifier son économie qui repose à plus de 80% sur les hydrocarbures ; d'autre part, ses revenus servent aujourd'hui à alimenter un effort de défense dont la finalité ne saurait être autre que la reprise du Karabakh. La Russie aurait alors un rôle bien difficile à jouer. Si elle soutient sa toujours fidèle<sup>32</sup> mais bien pauvre Arménie, elle risque de s'aliéner l'Azerbaïdjan et devra du même coup accepter le principe de reconnaissance du droit à l'autodétermination – ce qui pourrait se retourner contre elle dans d'autres circonstances. Si au contraire, elle ménage ses intérêts pétroliers en

---

<sup>29</sup> MARDIROSSIAN Florence, « Géopolitique du Sud-Caucase \_ Accalmie précaire aux marches orientales de l'Europe. Risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie. », étude publiée sur le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), janvier 2007.

<sup>30</sup> Le renversement du gouvernement d'Eltchibey aurait été orchestré par Moscou pour empêcher la signature d'un accord entre l'Azerbaïdjan et un consortium de compagnies occidentales pour l'exploitation du pétrole azéri. Cf. ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, *La Grande Alliance, De la Tchétchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial*, 2003, p27

<sup>31</sup> CHETERIAN Vicken, « Inébranlable dynastie Aliiev - Pourquoi l'Azerbaïdjan n'a pas basculé », *le Monde diplomatique*, février 2006, p. 10.

<sup>32</sup> C'est sans compter les récentes entreprises de séduction des Etats-Unis auxquelles l'Arménie ne semble pas insensible.

Azerbaïdjan, sa cote de popularité en Arménie - mais aussi partout où la Russie compte de « petits » alliés – risque de faiblir instantanément et l’argument du « grand frère protecteur » perdrait toute crédibilité. Sans compter qu’un soutien à l’Azerbaïdjan reviendrait à reconnaître le principe de souveraineté, qu’elle conteste en Géorgie. D’ailleurs elle reste à la merci d’une surenchère américaine qui pourrait, en accordant de généreuses aides financières à l’Azerbaïdjan, priver la Russie du bénéfice de sa trahison.

**Ces éléments illustrent que la stabilité générale du Caucase du Nord est une préoccupation majeure de la Russie dans son dispositif sécuritaire, et qu’elle est étroitement liée à la situation en Transcaucasie. Cet enjeu est vital pour la cohésion de la Fédération de Russie, mais le Caucase est encore le lieu de nombreux autres enjeux, au rang desquels figurent l’accès aux mers chaudes<sup>33</sup>, les enjeux énergétiques et les luttes d’influence entre grandes puissances.**

### 3.-ENJEUX ENERGETIQUES

L’importance qu’ont pris ces dernières années les facteurs énergétiques (ressources, voies de transit, levier politique), depuis que l’augmentation du prix du baril a rendu l’exploitation du pétrole caucasien et de la Caspienne plus rentable, et que la raréfaction des ressources et la montée des extrémismes islamistes obligent les grandes puissances à diversifier leurs approvisionnements, a considérablement augmenté la valeur stratégique du Caucase.

#### 3.1.-Ressources

« *Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang* » Cette formule qui résumait dans l’esprit de Georges Clemenceau la place cruciale des hydrocarbures durant la première Guerre mondiale pourrait tout aussi bien s’appliquer au Caucase. Les ressources pétrolifères de la région ne sont pas très abondantes (cf. Annexe 5), mais elles ont été à la source de nombreuses tensions.

A l’origine, les gisements pétroliers de Grozny, en **Tchéchénie** produisaient durant la première partie du 20<sup>ème</sup> siècle, une partie du pétrole de l’empire russe puis de l’Union soviétique. Ces gisements ont conduit à développer une industrie pétrolière dans la région (raffinerie) qui s’est révélée être un centre névralgique puisqu’elle traitait une grande partie brut sibérien des gisements soviétiques. La capacité des raffineries permet d’absorber 19 Mt, presque cinq fois plus que la production locale<sup>34</sup>. Il subsiste une polémique autour des ressources pétrolifères tchéchènes. Si elles sont réputées épuisées (90% de 100 Mt selon certaines sources<sup>35</sup>), certains thèses avancent qu’elles sont pillées par la mafia locale. La production qui était de 4 Mt en 1991 s’est brusquement effondrée pendant la deuxième guerre de Tchétchénie et a finalement été ramenée avec l’aide des russes à 2 Mt en 2004. Quoiqu’elles ne constituent pas une richesse propre de la « république » tchéchène (la société d’exploitation russe Rosneft en tire tous les bénéfices), elles représentent une manne sous forme de royalties à hauteur de deux tiers du budget de la Tchétchénie (soit 800 M\$ en 2004) qui attise la convoitise des différents prétendants au pouvoir (enrichissement personnel). La revendication des ressources naturelles reste une constante des différents gouvernements tchéchènes.

Les gisements les plus importants du Caucase se situent à Bakou en Azerbaïdjan. En 1993, dans un **Azerbaïdjan** exsangue à l’issue de la guerre avec l’Arménie pour le Haut-Karabakh, le président Aboulfaz Eltchibey cherche à affirmer sa souveraineté, qui passe selon lui par la valorisation des exploitations pétrolières et la construction de voies d’évacuation. Cette politique aboutit à la préparation d’un accord

---

<sup>33</sup> Dans cette énumération, l’accès aux mers chaudes, sans être négligeable, constitue une préoccupation de second ordre au regard des autres enjeux. A ce titre elle est développée en Annexe 4.

<sup>34</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 108.

<sup>35</sup> Ibid.

entre la compagnie nationale pétrolière azérie (SOCAR) et un consortium de grandes sociétés occidentales. Ecarté de ce projet, Moscou provoque les revers azéris au Karabakh et le renversement du gouvernement d'Eltchibey. L'accord avec le consortium de compagnies occidentales pour l'exploitation du pétrole azéri n'est pas signé.<sup>36</sup> A la faveur du chaos ambiant, Moscou reprend pied dans la région. Pour atteindre ses objectifs, Moscou a usé de l'influence des grandes compagnies russes (Lukoil) qui jouent un rôle d'ambassadeur de la Russie. Grâce à sa position de force, celle-ci contrôle le passage du brut via les oléoducs existant et use de son droit de regard sur l'exploitation des ressources, tant que le débat sur le statut de la Caspienne (mer ou lac) n'était pas tranché. La politique habile d'Aliev, et le pragmatisme des sociétés privées russes aboutissent en 1994 à la signature du « contrat du siècle » concernant l'exploitation de 3 champs offshore et qui donne naissance à l'AIOC, consortium regroupant huit compagnies occidentales dont BP, SOCAR et Lukoil (10%), mais dominé par les Américains. La Russie a pu ainsi réintégrer le « *grand jeu* » avec l'aide du nouveau président azéri, ancien chef du KGB de la région. Par la suite, même si les compagnies américaines seront largement privilégiées, l'Azerbaïdjan veillera toujours à laisser une part à la Russie. Le même type de compromis se reproduira également au Kazakhstan et au Turkménistan, et incitera même les Russes à faire des concessions sur le statut de la Caspienne. En novembre 1996, « la Russie reconnaît le droit à chaque Etat riverain à exercer sa pleine souveraineté sur une bande de 45 miles<sup>37</sup> ».

Ainsi, les ressources pétrolières du Caucase, et presque uniquement aujourd'hui celles de l'Azerbaïdjan, qui exploite favorablement une partie du pétrole de la Caspienne<sup>38</sup>, continuent à susciter l'intérêt de la Russie dans la mesure où les sociétés russes – et on connaît les relations étroites entre ces sociétés avec le Kremlin – sont associées à l'exploitation de ces ressources. Quoique relativement peu importantes (moins de 2 % des réserves mondiales), ces ressources permettent :

- à la Russie d'exercer un contrôle plus étroit sur l'origine et la destination des produits
- aux entreprises russes de faire valoir leur présence en Caspienne et donc de prétendre à l'exploitation des autres gisements périphériques, dont les plus importants sont au Kazakhstan.

Enfin, les débats très controversés sur les réserves en pétrole et en gaz de la mer Caspienne, traduisent également les positions des Etats-Unis et de la Russie. Alors que les estimations américaines, très favorables, appuient le discours selon lequel cette région est stratégiquement vitale, les estimations basses présentées par la Russie témoignent de la volonté de Moscou de minorer l'importance de ces gisements et de maintenir les autres puissances à l'écart de l'échiquier<sup>39</sup>.

### 3.2.-Voies de transit

Mais encore plus que les ressources pétrolifères, c'est le contrôle des voies de transit qui a attisé les convoitises. Comme cette matière première est actuellement fondamentale pour les économies de nombreux pays, le tracé des nouveaux oléoducs est l'objet de nombreux débats entre puissances régionales et internationales. Outre les royalties perçues par les pays traversés, la sécurité des tracés est une garantie d'approvisionnement. La Ciscaucasie comme la Transcaucasie jouent un rôle primordial comme point de passage pour l'acheminement du pétrole depuis Bakou, aux bords de la Caspienne vers la mer Noire ou la

---

<sup>36</sup> ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, op. cit., p. 27.

<sup>37</sup> DUBIEN Arnaud, cf. JALILLOSOLTAN Nader, « Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne », Annuaire français de relations internationales, 2001, vol. 2, pp. 113.

<sup>38</sup> On distingue deux bassins producteurs sur la Caspienne : le bassin Sud-Caspien partagé entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan et le bassin Pré-Caspien partagé entre la Fédération de Russie (Daghestan et Kalmoukie) et le Kazakhstan.

<sup>39</sup> JALILLOSOLTAN Nader, op. cit.

Méditerranée. C'est également le trajet emprunté par les ressources du Turkménistan sur les rives Est de la Caspienne.

Dès 1993, quand l'Azerbaïdjan commence à négocier les contrats d'exploitation et les voies d'exportation du pétrole avec les compagnies occidentales, un enjeu politique se profile derrière les choix techniques : la sortie des trois Etats sud-caucasiens de la zone d'influence russe, à laquelle ils ont appartenu durant deux siècles.<sup>40</sup> Ainsi, les enjeux purement énergétiques se confondent-ils également avec les enjeux sécuritaires et d'influence. C'est pourquoi Viatcheslav Avioutskaa a qualifié cette problématique de *géopolitique des oléoducs* qui exacerbe à plusieurs titres, les intérêts des grandes puissances.

Russes et Américains (qui partagent des intérêts communs avec la Turquie) se sont longtemps opposés pour le contrôle des routes du pétrole d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Les **Russes** souhaitent privilégier une route nord par leur territoire vers le port de Novorossisk sur la mer Noire. Cette route a l'avantage d'être à la fois plus courte et moins onéreuse, puisque l'oléoduc existait déjà. Elle était également plus sûre, au moment où le conflit abkhaze en 1993 fragilisait les routes du Sud via la Géorgie. La Géorgie joue en effet un rôle clef, car la majorité des grandes voies de communication, existantes ou en projet, reliant l'Azerbaïdjan à la mer Noire et à la Méditerranée via la Turquie, traversent la Géorgie. « Ainsi la fonction de pays transitaire constitue le fondement de la valeur économique et géostratégique de la Géorgie sur l'échiquier caucasien, à laquelle le blocus de l'Arménie par les deux principaux clients du transit Est-Ouest apporte une plus-value non négligeable. [ ... ] Les intérêts économiques qu'ont en commun la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie toujours davantage en rupture avec son voisin russe, consacre l'axe du désenclavement est-ouest des richesses de la Caspienne. »<sup>41</sup> D'un autre côté, l'incapacité du gouvernement Maskhadov à empêcher les rebelles tchéchènes de siphonner le pétrole azéri, a également obligé les Russes à construire un nouvel oléoduc qui contourne la Tchétchénie par le nord via le Daghestan et le territoire de Stavropol. Enfin, depuis octobre 2001, un troisième oléoduc, le CPC (Caspian Pipeline Consortium / russo-américain) relie Tengouiz à Novorossisk par le Nord pour acheminer le pétrole kazakh vers le marché européen.

En plus du vieil oléoduc Bakou-Tbilissi-Soupsa, les **Américains** souhaitent privilégier un passage par la Transcaucasie pour atteindre directement la Méditerranée via la Géorgie, malgré les conflits qui constituent une menace pour ce tracé. Ils s'opposent à un tout tracé via l'Iran (Etat islamiste, parrainant le terrorisme et cherchant à se doter d'un arsenal nucléaire). Pourtant, le projet d'oléoduc BTC<sup>42</sup> a été un temps gelé pour ménager les susceptibilités russes et turques. Car les intérêts turcs rivalisent également avec ceux du gouvernement russe, autour des tracés nord et sud. De fait, avec le BTC, le pipeline irakien, le gazoduc russe, la Turquie s'est affirmée comme carrefour énergétique de la région.

La situation s'est détendue en septembre 2001, quand Russes et Américains se sont découvert des intérêts convergents autour de la création d'une ligne d'approvisionnement énergétique indépendante du danger islamiste - facteur d'instabilité potentielle dans le golfe arabo-persique - qui peut atteindre le fond du Kazakhstan, qui permet de réguler le prix du brut en ouvrant plus ou moins les vannes du pétrole azéri, et qui peut freiner la croissance chinoise en la privant des ressources d'Asie Centrale (mais désormais, les approvisionnements chinois sont mondiaux). Ainsi, le quatrième oléoduc BTC a été inauguré fin mai 2005.

---

<sup>40</sup> cf. RADVANYI Jean et REKACEWICZ Philippe, « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain », le Monde diplomatique, octobre 2000, pp. 18-19.

<sup>41</sup> MARDIROSSIAN Florence, op. cit.

<sup>42</sup> Bakou – Tbilissi – Ceyhan. Pour un point plus complet sur le BTC, on pourra se reporter à JAFALIAN Annie, « L'Oléoduc Bakou-Ceyhan, Paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines », Politique étrangère, printemps 2004, n° 1, pp. 151-163.

Quoiqu'un peu plus long (1560 km / 4,5 Md \$), il permet de s'affranchir du passage des détroits, en particulier le Bosphore dont les Turcs ont durci les règles.

La mise en service du BTC sous la pression américaine a brisé le monopole russe dans la région, réduit son influence en Asie centrale et dans le Caucase, isolé l'Iran et promu le rôle de la Turquie en tant que puissance régionale.<sup>43</sup> Cet échec n'est que relatif car Bush et Poutine se sont engagés dans un partenariat énergétique<sup>44</sup> (mai 2002) pour exploiter les ressources de la Caspienne. Dans le même temps, la Russie s'est rapprochée de l'Azerbaïdjan : accords énergétiques mais aussi politiques (les russes obtiennent qu'il n'y ait pas d'implantation de bases OTAN), refus de tout soutien par l'Azerbaïdjan aux réfugiés tchéchènes et compromis sur les frontières maritimes de la Caspienne<sup>45</sup>. Les entreprises Loukoil et Ioukos pourraient même rejoindre le consortium du BTC<sup>46</sup>. Par ailleurs d'autres projets sont à l'étude pour désengorger le pétrole de la Caspienne : un oléoduc reliant Novorossisk à Ceyhan via la Géorgie permettrait d'éviter le Bosphore, de concurrencer le BTC pour le pétrole azéri et surtout d'évacuer le pétrole kazakh. **Au bilan, la Russie a réussi à conserver quelques uns de ses intérêts, car elle contrôle une partie du pétrole azéri et kazakh, elle amasse des devises et remplit ses caisses, elle alimente le marché turc en gaz<sup>47</sup> et le BTC n'est pas un obstacle majeur à ses projets.**

Dans ce paysage, il ne faut pas non plus perdre de vue les intérêts d'autres pays comme l'Arabie saoudite qui voit d'un mauvais œil l'arrivée du pétrole azéri sur le marché mondial - il est probable qu'elle ait cherché à compromettre les différents projets – ou de l'Europe<sup>48</sup> qui ne devrait pas tarder à rentrer dans ce concert. Récemment, Antanas Valionis, ministre des Affaires étrangères lituanien « invitait Bruxelles à adopter une politique énergétique européenne cohérente, notamment sur la diversification des approvisionnements énergétiques », en soulignant l'importance du pétrole de la Caspienne, et de la Géorgie pour son évacuation.<sup>49</sup> La question était de nouveau à l'ordre du jour en janvier 2007.<sup>50</sup> La Chine est devenue un acteur majeur en Asie centrale et cherche à diversifier et développer ses approvisionnements. L'Iran a également des projets d'oléoducs permettant d'évacuer les ressources de la Caspienne (cf. Annexe 5).

**Cependant, alors que la production de la Caspienne continue à augmenter<sup>51</sup>, le Bosphore est presque à saturation ; les oléoducs sont au maximum de leurs capacités. Une option se profile pour exploiter**

---

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Lors du sommet russo-américain (Moscou - mai 2002), un accord de coopération dans le domaine de l'énergie était signé et un groupe de travail ad hoc constitué. Cf. FACON Isabelle, « La politique extérieure de la Russie de Poutine ; acquis, difficultés et contraintes », Annuaire français de relations internationales, 2003, pp. 551-567.

<sup>45</sup> ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, op. cit., p. 128.

<sup>46</sup> A ce jour ce n'est pas le cas, mais « Les compagnies pétrolières russes se sont efforcées de rentrer dans tous les consortiums d'exploration du Caucase et d'Asie centrale. » Cf. DU CASTEL Viviane, « Les stratégies de localisation des compagnies pétrolières internationales : l'exemple des fondements et des enjeux de la nouvelle diplomatie économique dans la Caspienne », Institut de recherche en sciences appliquées au management, cahier de recherche 2006-06, pp. 1-31.

<sup>47</sup> 75% du gaz turc provient de Russie.

<sup>48</sup> Le cas de l'Europe sera développé un peu plus loin – cf. 2<sup>ème</sup> partie - § 3.3.3.

<sup>49</sup> CHAUFFOUR Célia, « Antanas Valionis : Aux yeux des institutions européennes, les dynamiques régionales ont plus de poids que des initiatives nationales séparées », entretien avec Antanas Valionis, ministre des Affaires étrangères lituanien, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique politique du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>50</sup> VITALE Alessandro, « L'Union européenne veut construire une stratégie énergétique dans la région Caspienne », article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique Politique européenne du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)), traduit en français par Célia CHAUFFOUR.

<sup>51</sup> La production totale de la région pourrait atteindre 3,5 millions de barils/jour en 2010 dont 2,5 à 2,8 millions de barils/jour destinés à l'exportation. Cf. DU CASTEL Viviane, op. cit.

**les nouveaux gisements kazakhs<sup>52</sup>: celle d'une voie transcaspienne qui a la préférence des Etats-Unis mais ne satisfait pas Moscou. Va-t-on assister à de nouveaux affrontements ou parviendra-t-on à un compromis ? D'autant que les pressions chinoises se feront sentir de plus en plus fort.<sup>53</sup>**

#### **4.-LUTTES D'INFLUENCE ENTRE GRANDES PUISSANCES**

Les rivalités des anciens empires (Parthes et Romains, Perses et Ottomans, etc.) montrent que d'un bout à l'autre de l'histoire, le Caucase en tant que carrefours stratégique (cf. § 1.2), a été un enjeu pour le partage du monde.

##### 4.1.-Importance des bases militaires

Sur le plan tactico-opératif, les nombreuses bases militaires dont disposait la Russie dans la région, lui permettaient de maintenir une présence dissuasive et immédiatement « curative » lorsque le besoin s'en faisait sentir, tout en se maintenant à distance raisonnable d'une autre région instable (Moyen Orient) où la recherche de points d'appuis est toujours problématique en raison de la présence de mouvements islamistes actifs comme en Iran, en Syrie, au Liban, en Jordanie, et en Egypte. Ce dernier souci est d'ailleurs partagé par les Etats-Unis.

En Géorgie, le retrait définitif des 12<sup>ème</sup> et 62<sup>ème</sup> bases militaires russes n'est prévu que pour la fin 2008. La Russie a néanmoins obtenu une condition suspensive : la Géorgie doit avoir une conduite modérée et équilibrée vis-à-vis du voisin russe. Autre condition implicite : les bases évacuées par les Russes ne doivent pas être concédées à d'autres<sup>54</sup>. Enfin, ce retrait n'influence en rien la politique menée par le Kremlin en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ce que les Etats-Unis assimilent à une annexion<sup>55</sup> de ces républiques séparatistes permet à la Russie de conserver des militaires à proximité<sup>56</sup>. Dans le même temps, la Russie a également conforté ses positions en Arménie avec les troupes de la subdivision Sud du Groupe de forces russes en Transcaucasie (environ 4.500 hommes) qui assurent la protection des frontières du pays dans le cadre du traité de sécurité collective de la CEI<sup>57</sup>.

Pour les Etats-Unis, ces bases militaires constitueraient un sérieux atout dans la région, à proximité des axes d'approvisionnement énergétiques, et à portée raisonnable du danger iranien. La présence américaine, de façon certes « temporaire », en Asie centrale pourrait servir « à établir l'hégémonie de Washington (dans les pays de la CEI et en Afghanistan) et à affaiblir l'influence russe. »<sup>58</sup> La Russie reste très vigilante sur ce sujet dans le Caucase. Même si l'information a été démentie par Bakou, on a évoqué à un moment l'installation possible d'une base américaine en Azerbaïdjan pour compenser l'évacuation de celles d'Ouzbékistan. Plus récemment, « l'Azerbaïdjan a récemment fait parler de lui pour l'accord qui le lie aux Etats-Unis concernant l'installation de radars américains sur son sol, d'une part à 20 kilomètres de la frontière iranienne (sud de l'Azerbaïdjan) et d'autre part au nord de Bakou, à proximité de la frontière

---

<sup>52</sup> Outre le gisement de Tengiz, dont la production est exportée vers le port russe de Novorossisk, le gisement de Kashagan qui contiendrait entre 10 et 40 milliards de barils de pétrole est un des plus grands du monde. Il s'agirait alors d'acheminer par tankers le pétrole kazakh d'Aktau au port de Dubendi, près de Bakou.

<sup>53</sup> Cf. DU CASTEL Viviane, op. cit.

<sup>54</sup> CHAUFFOUR Célia, « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan ? », entretien avec Ariel Cohen, spécialiste des questions russes et eurasiatiques pour l'institut américain The Heritage Foundation, paru dans l'édition du 04/10/2005 (rubrique politique du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Les forces de la paix russes déployées en Abkhazie représentent 1.300 hommes. En Ossétie du Sud, les bataillons des forces conjointes de maintien de la paix mobilisent 500 soldats russes, auxquels s'ajoutent 500 Ossètes du Nord et 300 Géorgiens cf. CHAUFFOUR Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », article paru dans l'édition du 26/06/2006 (rubrique politique du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> BARANOVSKI Vladimir, « 11 septembre : une vision russe », Politique étrangère, 2002, 1/2002, pp. 9-20.

russe. »<sup>59</sup> Ces mouvements sont observés par les Russes avec d'autant plus de vigilance que l'OTAN vient d'installer de nouvelles bases en Bulgarie et en Roumanie, et que les Etats-Unis projettent de déployer des éléments de leur système ABM dans certains pays d'Europe de l'Est. Ce qu'a sévèrement dénoncé le président Poutine lors de son intervention prononcée le 10 février 2007 à la Conférence de Munich sur la sécurité.

#### 4.2.-Témoin de puissance et zone d'influence traditionnelle

Si la Russie n'est plus la puissance dominante dans son proche voisinage, elle devra renoncer à son ambition de grande puissance. C'est l'une des préoccupations majeures de Vladimir Poutine. Ce statut de grande puissance implique de ne pas céder aux pressions extérieures ou aux campagnes d'opinion, aussi bien pour les opérations en Ciscaucasie qui relèvent de sa politique intérieure, qu'en Transcaucasie où les Etats-Unis multiplient les tentatives pour accroître leur influence dans tous les domaines. S'inspirant de la devise du général Ermolov<sup>60</sup> qui disait au début du 19<sup>ème</sup> siècle, « pour des motifs de stricte humanité, je serai impitoyable », Vladimir Poutine annonçait en septembre 2004, après la prise d'otages de Beslan (Ossétie du nord) : la Russie a « fait preuve de faiblesse » et les faibles sont toujours battus. Néanmoins, très récemment, jouant de subtilité face à l'unilatéralisme américain, il a déclaré que la Russie ne prétend pas au statut de superpuissance, mais qu'elle entendait participer à ce monde multipolaire.<sup>61</sup>

**A l'heure du *grand marché mondial* des organisations régionales ou internationales, véritables vecteurs modernes d'influence, les nouvelles indépendances ont généré un espace vierge de toute structure efficace. Ce vide a aiguisé l'appétit aussi bien des grandes puissances comme les Etats-Unis, que des puissances régionales comme l'Iran, la Turquie et son allié israélien.**

La Turquie et l'Iran, héritiers des empires ottomans et perses, auraient naturellement tendance à vouloir reconstituer leur zone d'influence. Tous deux entretiennent de bonnes relations commerciales avec la Russie, mais alors que la Turquie s'est opposée à la Russie sur plusieurs dossiers (tracé des oléoducs, assistance présumée à la résistance tchéchène, durcissement des règlements de transit en mer Noire), l'Iran reste « prisonnier » de ses relations « stratégiques » avec la Russie, qui le soutient sur le dossier nucléaire. Formulant parfois de timides objections – l'Iran a notamment manifesté sa solidarité par un soutien aux réfugiés et populations civiles tchéchènes - il considère cependant officiellement la crise tchéchène comme une affaire interne à la Russie. « Cette position, conforme aux intérêts nationaux iraniens, s'explique par l'opposition de l'Iran chiite aux combattants tchéchènes sunnites et la crainte que les minorités ethniques iraniennes expriment des tendances séparatistes sur le modèle tchéchène. »<sup>62</sup>

Par ailleurs, la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite rivalisent également pour le leadership de la révolution musulmane. « La Turquie, moderne et laïque, mais de culture islamique, ancrée à l'ouest, souhaite s'ériger en modèle pour les nouvelles républiques » du Caucase.

Quant aux Etats-Unis, si leurs intérêts initiaux étaient principalement pétroliers, on ne peut nier qu'immédiatement après l'effondrement de l'Union soviétique, ils entendaient faire reculer l'influence russe dans le Caucase, comme en témoignent plusieurs événements survenus en 1999. S'alignant sur l'Ukraine et l'Azerbaïdjan qui ne les avaient pas signés, la Géorgie a dénoncé le traité de défense collective des frontières de la CEI et le traité de sécurité collective de Tachkent, préférant s'en remettre au parapluie

---

<sup>59</sup> CHAUFFOUR Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », op.cit.

<sup>60</sup> « Sanguinaire » général russe, nommé gouverneur de la région jusqu'en 1827 pendant la grande guerre caucasienne (1816 – 1864)

<sup>61</sup> « Poutine : la Russie ne prétend pas au statut de superpuissance », MOSCOU, 23 janvier 2007 - RIA Novosti

<sup>62</sup> THERME Clément, « Téhéran face à la question Tchéchène », article paru dans l'édition du 21/05/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

de l'OTAN. Au sommet de l'OSCE tenu à Istanbul en novembre 1999, le président Eltsine a dû signer l'accord de démantèlement de deux des quatre bases russes en Géorgie.

Enfin, le GUAM<sup>63</sup> contribue également à cette pression sur les marges de la Russie.<sup>64</sup>

Depuis l'entente cordiale des années *post-11 septembre*, les préoccupations des Etats-Unis se portent plus sur l'évolution générale de la situation en Russie, en tant qu'élément de l'équilibre mondial, et à laquelle sont liés des sujets d'intérêts tels que l'arsenal nucléaire russe, les différents trafics, le degré de maturité démocratique de la Russie et le terrorisme. Le durcissement de la politique intérieure de la Russie depuis 2003 inquiète les Etats-Unis. Poutine a renforcé le contrôle de l'Etat sur les régions de la Fédération et instaure progressivement une « démocratie dirigée »<sup>65</sup> : le pouvoir des forces armées et polices est tel que certaines « dérives » touchent aux libertés fondamentales ; la mainmise du pouvoir sur les médias annihile progressivement toute liberté d'expression, la restauration de l'hymne soviétique (dont les paroles ont été changées) et de l'histoire de la Russie impériale ravive la ferveur patriotique.

**Dans ce contexte l'évolution de la situation dans le Caucase constitue un baromètre de l'état démocratique de la Russie, dont les occidentaux – américains en tête – sont les observateurs.**

#### 4.3.-Lutte contre l'unilatéralisme américain

Le Caucase est également un théâtre supplémentaire sur lequel la Russie entend faire valoir sa vision multipolaire du monde contre l'unilatéralisme américain. Pour les Russes (et aussi certains pays européens dont la France, ou encore la Chine, partenaire de la Russie dans l'OCS), la politique « OTANienne » tous azimuts des Etats-Unis est agressive et témoigne d'un refus du multilatéralisme que défend la Russie. Elle insiste régulièrement sur l'importance de l'ONU et s'émeut fortement de voir les Etats-Unis agir sans son mandat et sans scrupule. Vladimir Poutine a encore récemment rappelé que la Russie prône l'instauration d'un monde multipolaire et démocratique, le renforcement du droit international et la promotion d'un système juridique où même un petit pays se sentirait en toute sécurité, "où n'importe quel pays, même minuscule, ne craindrait pas qu'une grande puissance ne viole les règles générales dans ses propres intérêts, souvent égoïstes"<sup>66</sup>. Cette position officielle ne va pas jusqu'à accepter une médiation internationale dans les différents conflits du Caucase, mais elle traduit clairement que la Russie n'acceptera aucune solution dictée ou imposée par les Etats-Unis. Dénonçant à Munich le 10 février 2007 l'unipolarité comme une méthode inadmissible, impossible, inefficace et souvent nuisible, Poutine n'hésite pas à comparer au mur de Berlin le récent élargissement de l'OTAN, qui pas plus que l'UE, ne doit se substituer à l'ONU. On cherche à « imposer [ à la Russie ] de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs. Même s'ils sont virtuels, ils ne manquent pas de diviser, de compartimenter notre continent. »

La Russie s'est ainsi donné des arguments pour contrer tout débordement si les Américains venaient à utiliser la lutte anti-terroriste pour renforcer leur présence dans la région. Elle souhaite encadrer les « motivations géopolitiques traditionnelles [des Etats-Unis] : le renforcement de l'influence américaine dans les pays du Moyen-Orient, l'acquisition de leviers de pression sur l'Asie centrale, la pénétration dans la région de la mer Caspienne, la disposition d'avant-postes avantageux par rapport à l'Inde et la Chine, etc. »<sup>67</sup> Sous prétexte de mener une lutte « préventive et proactive » contre le terrorisme, les Etats-Unis

---

<sup>63</sup> Groupe informel créé en 1997 par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, réunissant « les quatre pays qui ont résisté le plus vigoureusement aux projets d'intégration au sein de la CEI ». L'Ouzbékistan a rejoint le GUAM – devenu GUUAM – en 1999, mais l'a quitté en 2005. cf. LIGHT Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », La Documentation française n°1055, mai-juin 2006, traduit de l'anglais par Michèle Kahn, pp. 14-25.

<sup>64</sup> RADVANYI Jean et REKACEWICZ Philippe, op. cit.

<sup>65</sup> ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, op. cit., p. 196.

<sup>66</sup> « Poutine : la Russie ne prétend pas au statut de superpuissance », op. cit.

<sup>67</sup> BARANOVSKI Vladimir, op. cit.

légitiment d'une certaine façon l'usage de la force, rétablissent une logique de « raison d'Etat » qui favorise l'autoritarisme, et affaiblit la position de l'ONU au profit d'un petit club d'Etats décideurs. Quoique le discours russe pour la multipolarité soit très politiquement correct, on ne peut s'empêcher de penser que si la Russie défend cette multipolarité, c'est qu'elle ne peut pas prétendre au statut de superpuissance. La Russie cherche donc « à utiliser au mieux les possibilités du multilatéralisme »<sup>68</sup> et fait preuve de pragmatisme dans sa quête de statut international. Dans ce domaine, la position de la Russie, refusant la proposition du GUAM qui souhaitait inclure la question des conflits du Caucase à l'agenda de l'Assemblée générale des Nations unies, est pour le moins contradictoire.<sup>69</sup>

## **DEUXIEME PARTIE : STABILISATION REGIONALE ET ACCORDS INTERNATIONAUX - BILAN ET PERSPECTIVES**

### **1.-BILAN : LES REACTIONS DE LA RUSSIE**

En réponse à ces différents enjeux, qui concernent à la fois la sécurité intérieure, la cohésion même de la Fédération de Russie, et son rayonnement international, la Russie a mobilisé tout un arsenal de mesures, propres à contenir les forces d'éclatement, et à faire valoir ses intérêts dans la région.

#### 1.1.-Politique de la terre brûlée

A partir du 18<sup>ème</sup> siècle, pour asseoir sa domination, la Russie entame la construction d'un réseau de forteresses cosaques (stanitza) contre les montagnards rebelles. Les russes ont alors procédé à une colonisation progressive de la région. Tandis que l'armée des Tsars s'efforçait de contenir les forces ottomanes et perses sur le versant sud, la Russie a dû faire face au nord à de nombreuses révoltes antirusses, souvent initiées par les Tchétchènes et d'autant plus intenses que les peuples montagnards parviennent à fédérer leurs forces, malgré leurs différents ethniques, et que la rébellion se drapait d'un caractère religieux. Dans leur expansion vers le Sud, les Russes utilisent d'abord la tactique des opérations de repréailles, renforcée par celle d'occupation de l'espace en se basant sur le réseau de forteresses cosaques. La stratégie russe était d'étendre le réseau des forts et de plonger la région dans la famine : "il fallait imprimer à coup de baïonnettes l'impérialisme russe sur le front des montagnes du Caucase". Progressivement isolés et réduits dans cette politique de « terre brûlée », les rebelles tchéchènes se sont regroupés dans la montagne.

#### 1.2.-Dilution des populations et déportations massives

Au 19<sup>ème</sup> siècle, les populations rebelles ont été diluées avec des cosaques importés par la Russie, ou déplacées en masse : les Tchétchènes et les Circassiens ont été poussés à l'émigration vers l'Empire ottoman. En sens inverse, beaucoup de populations chrétiennes étaient venues se placer sous la protection russe. C'est notamment le cas des arméniens d'Erzurum qui se sont installés en Géorgie dans la région d'Akhalsikhé. Du temps de l'impératrice Catherine, on a exilé dans le Caucase les « Vieux croyants » et les « Molokans » (buveurs de lait). Sous Alexandre, on a installé en Géorgie des pays Souabes.

Ces plaies anciennes ont été ravivées durant la seconde guerre mondiale. Les territoires caucasiens ont été fin 1942/début 1943, le théâtre d'une vaste offensive allemande dont le pétrole de Bakou était un des

---

<sup>68</sup> GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », op.cit.

objectifs. Certains peuples du Caucase du Nord, prêts à collaborer avec l'Allemagne pour s'émanciper du joug russe furent déportés en masse vers les steppes de l'Asie centrale par Staline, effrayé par la perspective d'une révolte musulmane. Ces « peuples punis » n'ont été réhabilités qu'en 1956 par Khrouchtchev qui les autorisa à rentrer au pays, sur des terres alors désertifiées ou peuplées par d'autres ethnies. D'où, par exemple, les revendications ingouches à propos de leurs sols ancestraux distribués aux Ossètes. Dans les faits, cette méthode s'est avérée peu efficace : les problèmes créés par les déportations ressurgissent fréquemment. Vécus comme un traumatisme, ils renforcent la défiance de la plupart des peuples du Caucase du Nord envers la Russie.

### 1.3.-Contrôle des liaisons vitales

Rappelons que, sur toute la largeur du Caucase, il n'existe qu'une seule voie Nord-Sud qui traverse la chaîne par la passe de Darial, appelée route des Ossètes, construite à l'initiative des Russes au début du 19<sup>ème</sup> siècle. Cette voie de communication est fondamentale pour tous les approvisionnements civils et militaires. En outre, elle sépare les populations caucasiennes du Nord-Ouest (Tcherkesses, Kabardes, Adygués), des populations caucasiennes du Nord-Est (Ingouches, Tchétchènes, Lezguiens, Daghestanais). La Russie en a toujours gardé férocement la maîtrise à tel point que c'est probablement la cause de la création ab-initio de l'Ossétie du sud, état totalement artificiel, comme Panama, qui permet de contrôler les approvisionnements avec la Transcaucasie et joue le rôle de territoire tampon. En Ossétie du Nord, lors des affrontements qui opposèrent Ossètes et Ingouches (oct. 1992), Moscou prit résolument le parti des Ossètes pour conserver ce sas étanche entre les deux moitiés de Ciscaucasie. Dans le même sens, depuis les débuts des nouvelles guerres tchétchènes, le commandement militaire régional russe est situé en Ossétie du Nord – ce qui explique que la république ait fait l'objet de multiples attentats.<sup>70</sup>

Pourtant, l'obstacle n'est pas incontournable. L'échec russe lors de la 1<sup>ère</sup> guerre de Tchétchénie, ne s'explique pas simplement par l'état d'impréparation des forces et les déficiences du matériel, mais surtout par le fait que l'armée russe n'a pas pu isoler la Tchétchénie de ses voisins. La guérilla a réactivé des axes supplémentaires. Ainsi, la vallée de l'Argoun, reliant les versants nord et sud du Caucase, délaissée après l'aménagement de la route des Ossètes à la fin du 18<sup>ème</sup> s. a repris de l'importance, fournissant un accès à la Géorgie. De même, la vallée de Pankissi, enclave Tchétchène en Géorgie a abrité un certain temps des indépendantistes (Kistines).

### 1.4.-Diviser pour mieux régner

Le Caucase et la Transcaucasie ont hérité de découpages cartographiques machiavéliques des frontières qui constituent les bombes à retardement des cartographes du Kremlin. Initialement destinés à opposer les ethnies entre elles à l'intérieur de frontières intérieures totalement factices, qui n'avaient d'ailleurs aucune importance du temps de l'URSS, ils sont devenus, au lendemain des indépendances, des sujets de discorde et des motifs d'intervention pour Moscou. Le Kremlin, « porte une lourde responsabilité dans la multiplication des conflits ethniques, vus comme de simples outils de politique intérieure. »<sup>71</sup>. Les conservateurs russes ont d'abord encouragé les conflits séparatistes (Haut-Karabakh et Ossétie du Sud) pour démontrer que la démocratisation lancée par Gorbatchev risquait d'aboutir à l'éclatement. Ce qui, en focalisant l'attention sur les mouvements nationalistes plutôt que sur les causes probables de leur émergence, permettait également de passer sous silence les lacunes du système communiste. Puis, Eltsine a exploité les opposants au régime (Tchétchénie) pour se débarrasser de Gorbatchev et des communistes.

---

<sup>69</sup> VOZNAYA Alisa, « revue de presse russe : l'actualité azerbaïdjanaise du 1er au 16 sept. », article paru dans l'édition du 29/09/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>70</sup> RADVANYI Jean, « Ces conflits mal éteints qui ébranlent le Caucase », op. cit.

<sup>71</sup> KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, op. cit. p. 18.

Enfin, les conflits ont toujours été « raisonnablement » entretenus pour affaiblir les états indépendants et favoriser le retour d'une Russie protectrice. Par exemple en Arménie, les vrais raisons de l'assassinat de Karen Demirdjan (1998), ancien secrétaire du parti communiste et candidat à la présidence de la république, ainsi que de Vazgen Sarkissian, ministre de la défense n'ont toujours pas été éclaircies. L'une des explications les plus plausibles est que les services secrets russes aient voulu contrer une possible médiation américaine dans le conflit du Karabakh. Si celle-ci avait abouti, l'Arménie n'aurait plus été dépendante de la Russie pour ses approvisionnements militaires. L'actuel président Robert Kotcharian, élu à la suite de cet assassinat, est partisan d'une position intransigeante qui oblige l'Arménie à entretenir en permanence une armée de 60 000 hommes, avec le soutien de la Russie. En Géorgie, les affrontements ethniques ont été utilisés pour réduire les mouvements nationalistes. Ainsi, « les Abkhazes furent encouragés dans leur démarche par un pouvoir moscovite que la montée du mouvement nationaliste géorgien inquiétait au plus haut point. »<sup>72</sup> « Le Kremlin s'emploie à préserver une situation instable [...] pour conserver un moyen de pression sur la Géorgie [...] et de contrôler les velléités abkhazes de solidarité avec les Tchétchènes. »<sup>73</sup> Le même schéma fut reproduit avec l'Ossétie du Sud.

A l'intérieur de la Fédération de Russie, « l'administration moscovite, fidèle à sa stratégie du « diviser pour régner » - qu'elle traduisait en août 1990 par cette célèbre formule : « *Prenez autant d'autonomie que vous pouvez en digérer* » - a mis en place un curieux système de fédéralisme à la carte. »<sup>74</sup> Son architecture complexe, héritée d'une organisation soviétique à plusieurs étages, constitue un facteur supplémentaire de division : les informations sont sectorisées, fractionnées et parcellaires ; les différents statuts des régions, districts et républiques autonomes rajoutent à la confusion. En créant un système où seul le pouvoir central parvient à établir une vision d'ensemble, la Russie empêche les synergies qui lui seraient néfastes.

#### 1.5.-La voie des institutions : l'héritage soviétique, la Fédération de Russie et la CEI

Après l'éclatement de l'URSS, il subsiste dans l'inconscient collectif l'idée que les anciennes républiques soviétiques du Caucase constituent - malgré leurs divergences, leurs volontés d'émancipation, leurs intérêts et leurs identités - un ensemble partageant un vécu historique et une culture caucasienne suffisante pour justifier un semblant d'unité. "L'URSS a donné naissance sur son territoire et dans son proche périmètre d'expansion à une **véritable civilisation**. L'effondrement de l'Etat soviétique, le discrédit jeté sur l'idéologie marxiste-léniniste et la faillite du modèle du "socialisme réel" ne signifient pas que cette civilisation appartient à un passé entièrement révolu. »<sup>75</sup> Cette civilisation que certains ont espéré pouvoir restaurer sous une forme plus moderne<sup>76</sup>, montre bien que la Transcaucasie est solidaire du Caucase du Nord et appartient à cet « **étranger proche** » que la Russie entendait sécuriser et maîtriser, s'efforçant de « stopper la perte d'influence des années Eltsine, en particulier dans l'espace post-soviétique. »<sup>77</sup> Le projet initial de restauration de la grandeur russe dans l'espace de la Fédération et la CEI en est une parfaite illustration : la Russie a montré qu'elle était capable de fédérer différentes républiques, districts ou régions, plus ou moins autonomes, s'accordant une certaine souplesse dans les statuts négociés avec les différents membres. Pour justifier l'adhésion des républiques du Nord du Caucase à la Fédération, la Russie a tenté de récupérer d'anciennes solidarités en jouant sur le vécu historique, la culture caucasienne et la présence

---

<sup>72</sup> Ibid., p. 312.

<sup>73</sup> Ibid., p. 336.

<sup>74</sup> RADVANYI Jean, « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », le Monde diplomatique, novembre 1999, pp. 4-5.

<sup>75</sup> TER MINASSIAN Taline et RAVIOT Jean-Robert, De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique: genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours, Paris, Ellipses, juillet 2006, p. 144.

<sup>76</sup> Cf. 2<sup>ème</sup> partie - § 3.3.1 et Annexe 6.

d'une diaspora russe<sup>78</sup>. La formule liminaire de la constitution est très éloquente : « Nous, **peuple multinational** de la Fédération de Russie, uni par un **destin commun** sur notre terre, affirmant les droits et libertés de l'homme, la paix civile et la concorde, conservant l'unité de l'Etat **historiquement** constituée, nous fondant sur les principes universellement reconnus d'égalité en droit et d'autodétermination des peuples, vénérant la **mémoire des ancêtres** qui nous ont transmis l'amour et le respect de la **Patrie**, [ ... ] adoptons la constitution de la Fédération de Russie. »

Au-delà de ce projet, les multiples tentatives de construction de la CEI, au travers des différentes coopérations plus ou moins réalistes et crédibles que Moscou a successivement développées au gré des différentes préoccupations du moment ont néanmoins un avantage politique indéniable. En déposant sur la scène internationale, dès l'origine, le **label « CEI »**, la Russie a marqué les esprits et l'inconscient collectif en définissant un espace, involontairement reconnu par tous, sur lequel la Russie entend maintenir une influence qui s'impose alors comme quasi légitime. Dans les faits, à l'exception de quelques initiatives comme le Traité de sécurité collective (TSC<sup>79</sup>), la CEI n'a pas tenu ses promesses<sup>80</sup>.

#### 1.6.-La neutralisation des conflits

Les russes agissent de l'intérieur en cooptant des élites qui entretiennent les « contradictions internes et les revendications indépendantistes, les empêchant peut-être ainsi de se commuer en guerre <sup>81</sup>. » Les Russes ont « toléré » des dirigeants souvent corrompus en raison de leur passé au sein du parti (comme l'ex-président Kokov, qui était le premier secrétaire du parti communiste de Kabardino-Balkarie), ou « pourvu que les pouvoirs locaux assurent une certaine stabilité, au moins de surface. »<sup>82</sup> La Russie semble avoir pris la mesure de ces reproches et « a mené des opérations de marketing »<sup>83</sup>. Elle met progressivement en place de véritables hommes d'état et hommes d'affaires capables de redresser les économies locales (Kokov a été remplacé en sept 2004 par Arsen Kanokov en Kabardino-Balkarie).

A plusieurs reprises, la Russie a usé d'une politique de « neutralisation » des conflits par l'intérieur : elle s'est presque systématiquement attachée à monter les différents groupes les uns contre les autres pour pouvoir s'imposer comme arbitre après avoir laissé la situation pourrir. En Tchétchénie la Russie a d'abord joué des oppositions entre Doudaev et Khasboulatov, a fait ensuite élire Dokou Zavgaev comme contrepoids à l'influence de Doudaev, puis Maskhadov qui devait réfréner les ardeurs de Bassev.

En Azerbaïdjan, les Russes sont certainement à l'origine des mouvements internes qui ont provoqué le remplacement de Eltchibey par Heydar Aliev. Et on pourrait multiplier les exemples (cf. Annexe 3), et pas seulement dans le Caucase.

#### 1.7.-La politique de terreur

La Russie a également utilisé l'exemple tchéchène pour museler les autres initiatives. Aujourd'hui, Moscou s'efforce d'étouffer les différents conflits en favorisant une politique de terreur sur les pouvoirs voisins. « On parle souvent de guerre en Ingouchie, tant la terreur, les disparitions, les escarmouches sont fréquentes. Au Daghestan également, ces derniers mois ont vu une multiplication des actes de violence,

---

<sup>77</sup> GOMART Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », Russie : le dedans et le dehors, Politique étrangère, 1 : 2006, p.29.

<sup>78</sup> Selon le recensement de 1989, on comptait plus de 23 millions de Russes résidant dans les pays de la CEI. Cf. LIGHT Margot, op. cit..

<sup>79</sup> Le TSC, signé à Tachkent en mai 1992, regroupe la Russie, la Biélorussie et l'Arménie, et compte trois des cinq Etats centre-asiatiques (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan). Transformé en OTSC qui compte une force de réaction rapide de 1500 hommes.

<sup>80</sup> LIGHT Margot, op. cit.

<sup>81</sup> CHAUFFOUR Celia, « Kabardino-Balkarie : "Une métastase de la guerre en Tchétchénie" », op. cit.

<sup>82</sup> Ibid.

<sup>83</sup> Ibid.

avec une escalade entre répression et actes de rébellion de combattants contre les forces de l'ordre. »<sup>84</sup> Cette politique fait peser sur ces républiques la menace d'une intervention militaire à l'exemple tchéchène. Elle joue également sur le moral des populations, prêtes à accepter, le moment venu, n'importe quel compromis pourvu qu'il puisse ramener au calme et à la vie normale. Cette stratégie n'est pas viable à long terme car elle entretient un fort ressentiment à l'égard de la Russie.

#### 1.8.-L'élimination des chefs du guerre

En Tchétchénie, les Russes ont progressivement éliminé Doudaev, pulvérisé en avril 1996 par un missile de l'armée russe, Maskhadov en mars 2005, Sadullaev en juin 2006 et enfin Chamil Bassaev en juillet 2006, ennemi public n°1 de la Russie, mais aussi véritable pivot idéologique et tactique de la déstabilisation unifiée du Nord-Caucase. De cette génération, il ne reste plus que Dokou Oumarov<sup>85</sup> et le frère de Chamil Bassaïev - Chirvani Bassaïev - qui se trouve dans un autre pays. Ses heures seraient comptées à en croire la détermination du premier ministre de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov qui a espéré publiquement qu'il soit liquidé.<sup>86</sup>

Les forces russes ont annoncé en novembre 2006 avoir tué un responsable de l'organisation terroriste internationale Al-Qaïda au Daguestan. : « Abou Hafs, plus connu comme le *Ben Laden Tchétchène*, était le principal émissaire d'Al-Qaïda dans le Caucase nord. Tous les actes commis dernièrement en Tchétchénie ont été organisés par lui ; il coordonnait les activités des mercenaires étrangers, des bandes armées illégales et des extrémistes religieux et contrôlait la répartition des moyens financiers et des armes envoyées par les structures terroristes internationales ».<sup>87</sup>

Cependant, « il est possible, certes, que les disparitions successives et rapprochées des figures emblématiques de la résistance affaiblissent l'ardeur et l'intensité de la lutte. Mais elles ne les feront pas disparaître. »<sup>88</sup> Laurent Vinatier estime que « pour la Russie, c'est une victoire aux conséquences incertaines. La disparition des leaders historiques provoque en effet un délitement de la guérilla. Les structures d'engagement, logistiques et mentales, se font plus souples, plus informelles, plus lâches. »<sup>89</sup> Il ajoute : « les autorités russes pourraient éliminer tous les chefs tchéchènes, anciens et émergents, de la résistance, mais tant que la sécurité des biens et des personnes n'aura pas de signification réelle en Tchétchénie, les sources de la guérilla ne se tariront pas. Elles s'épuiseront peut-être, mais sans mourir et avec des risques de sursauts kamikazes et terroristes. »<sup>90</sup>

**Cette méthode semble être efficace, car on a assisté un à délitement de la guérilla, et la Russie parle de « normalisation du conflit ».**

#### 1.9.-La patience et la vision à long terme

Enfin, quoique moins visible, l'une des forces de la Russie est la patience dont elle fait preuve, persuadée de l'effet de la constante « temps » sur le long terme. Cette attitude est commune à tout géant, victime de l'inertie de sa taille. Dans le cas de la Russie, le retour d'expérience de la guerre d'Afghanistan et le difficile redressement de la Russie après l'éclatement de l'URSS, l'ont certainement encouragée dans cette voie. Cet avis n'est pas partagé par tous : « la politique de Poutine frappe par le décalage qui existe entre l'étroitesse de la vision stratégique et la multiplication des coups tactiques. [...] elle privilégie les gains à

---

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Amesty International rapporte que le 6 mai 2005, Memorial a fait savoir que des forces de sécurité non identifiées avaient enlevé le père de Dokka Oumarov.

<sup>86</sup> « Après la liquidation de Bassaïev, le tour de Dokou Oumarov ne devrait pas tarder (Kadyrov) » - GOUDERMES (Tchéchénie), 10 juillet 2006 - RIA Novosti.

<sup>87</sup> « L'Armée russe tue le chef de file d'Al-Qaïda dans le Caucase », 27 novembre 2006 - El Pais.

<sup>88</sup> VINATIER Laurent, « Dokou Oumarov, portrait d'une succession tchéchène sans enjeu », op. cit.

<sup>89</sup> VINATIER Laurent, « Chamil Bassaev : la mort d'un symbole », op. cit.

court terme. »<sup>91</sup> La Russie fait manifestement preuve dans toutes ses actions d'un sens très pragmatique : elle est bien consciente qu'elle ne peut pas libérer son énergie sur tous les fronts à la fois. Quand elle ne peut pas agir - par manque de moyens, ou parce que la situation n'est pas favorable - elle sait se montrer patiente et développer une politique minimaliste qui permet de maintenir une situation d'attente, en limitant les dégradations. Contrairement à la politique volontariste et proactive américaine, il y a une sorte de fatalisme slave dans la toile que la Russie essaie de tisser.

**Souvent indispensable, la temporisation n'est pas une solution en soi. Les anciennes recettes de l'autocratie soviétique et russe n'ont eu que des résultats limités. La solution militaire piétine. La médiation semble inévitable, mais la Russie entend en garder toute l'initiative.**

## **2.-UNE NOUVELLE DONNE : L'EMERGENCE DE NOUVELLES MENACES ET L'AVENEMENT D'UNE POLITIQUE DE « SOFT POWER »**

On ne saurait cependant envisager une solution politique sans prendre en compte dans ce paysage, les nouveaux facteurs qui ont modifié la donne depuis les années 2000. Il s'agit de l'émergence des nouvelles menaces qui se conjugue presque simultanément, sous l'effet du redressement économique de la Russie, avec une ébauche de nouvelle politique de *soft power* de la Russie.

### 2.1.-Lutte contre le terrorisme, radicalisation de l'islam et émergence des trafics illicites

**Les nouvelles menaces dites « modernes » et asymétriques, qui relèvent à la fois du terrorisme, de la radicalisation de l'Islam et de l'émergence des trafics illicites, lesquels sont intimement liés et particulièrement actifs dans la région du Caucase, constituent un nouveau défi que la Russie doit relever.**

Dans ce domaine, depuis les événements de septembre 2001, Russes et Américains se sont découvert des intérêts communs. Certes la Russie a été initialement partagée entre d'une part sa volonté de contribuer à cette lutte internationale, et d'autre part celle de transformer la nature de la guérilla tchétchène. La Russie joue de cette subtilité en défendant que le projet réel des séparatistes, sous couvert de revendications indépendantistes, serait d'empêcher l'arrivée du pétrole de la Caspienne sur le marché mondial pour satisfaire les exigences de leurs amis saoudiens et musulmans. Usant de ce « prétexte », la Russie légitime son action en s'opposant au développement des islamismes radicaux auquel on assiste depuis plusieurs années. Elle s'appuie sur l'existence du « mouvement islamiste » initié par Movladi Oudougov en 1997, ordre islamique d'influence wahhabite, vite rebaptisé « nation de l'Islam » (en héritage d'un mouvement américain) ; et qui avait abouti à la création d'une organisation transcontinentale : le congrès des Nations de l'Islam formé par trois collectifs tchétchène, daghestanais et américain. La Russie espère ainsi s'attirer le soutien des autres puissances, concernées par le terrorisme et la montée du radicalisme musulman. C'est le cas en particulier de l'Inde et de la Chine qui doivent faire face à des mouvements séparatistes musulmans similaires<sup>92</sup>. Pour la Russie, la menace islamiste est encore plus prégnante car la chute de l'URSS a réveillé les revendications identitaires réprimées par le soviétisme pendant 70 ans, notamment en Ciscaucasie. Toutefois on observe un certain contraste entre le Nord-ouest, traditionnellement plus modéré et le Nord-est, héritier de l'ancienne rébellion islamique des Mourides. La Russie en a pris conscience d'où la politique d'ouverture religieuse pratiquée par Moscou, qui préfère autoriser le développement d'institutions islamiques « que de permettre à l'Arabie saoudite de s'engouffrer dans un vide politique et

---

<sup>90</sup> VINATIER Laurent, « Dokou Oumarov, portrait d'une succession tchétchène sans enjeu », op. cit.

<sup>91</sup> GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique », La documentation française, n°1055 mai-juin 2006, p. 6.

<sup>92</sup> La Chine craint une contagion à sa région du Xinjiang où des groupes ouïghours militent en faveur de la sécession. L'Inde est concernée par les Tibétains et Cachemiris.

juridique »<sup>93</sup>, avec un islamisme plus radical. A la propagande saoudienne s'est ajouté récemment un prosélytisme féminin venu d'Iran auprès des populations iranophones d'Asie centrale. C'est pourquoi, profitant de sa position eurasiennne, « la Russie a rappelé qu'elle entendait jouer un rôle de premier plan vis-à-vis du monde musulman, notamment en Asie centrale »<sup>94</sup>. Mais ce rôle de médiateur avec l'Occident vaut également pour le Caucase.

L'émergence d'un risque islamique réel dans le Caucase s'illustre par plusieurs points. En premier lieu, le Caucase est au cœur des préoccupations stratégiques d'Oussama Ben Laden et son Internationale islamiste, dans la reconquête du monde musulman en s'attaquant à sa périphérie nord dans les régions musulmanes sensibles, comme la Tchétchénie, d'autant plus qu'il y a des similitudes montagnardes entre Pachtounes et Tchétchènes, tous deux rebelles invaincus. Ainsi a-t-on vu arriver des moudjahidin afghans en Tchétchénie à partir de 1996. L'Afghanistan aurait également promis des missiles Stingers hérités des américains dans les années 1980. La Libye est également soupçonnée d'avoir financé la guérilla tchétchène. Le Soudan, l'Egypte, le Pakistan ont également manifesté leur soutien, qui s'est cependant estompé lorsque la Russie a armé le Soudan, où lorsque les événements du 11 septembre ont impliqué les pakistanais dans la lutte contre le terrorisme. On peut imaginer que l'objectif ultime est de créer un « couloir islamiste », reliant les terres du jihad (Balkans, Caucase, Asie centrale, Cachemire, et Xinjiang) et pouvant servir de transit aux idéologies radicales et aux trafics d'armes ou de drogue<sup>95</sup>. En deuxième lieu, l'islamisme est un danger immédiat pour la Russie, car il est très largement utilisé par la résistance tchétchène comme vecteur capable de fédérer les initiatives séparatistes en Ciscaucasie.<sup>96</sup> Pour cette raison, Moscou entend renouer avec un Islam modéré.

**Ainsi, la Russie et la communauté internationale dans son ensemble doivent faire face à une nouvelle menace, celle de l'islamisme radical qui risque de s'emparer d'une position stratégique fondamentale, tout en déstabilisant la région.**

Par ailleurs, sans vouloir excuser les exactions des militaires russes en Tchétchénie, qui sont indiscutables et condamnables, ne perdons pas de vue qu'une partie des rebelles appartient à des organisations mafieuses qui exploitent des raffineries artisanales en siphonnant les oléoducs, sur fond de corruption des militaires. De même, la forte hétérogénéité des différents clans ethniques et factions religieuses, densément ramassées sur un petit territoire, a généré de nombreux conflits armés, dont les populations civiles sont les premières victimes. Vladimir Poutine a d'ailleurs usé de cette diabolisation des bandits pillards de la montagne pour mobiliser l'opinion publique. Mais au-delà du contexte tchétchène, c'est tout le Caucase qui est potentiellement concerné par ce combat. En 1999, Jean Radvanyi constatait : « Le Daghestan est devenu un centre de contrebande et de braconnage ; l'Ingouchie, le centre régional de trafic de l'or et des drogues ; l'Ossétie du Nord, le producteur principal de vodka illégale et point de transbordement des rois de l'alcool... »<sup>97</sup>. Il ajoutait en 2004, à propos de la Géorgie par exemple, que « constituant plus de 22 % de son territoire, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et l'Adjarie formaient depuis lors de véritables *trous noirs*, propices à tous les trafics. » Les contrebandes diverses entravent le règlement des conflits gelés, car ces revenus illicites sont partagés par tous les acteurs : dirigeants des territoires sécessionnistes, forces d'interposition russes et, clan présidentiel d'Edouard Chevardnadze lui-même.<sup>98</sup> Cette inquiétude prenait une telle dimension que « les documents officiels qui présentent les priorités et objectifs des politiques de

---

<sup>93</sup> ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, op. cit. ; p. 110.

<sup>94</sup> BARANOVSKI Vladimir, op. cit.

<sup>95</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 230.

<sup>96</sup> CHAUFFOUR Celia, « Kabardino-Balkarie : Une métastase de la guerre en Tchétchénie », op. cit.

<sup>97</sup> RADVANYI Jean, « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », op. cit.

<sup>98</sup> RADVANYI Jean, « Ces conflits mal éteints qui ébranlent le Caucase », op. cit.

sécurité et militaire russes [ ... ] évoquent [ ... ] les menaces transnationales que sont le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux, la criminalité organisée, les trafics illicites... comme des risques de premier plan pour la sécurité de la Fédération de Russie [ ... ] qui se manifestent avec une acuité particulière dans la périphérie sud du pays (Caucase et Asie centrale)»<sup>99</sup>

Cependant, ayant pris conscience de ces nouvelles menaces, la Russie doit agir avec une marge de manœuvre limitée, car elle doit réaliser un triple équilibre entre :

- une lutte efficace contre le terrorisme **et** la préservation de ses intérêts, puisqu'elle est elle-même vulnérable au terrorisme
- son soutien à la politique de l'occident dans ce domaine **et** la position de pivot qu'elle espère jouer dans l'espace musulman du Caucase
- un rapprochement de l'Occident **et** un alignement servile de sa politique sur celle de l'Occident

**Le nouveau défi pour la Russie est de « ne pas laisser la lutte contre le terrorisme, légitime, devenir une fin en soi, c'est-à-dire dicter le rapport à l'étranger, en particulier à l'étranger proche. »**<sup>100</sup>

Cette dernière remarque est d'autant plus actuelle que la lutte contre le terrorisme permet aujourd'hui d'appuyer tous les discours. Le président Aliiev a annoncé pendant la cinquième session de la Conférence islamique des ministres du tourisme qui s'est tenue à Bakou que «le monde musulman doit unir ses efforts dans la guerre internationale contre le terrorisme ».<sup>101</sup> Nul doute que cette initiative est essentiellement motivée par sa volonté de légitimer son action contre les « terroristes » arméniens qui sévissent dans le Haut-Karabakh.

## 2.2.-L'outil économique : l'avènement d'une politique de *soft power* ?

Les populations aspirent à un retour au calme qui nécessite une situation économique stable. L'outil économique pourrait être une double réponse, tant au problème de stabilité de la région, qu'au maintien d'une influence russe privilégiée. Profitant de l'effort de redressement économique réalisé par Poutine, la Russie pourrait, par exemple, participer à la réhabilitation des infrastructures pétrolières (oléoduc et raffineries) de la Tchétchénie. Cette politique, certes plus récente, a fait déjà ses preuves, notamment en Asie centrale. Désirant restaurer une influence dans son « étranger proche », la Russie a profité du renouveau des années 2000 pour utiliser l'outil économique à des fins politiques. Concrètement, Poutine engage en 2003 le projet d'un « partenariat économique unifié » censé réunir ses anciens partenaires au sein d'une CEI réunifiée. Dans ce contexte, les différentes révolutions « des Roses » en Géorgie (nov. 2003), « orange » en Ukraine (fin 2004) et « des Tulipes » au Kirghizstan (mars 2005), suivies de renforcement des relations de ces pays avec l'UE et/ou l'OTAN, constituent un coup d'arrêt<sup>102</sup>. La Russie a repris l'initiative par le biais de sanctions économiques (interdiction des vins géorgiens) ou de l'arme énergétique. Avec l'échec de la constitution européenne, assimilé en Russie à un signe de refus d'élargissement perpétuel de l'UE, le projet de « partenariat économique unifié » est relancé, en proposition aux pays qui ne font pas encore partie de l'UE et comme substitut à cette dernière. La Russie semble se découvrir une sorte de *soft power*, en passant d'un mode révolu de contrôle direct à des formes de contrôle indirect.<sup>103</sup> Cette politique semble cependant avoir ses limites : « acquérir des parts d'entreprise dans son étranger proche en échange d'une annulation des dettes à son égard, maintenir des bases militaires et négocier des accords bilatéraux séparés semble constituer pour la Russie des moyens de s'assurer le

---

<sup>99</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », Annuaire français de relations internationales, 2004, pp. 653-6666

<sup>100</sup> GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », op. cit.

<sup>101</sup> VOZNAYA Alisa, « revue de presse russe : l'actualité azerbaïdjanaise du 1<sup>er</sup> au 16 sept. », op. cit.

<sup>102</sup> ROYER, Ludovic, op. cit.

<sup>103</sup> GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique », op. cit., p. 5.

leadership de la CEI, moins coûteux qu'une politique visant à réaliser l'intégration économique de la région. »<sup>104</sup>

De plus, et quoique la Russie s'en défende, elle utilise les approvisionnements énergétiques comme instrument de sa politique étrangère. « Vladimir Poutine se sent en position de force, convaincu de la centralité de la *sécurité énergétique* dans les rapports de force internationaux. »<sup>105</sup> Cette politique de dissuasion énergétique s'appuie sur tout un arsenal : « les réserves, les volumes de production et les systèmes d'exportation. »<sup>106</sup> Les récentes armes (coupures des livraisons de gaz naturel) que la Russie et Gazprom ont utilisées dans leurs « négociations » avec leurs voisins de la CEI (Biélorussie, Géorgie, Ukraine et Moldavie) ont indigné l'opinion publique internationale. Mais Poutine<sup>107</sup>, démentant tout usage politique, prétend simplement faire respecter les lois du marché en édictant « des conditions transparentes qui soient les mêmes pour tous ». Il ajoute que « le prix des hydrocarbures doit être établi par le marché et ne doit pas faire l'objet de spéculations politiques ni de pressions ou de chantages économiques. » Pourtant, « Gazprom a décidé de suspendre ses initiatives [d'investissement, notamment en Allemagne] jusqu'à ce qu'à la signature d'un nouvel accord de partenariat et coopération entre l'UE et la Russie. »<sup>108</sup> En fin de compte, il est assez probable que les augmentations drastiques des prix soient un moyen pour Gazprom de contrôler les tubes géorgiens.

**Ainsi, sur la base des échanges économiques, et particulièrement énergétiques, la Russie pourrait progressivement développer de nouveaux partenariats et investir dans les pays de la CEI ou les républiques autonomes de la Fédération, qui agiront comme facteur de stabilisation et ciment des relations entre bons voisins. Il faudra cependant qu'elle apprenne à apprivoiser ces instruments de *soft power*, plutôt qu'à les utiliser comme moyens de pression.**

On notera également que cette remarque donne aux enjeux énergétiques une double importance : celle de la valeur intrinsèque des ressources et voies de transit ; et celle de l'utilisation politique qu'on peut en faire.

### **3.-PERSPECTIVES : VERS UNE SOLUTION AU PROBLEME CAUCASIEN ?**

**Souvent indispensable, la temporisation n'est pas une solution en soi. Les anciennes recettes de l'autocratie soviétique et russe n'ont eu que des résultats limités. La solution militaire piétine. La négociation semble inévitable, mais la Russie entend en garder toute l'initiative.**

#### **3.1.-« L'étranger proche » : une notion contradictoire ?**

Bien qu'elle ait officiellement renoncé à la notion « d'étranger proche », la Russie compte toujours rayonner au sein de la « galaxie CEI ». Cette volonté est d'autant plus forte que ses tentatives d'ouverture sur l'Occident ont été déçues. Le rôle privilégié qu'elle revendique s'inscrit pourtant dans une certaine contradiction : d'une part, l'importance particulière qu'elle accorde à l'espace CEI implique qu'elle soit capable de le stabiliser, mais le rôle privilégié qu'elle entend y jouer exclut toute intervention extérieure, quand bien même celle-ci viendrait à renforcer cette stabilité.

#### **3.2.-Exigences incontournables et gages de succès de la stabilisation du Caucase**

Les analyses précédentes permettent de dégager les **points clés** sur lesquels il est peu probable que la Russie puisse faire de compromis, ainsi que les avantages sur lesquels elle peut s'appuyer.

---

<sup>104</sup> LIGHT Margot, op. cit.

<sup>105</sup> GOMART Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstante », op. cit., p. 26.

<sup>106</sup> Ibid., p. 30.

<sup>107</sup> Discours prononcé le 10 février 2007 à la conférence de sécurité de Munich.

<sup>108</sup> VOZNYAYA Alisa, « La politique énergétique russe et Gazprom dans la presse russe (15 au 24 nov. 2006) », article paru dans l'édition du 04/12/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

### 3.2.1.- Conditions impératives

Il faut poser en préalable que du point de vue des Russes, l'éclatement de l'URSS est achevé ; et les frontières actuelles de la Fédération de Russie ne sont pas négociables. En outre, la Russie considère que les pays de la CEI participent à la stabilisation de ces frontières dans une politique de voisinage légitime. Le seul compromis que la Russie accepterait, serait éventuellement de redessiner certaines frontières intérieures. Il faut donc reconnaître à la Russie le droit d'aider le gouvernement tchétchène à stabiliser la situation, tant que les droits de l'homme sont respectés. D'ailleurs, depuis que les forces russes ont cédé la place à la police tchétchène, c'est cette dernière qui est maintenant montrée du doigt par les observateurs humanitaires<sup>109</sup>. Le premier ministre Ramzan Kadyrov, tout comme le responsable des forces fédérales du Nord-Caucase, le général Shepilov, ont critiqué l'inefficacité de la police, et les accointances d'un nombre important de policiers avec la résistance. Ces critiques restent soumises à caution. Le premier ministre lui-même est soupçonné de disposer de revenus « d'origine essentiellement criminelle » qui lui permettent néanmoins « d'assurer une part substantielle des travaux de reconstruction en Tchétchénie et, surtout, d'organiser une solidarité de large ampleur au sein de la république. Il court-circuite en somme le fonctionnement administratif normal : l'Etat de Tchétchénie est quasiment passé à son service. »<sup>110</sup> Ramzan Kadyrov est parvenu à se rendre indispensable à la stratégie russe de «normalisation», mais pourrait constituer une menace s'il s'engageait plus profondément vers une autonomie qui ressemble à un séparatisme de fait. Devenu l'homme fort depuis la démission récente de Alu Alkhanov, il maintient en ce moment, en étroite relation avec Poutine, une relative stabilité. La question qui se pose est ce qu'il fera après le mandat de Poutine. Il posera vraisemblablement d'autres exigences à son successeur.<sup>111</sup> Certains estiment que les oppositions entre partisans de Karyrov et d'Alkhanov sont réelles et pourraient déboucher sur un conflit ouvert, dans une espèce de renaissance des rivalités claniques, d'autant plus faciles à déclencher que nombreux d'anciens rebelles ont été « amnistiés », ont été engagés dans la nouvelle administration tchétchène - en particulier les différentes forces armées - sans pour autant avoir déposé les armes, et qu'ils pourraient bien avoir le réflexe de se servir.<sup>112</sup>

Au titre d'une politique légitime de bon voisinage, la Russie entend participer, avec un rôle actif central à toute entreprise de sécurisation de la Transcaucasie. Dans une période de transition au moins, on devra lui reconnaître le droit de disposer de certains points d'appui – pour les forces d'interposition ou d'accompagnement à la sécurisation de la zone - sous réserve d'un accord des territoires hôtes. La question se pose particulièrement pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, où la présence russe est jugée illégitime par la Géorgie, qui reste, en droit, souveraine de ces territoires.

A ce sujet, mais aussi dans le conflit du Haut-Karabakh, la Russie s'interdit en principe de prendre position, se satisfaisant du gel des conflits. En effet, elle ne peut pas se risquer à avancer l'argument du droit à l'autodétermination, qui lui serait immédiatement opposable en Tchétchénie ou ailleurs. Pourtant, ce droit est clairement mentionné dans la constitution de la Fédération de Russie, et Poutine n'a pas hésité à l'invoquer récemment<sup>113</sup>, maintenant que le conflit Tchétchène est accepté comme un problème de

---

<sup>109</sup> FULLER Liz, "Russia : Who is out to discredit the Chechen police, and why ?", RFEL/FL, février 2007.

<sup>110</sup> VINATIER Laurent, « Tchétchénie : l'illusion Kadyrov », article paru dans l'édition du 05/11/2006 (rubrique Nord-Caucase du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>111</sup> TIMUR Aliev, "Kadyrov promotion fury in Chechnya - Human rights activists appalled by Moscow's elevation of the notorious prime minister to lead the republic", IWPR, 21 février 2007.

<sup>112</sup> "Bad but different", conversation entre le correspondant tchétchène de Rossiiskaya Gazeta's, Timofey Borisov, avec un membre d'une organisation humanitaire, Aleksandr Cherkasov, *BBC Monitoring*, 5 mars 2007 (Source: Ekho Moskvu radio, Moscow, in Russian 2005 gmt 27 Feb 07).

<sup>113</sup> GREMY François, « Infructueuse rencontre Saakachvili-Poutine », article paru dans l'édition du 19/06/2006 (rubrique politique du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

sécurité interne et de lutte contre le terrorisme international. Dans le cas particulier du Karabakh, la Russie accepterait de jouer un rôle de médiateur dans une solution « arbitrée » de l'extérieur, qui lui éviterait de prendre partie.

Quant à son influence dans le Caucase, le seul point sur lequel elle ne semble pas prête à transiger, c'est le regroupement de tout ou partie des états caucasiens dans une organisation internationale à laquelle elle n'appartiendrait pas elle-même.

De la part des Etats-Unis, la Russie n'acceptera aucune action unilatérale (il faudra une caution internationale minimale) et aucune présence permanente de forces militaires en Transcaucasie.

La lutte contre les différents trafics constitue une opportunité pour développer de réels partenariats et actions multinationales coordonnées dans la région.

Enfin, pour les aspects énergétiques, s'agissant de l'exploitation des ressources : les intérêts russes sont déjà bien implantés en Azerbaïdjan ; d'autre part, la Russie est prête à reconnaître que ce jeu revient aux industries pétrolières russes, lesquelles parviendront toujours à participer à l'exploitation des nouvelles ressources. S'agissant des voies de transit, le prochain débat va nécessairement porter sur l'évacuation des nouvelles exploitations kazakhes dans un jeu à trois où les Etats-Unis et la Chine tenteront de s'approprier une part du gâteau. La victoire reviendra probablement à celui qui trouvera une solution pour désengorger les voies de transit actuelles, à la limite de la saturation.

### 3.2.2.- *La stabilité de la ligne politique russe*

Cette liste est certes impressionnante, mais elle ménage des marges de manœuvre suffisantes pour développer des solutions acceptables par la communauté internationale.

Ayant recouvré une assurance sur la scène internationale, la Russie se montre plus ferme sur certains points, mais elle est également plus sereine et globalement plus cohérente dans sa politique. La persistance depuis 1999 d'un homme fort et populaire au pouvoir, Vladimir Poutine, a posé des bases solides pour l'avenir. La consolidation de son économie et l'assurance que lui donne sa politique énergétique permettent maintenant à la Russie d'appliquer une politique stable dans la région, alors qu'autrefois elle devait chercher à colmater les brèches. En revanche, le durcissement de sa politique est parfois mal perçu à l'extérieur. On craint qu'il ne traduise un regain d'impérialisme. En communiquant avec plus de transparence, la Russie devrait prouver qu'elle s'est engagée sur la bonne voie. A ce titre le discours prononcé par le président Poutine lors de la conférence de Munich le 10 février dernier constitue un modèle du genre.

### 3.3.-Les solutions possibles

De nombreux scénarios ont été échafaudés pour trouver une solution au problème tchéchène, et à celui de tout le Caucase. Beaucoup d'entre eux sont référencés dans l'ouvrage de Viatcheslav Avioutskiï. La principale difficulté actuelle est liée à la normalisation du conflit Tchétchène qui trouve des échos dans tout le Caucase où la plupart des tensions sont cristallisées dans des conflits gelés. Ce statu quo n'est pas satisfaisant, mais bien téméraire celui qui tenterait de bousculer ce fragile équilibre, au risque de souffler sur les braises et de raviver les combats.

**Quelle que soit la solution, elle ne pourra être que souple et progressive.**

#### 3.3.1.- *La solidarité caucasienne*

Le projet d'une « maison caucasienne » avancé par le Géorgien Zviad Gamsakhourdia, et repris par le tchéchène Doudaev, qui faisait appel à une solidarité caucasienne, au-delà des différences religieuses de tous les peuples, appelait l'émergence d'une nouvelle communauté d'intérêts qui ne serait orientée ni vers Moscou, ni vers l'Occident. La CPC avait déjà donné des gages à la solidarité caucasienne en 1992-93. Le projet pétrolier pourrait également être un agent fédérateur, car toutes les républiques de la région sont concernées, soit comme propriétaires de ressources, soit comme point de passage incontournable. On reste

donc dans le domaine du prospectif, mais l'idée d'une fédération transcaucasienne élargie est régulièrement évoquée. D'autres projets, comme celui de Semionov, sont à peu près équivalents à celui de la confédération caucasienne. Ils se distinguent en général par le degré d'attachement à Moscou : du « Grand Caucase » de l'idéologue islamiste Guéïdar Djémal, très proche des nationalistes russes à la « croisade salafiste » de Magomet Tagaev dont le but ultime est de réduire la Russie à ses limites historiques, par l'épée et par le feu.

### **Ces exemples illustrent l'absence de solution réaliste émergente.**

#### *3.3.2.- L'exemple de l'OCS*

Le Caucase comme l'Asie centrale regroupe un ensemble d'états nouvellement indépendants issus de l'éclatement de l'URSS, à cette différence près que les états du nord du Caucase sont encore membres de la Fédération de Russie ; tous les autres étant membres de la CEI.

En Asie centrale, la Russie affiche une heureuse réussite. Quinze après la chute de l'URSS, les cinq nouveaux Etats indépendants d'Asie centrale n'ont pas subi les déstabilisations attendues<sup>114</sup> alors que de nombreux facteurs (montée de l'islam radical, trafics de drogue, des armes conventionnelles et de matériaux nucléaires, embrasement régional autour des questions frontalières ou de conflits interethniques, etc.) auraient pu laisser présager du contraire. Néanmoins, on a assisté à une montée générale de l'autoritarisme des différents gouvernements<sup>115</sup>. Le resserrement des rangs autour de l'OCS<sup>116</sup> confirme que les cinq Etats restent bien encore amarrés à la Russie. On est donc en mesure de se demander pourquoi le même schéma qui a fait le succès de cette politique de « soft power » de la Russie dans la région, ne serait pas applicable au Caucase.

On peut trouver plusieurs explications. En tout premier lieu, la situation géographique est différente. La zone suscite les ambitions géopolitiques des puissances régionales ou grandes puissances qui en font un terrain de lutte d'influence et de rayonnement (cf. 1<sup>ère</sup> partie - § 1.2), et le Caucase n'est pas assez asiatique pour échapper aux influences des grandes puissances occidentales (Etats-Unis et Europe notamment) qui se sentent pleinement concernées par sa stabilité. Deuxièmement, la Russie ne s'est pas encore trouvée dans le Caucase, un partenaire majeur de la dimension de la Chine avec qui elle pourrait partager des intérêts communs. L'obstacle est de taille car l'absence de partenaire constitue un frein à la mise en place d'une telle organisation : dans l'OCS, la Chine et la Russie jouent mutuellement un rôle de contrepoids à l'influence de l'autre qui tranquillise ou rassure les « petits » états. L'Iran, qui fait d'ailleurs l'objet de rumeurs sur son éventuelle entrée dans l'OCS<sup>117</sup>, semble être le seul partenaire possible, crédible et acceptable pour la Russie. Au vu des intérêts américains dans la région et de la position des Etats-Unis vis-à-vis du gouvernement iranien, cette hypothèse n'est pas réaliste dans le contexte actuel. Troisièmement, les états de Ciscaucasie font encore partie de la Fédération de Russie et la Russie : une organisation équivalente à l'OCS ne pourrait que regrouper les états de Transcaucasie. Enfin, l'autoritarisme des états

---

<sup>114</sup> On notera toutefois la guerre civile qui a ébranlé le Tadjikistan de 1992 à 1996, et les mouvements sécessionnistes russes dans le Nord du Kazakhstan (1992) ou plus récemment, en 2005, la révolution des « tulipes » au Kirghizistan qui semble depuis s'enfoncer dans une économie illicite basée sur des trafics en tout genre et sur « l'étatisation » des mafias, ou encore l'insurrection réprimée en Ouzbékistan.

<sup>115</sup> LARUELLE Marlène et PEYROUSE Sébastien, « Asie centrale, la dérive autoritaire », Fondation pour la recherche stratégique (www.frstrategie.org), 30 avril 2006, pp. 1-15.

<sup>116</sup> Organisation, créée en 1996 à l'initiative de Moscou et Pékin pour stabiliser la région. Elle regroupe, outre les deux grandes puissances régionales, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan (depuis 2001), le Kirghizistan, le Turkménistan et le Tadjikistan.

<sup>117</sup> FACON Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai – Ambitions et intérêts russes », La Documentation française, n°1055, mai-juin 2006, p. 29.

d'Asie centrale maintient une sorte de communion d'esprit avec la Russie, notamment depuis que Poutine a souhaité restaurer la « verticale du pouvoir ».

**L'exemple de l'OCS mériterait cependant d'être étudié car il présente de nombreux avantages. Outre l'apport de stabilité attendu, il permet de fédérer les énergies caucasiennes dans un projet commun, sans exclure la Russie tout en évitant qu'elle se laisse aller à des élans autoritaristes, voire impérialistes.**

Dans ce schéma, le GUAM, qui constitue un contre-pouvoir à la CEI, n'est pas véritablement un obstacle, car il est principalement centré sur la mer Noire et non sur le Caucase. L'Ukraine, qui est le partenaire le plus fort, est capable de relations contrastées, mais pas systématiquement négatives avec la Russie. Quels que soient les gouvernants, ils doivent bien ménager les 50% de la population ukrainienne purement russophones et russophiles.

### 3.3.3.- *La médiation de l'Europe*

Si l'on cherche une grande puissance pour servir de partenaire à la Russie, l'Europe pourrait également faire figure de candidat. En effet, il se dessine aujourd'hui une réelle opportunité, à la fois pour la Russie et l'UE. L'UE cherche à construire un espace économique européen intégrant la Russie dont on ne peut nier la dimension européenne. L'UE a inclus en juin 2004 la Transcaucasie – selon une approche régionale – dans sa politique européenne de voisinage (PEV), mise en œuvre dans le cadre de l'élargissement de l'UE, et qui vise à éviter l'émergence de nouvelles lignes de division entre l'UE élargie et ses voisins : elle propose une relation privilégiée, basée sur un engagement mutuel en faveur de valeurs communes (démocratie et droits de l'homme, la règle de droit, la bonne gouvernance, les principes d'économie de marché et le développement durable). La PEV va au-delà des relations existantes pour offrir une relation politique et une intégration économique plus poussées.<sup>118</sup> Elle repose sur des plans d'action bilatéraux<sup>119</sup>.

Plusieurs éléments amènent à considérer l'UE comme un médiateur et acteur crédible de la stabilité du Caucase :

- au contraire de l'OSCE - qui s'est impliquée dès l'origine dans des efforts de médiation, mais en qui la Russie voit désormais l'un des responsables des révolutions des couleurs<sup>120</sup> -, du Conseil de l'Europe, qui se focalise sur les problèmes de démocratie et de droits de l'homme en Russie, ou de la Cour européenne des droits de l'homme qui a condamné la Russie après les plaintes tchéchènes, l'UE reste le seul candidat européen pour un partenariat privilégié ;

- la prise de conscience de l'UE des intérêts d'un partenariat énergétique avec la Russie. L'UE, autrefois absente de la compétition géopolitique entre les Etats-Unis, la Russie et l'Iran pour le pétrole de la Caspienne, travaille à l'élaboration d'une stratégie énergétique sur le flanc Sud de la Russie, dont l'objectif final est la diversification de ses importations pétrolières et gazières. Mais, comme pour beaucoup d'initiatives européennes, on en est pour le moment aux déclarations d'intention sans projet concret : on peut cependant citer certaines initiatives lancées dans le cadre du programme TACIS<sup>121</sup> comme TRACECA (1993) visant à la promotion du commerce entre l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale, ainsi que d'un réseau d'infrastructures de transport le long d'un axe est-ouest, plutôt que nord-sud ; ou encore INOGATE (1995) dont l'objectif est d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en

---

<sup>118</sup> Informations prises sur le site [www.ec.europa.eu/world/enp/policy\\_fr.htm](http://www.ec.europa.eu/world/enp/policy_fr.htm).

<sup>119</sup> Signés en novembre 2006 avec chacune des trois républiques de Ciscaucasie. Cf. DI PUPPO Lili, « Les pays du Caucase du Sud et la PEV : trois voies différentes vers l'Europe ? », article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique politique européenne du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>120</sup> ROYER, Ludovic, op. cit.

<sup>121</sup> « Assistance technique à la Communauté des Etats indépendants », créé en 1991 pour aider les pays de l'ex-URSS à réaliser leur processus de transition.

pétrole et gaz. Néanmoins on reste dans le domaine de l'assistance technique. Quant à l'initiative de Bakou (nov. 2004) qui vise à promouvoir un dialogue politique en vue de développer la coopération énergétique entre l'Europe et les pays de la mer Noire et de la Caspienne, n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Une feuille de route établie en novembre 2006 envisage des mesures et fixe les priorités.

- les rapprochements russo-européens qui se sont concrétisés par des coopérations dans les domaines de l'environnement, de la santé, du contrôle des frontières, de lutte contre le crime organisé : dialogue UE-Russie structuré par des sommets semestriels, rencontres dans le cadre du CPP ; questions relevant de la sécurité militaire discutées entre la Russie et le COPS, etc. ;

- les ambitions européennes de la Turquie qui devraient l'amener à accepter de se montrer plus conciliante sur certains sujets, comme l'Arménie par exemple ;

- l'absence d'intérêts américains immédiats ;

- les rapprochements entre pays Baltes et Caucase du Sud ;

- « contrairement aux autres acteurs présents dans la zone, l'UE n'a de contentieux avec aucun des Etats du Caucase, ni aucune des puissances régionales. »<sup>122</sup>

Avec cependant encore de nombreux points durs :

- les liens historiques entre l'UE et l'OTAN, qui pourrait rebuter les Russes. Car, même si les relations se sont normalisées entre la Russie et l'OTAN<sup>123</sup>, il n'en est pas moins vrai qu'il subsiste une défiance mutuelle récemment ravivée par les implantations dans les Balkans. « Vu de Moscou, et bien qu'ayant changé de nature, l'OTAN demeure une structure née d'une logique de confrontation, qui continue de s'élargir vers l'Est, donc qui considère la Russie comme une puissance hostile. »<sup>124</sup> ;

- les attitudes divergentes à l'égard de la Russie des trois républiques transcaucasiennes. Au raidissement antirusse de la Géorgie, s'opposent la russophilie de l'Arménie et l'ouverture relative de l'Azerbaïdjan ;

- la dimension stratégique de cette médiation qui pourrait être perçue comme « anti-russe », tout comme la PEV, si l'on y voyait la volonté d'étendre les démocraties européennes vers l'Est aux dépens de la sphère d'influence naturelle de la Russie ;

- l'Europe n'existe pas encore en tant qu'entité politique capable de s'investir « bilatéralement » dans un tel projet. Si la Russie entretient d'excellents rapports avec certains Etats membres, en particulier l'Allemagne, l'Italie et, dans une moindre mesure, la France<sup>125</sup>, les divergences sont nombreuses au sein de l'UE entre les partisans de la coopération avec Moscou et ceux qui prônent une attitude de fermeté, comme les pays baltes et la Pologne ;

- les négociations préalables à l'élargissement furent souvent tendues entre Moscou et Bruxelles ;

- la question des « valeurs communes » est également à la source de nombreux conflits entre la Russie et l'UE, notamment à propos de la Tchétchénie et du respect des principes démocratiques ;

---

<sup>122</sup> JAFALIAN Annie, « Le Caucase du Sud et l'Union européenne : vers une coopération renforcée ? », *Annuaire français de relations internationales*, 2005, vol. 6, pp. 398-409.

<sup>123</sup> Le Conseil OTAN-Russie a été institué en 2002 par la déclaration de Rome et s'est ouvert sur des coopérations tangibles dans le domaine naval, de la sécurité du stockage et du transport d'ogives et de matériels nucléaires, de la défense antimissile de théâtre, de la défense civile et la gestion des situations d'urgence.

<sup>124</sup> ROYER, Ludovic, op. cit.

<sup>125</sup> Une dépêche récente parue le 21 février 2007 dans RIA Novosti rapporte un accord entre les deux ministres de la défense qui prévoient de mener en 2007 des exercices de commandement axés sur les opérations de maintien de la paix.

- les critiques qui pèsent sur la PEV<sup>126</sup>. La stratégie européenne de sécurité (SES), qui inclut la Ciscaucasie, stipule qu'il est «dans l'intérêt de l'Europe que les pays situés à ses frontières soient bien gouvernés», parce que «les voisins engagés dans des conflits violents, les Etats faibles où la criminalité organisée se répand, les sociétés défailtantes...constituent pour elle [l'Europe] autant de problèmes». Dans les faits, l'UE finance des projets de réhabilitation et préfère se concentrer sur les réformes et les transformations géorgiennes - ce qui est perçu comme une pré-condition à la résolution des conflits – plutôt que de s'impliquer plus activement dans la résolution des conflits. L'UE reste «frileuse» en Géorgie, et trop absente dans le conflit du Karabakh.

Si importants que soient ces obstacles, ils ne sont pas insurmontables. N'oublions pas que ce type de projet représente une réelle opportunité pour l'UE dont les conséquences ne seraient pas négligeables. Cela permettrait à l'UE de développer des coopérations énergétiques avec la Russie au-delà des simples relations entre producteur et acheteur, d'apporter enfin des réponses concrètes à sa politique de «soft power»<sup>127</sup>. Cela aiderait à restaurer un équilibre de la balance commerciale européenne avec la Russie, dont le déficit s'est creusé de près d'un facteur trois en moins de sept ans<sup>128</sup>.

Malgré la PEV et autres initiatives, «l'UE hésite encore. Elle est réticente à s'engager plus fermement dans la région» car «la mentalité politique actuelle en Russie est telle que la volonté prévaut de continuer à garder le Caucase du Sud sous emprise russe, comme une zone d'influence de la Russie.»<sup>129</sup> Mamuka Kudava, vice-ministre géorgien de la défense semble avoir entendu cet appel : «Ce que nous attendons de l'UE est donc une attention accrue [...]. Le point clef dans la récente déclaration des ministres des affaires étrangères européens [ ... était ...] la volonté exprimée par l'UE d'agir en tant que médiateur entre la Géorgie et la Russie. [ ... ] nous n'obtiendrons pas de résultats dans cette relation bilatérale sans l'aide d'arbitres logiques et objectifs. Le cas contraire, nous ne parviendrons jamais à imposer une approche constructive.»<sup>130</sup> Encore récemment, Peter Semneby, représentant spécial de l'UE pour le Caucase du sud, prenait part à tous les débats sur les conflits gelés, convaincu de la plus value qu'est capable d'apporter l'UE<sup>131</sup>, insistant sur son rôle crédible de médiateur, capable de restaurer un climat de confiance. On sent bien dans ce discours une volonté politique, mais un mandat peu défini et surtout aucune solution concrète.

**Ainsi une solution au problème de sécurité du Caucase dans sa globalité et qui prendrait en compte les intérêts de la Russie, serait la création d'une organisation selon le schéma de l'OCS, avec deux partenaires majeurs que seraient la Russie et l'Europe, et qui associerait les trois pays de**

---

<sup>126</sup> POPESCU Nicu, «L'Union européenne et les conflits du Sud-Caucase», article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique politique européenne du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)), traduit en français par Nicolas LANDRU.

<sup>127</sup> MAYNES Charles William, «A soft power tool-kit for dealing with Russia», *Europe's world*, Summer 2006, p. 20-27.

<sup>128</sup> VERLUISE Pierre, «Comment l'UE arme la Russie ?», article publié sur le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), (rubrique géopolitique de l'énergie), novembre 2006.

<sup>129</sup> DI PUPPO Lili, «Vytautas Landsbergis : L'UE serait prête à aider le Caucase du Sud avec plus de conviction s'il y avait davantage de signes d'une ligne politique forte pour l'indépendance et la démocratie», entretien avec Vytautas Landsbergis, député du Parti populaire européen et des Démocrates européens au Parlement européen, vice-président de la Délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Arménie, UE-Azerbaïdjan et UE-Géorgie, et ancien président lituanien, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique politique du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>130</sup> DI PUPPO Lili, «Il est dans l'intérêt de la Russie de voir la Géorgie entrer dans l'OTAN (Mamuka Kudava)», entretien avec Mamuka Kudava, vice-ministre géorgien de la défense, paru dans l'édition du 22/10/2006 (rubrique politique du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).

<sup>131</sup> GELASHVILI Nino, «Georgia : EU's Transformation Power May Help Frozen Conflicts», entretien avec Peter Semneby pour RFE/RL, février 2007.

**Transcaucasie, et sous une forme « personnalisée » les états de Ciscaucasie** (on pourrait par exemple imaginer que la délégation russe soit composée de représentants de chacun de ces états).

#### 3.3.4.- *Mais ce projet est-il réaliste ?*

Il ne s'oppose pas directement à la position américaine dans la région. En effet, les Etats-Unis n'entendent développer des implantations militaires, mais simplement garantir la stabilité et protéger leurs intérêts commerciaux, notamment énergétiques. Tant que l'UE apporte des assurances suffisantes de sécurité, de respect de la démocratie, et de libre concurrence, Washington ne peut y être opposé.

La Chine n'a pour l'instant aucune implantation. L'exemple de l'OCS peut être invoqué pour la rassurer. Elle ne peut interdire dans le Caucase, un schéma qu'elle applique même en Asie centrale.

La Turquie, en raison de son rôle dans l'OTAN, de ses prétentions européennes et d'un lourd contentieux historique, se limite pour le moment à des relations réalistes avec la Russie. Néanmoins, elle pourrait être associée à ce schéma qui faciliterait ses relations avec l'Azerbaïdjan dont elle est géographiquement et linguistiquement très proche, tout en normalisant enfin ses relations avec l'Arménie. Un rapprochement avec la Russie pourrait éventuellement faciliter ses relations avec l'Asie centrale, où elle a de nombreuses affinités culturelles et linguistiques.

L'Iran est dans une situation internationale difficile qui ne lui permet pas pour le moment de prétendre à l'adhésion. Ses accords bilatéraux avec l'Arménie ne seraient pas remis en cause.

Les obstacles les plus sérieux sont les situations en Abkhazie, en Ossétie du Sud et au Karabakh. Aucune solution n'est possible sans compromis de part et d'autre.

Pour les problèmes abkhazes et sud-ossètes, la Géorgie ne peut consentir à aucun accord qui ne reconnaîtrait pas en préalable sa souveraineté sur ces deux régions. La Russie ne devrait pas avoir de raisons de s'y opposer si on lui laisse, dans le cadre d'accord périodiquement révisable (modèle ukrainien), les points d'appui qu'elle réclame : le port de Soukhoumi, et diverses bases militaires. Si les Géorgiens acceptaient de revenir sur les exigences d'évacuation, la Russie pourrait de son côté consentir à reconnaître la souveraineté de la Géorgie sur les territoires sécessionnistes. Pour être réaliste, cette reconnaissance serait cependant conditionnée à l'établissement d'un statut d'autonomie laissant aux autorités locales tout pouvoir de décision sauf en matière de politique extérieure, et d'une clause de libre circulation des biens et des personnes. La présence de troupes russes serait une garantie suffisante de respect de ce statut. L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie seraient représentés au conseil de l'organisation comme des entités distinctes au même titre que les territoires de Ciscaucasie.

Le même type de statut pourrait être établi dans le Karabakh. Les Arméniens de la région évacueraient les régions proprement azéries qu'ils occupent actuellement. Pour garantir leur sécurité, on intégrerait à leur territoire le corridor de Latchine qui leur permet de communiquer directement avec l'Arménie.

Pour que de telles concessions puissent être consenties de part et d'autre, il faudrait des gestes forts de réconciliation. Entre la Géorgie et la Russie, il serait aisé de supprimer du jour au lendemain les tracasseries administratives interminables que les deux pays s'infligent pour la délivrance des visas. Le patriarche des Russes pourrait rendre un hommage solennel à l'église orthodoxe géorgienne dont l'autocéphalie a souvent été mise à mal sous le régime tsariste. Du côté arménien, il faudrait mettre fin au blocus avec l'Azerbaïdjan et avec la Turquie. La reconnaissance du génocide ne semble pas envisageable pour le moment, elle n'a d'ailleurs jamais été réclamée comme préalable par l'Arménie.<sup>132</sup>

---

<sup>132</sup> Le président Ter-Petrossian a évité qu'elle soit inscrite dans la constitution.

## CONCLUSION

Le géopoliticien, Sir Halford Mackinder défendait que celui qui domine le *Heartland*, domine le monde. Alors qu'on constate que « le centre de gravité de l'Europe se déplace progressivement du nord et du centre vers l'est, la Transcaucasie et l'Asie centrale »<sup>133</sup>, et que l'« Eurasie demeure (...) l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale »<sup>134</sup>, on ne peut qu'admettre l'importance stratégique du Caucase, placé à la charnière des deux continents. Ce carrefour constitue une zone potentielle de déstabilisation qui suscite l'intérêt des grandes puissances, au premier rang desquelles, la Russie est concernée à plus d'un titre.

En tout premier lieu, les tensions interethniques dans la région du Caucase, d'ordre *identitaire* en apparence et qui peuvent s'expliquer par des revendications *ethno-nationalistes* et la haine que se vouent mutuellement quelques-uns des groupes humains de cette mosaïque ethnique, ne se déroulent jamais de manière hermétique à l'intérieur d'un Etat. Parfois déclenchées ou entretenues par la Russie elle-même, débordant les frontières nationales, subissant les manipulations et exploitations venant de l'extérieur, elles constituent une véritable menace d'éclatement de la Russie<sup>135</sup>. Lors de la sixième conférence de presse annuelle du 2 février 2007, Vladimir Poutine s'est félicité du « rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Etat (il s'agissait sans doute tant du problème de la Tchétchénie, que de la gouvernance des régions du pays) et la consolidation du système politique. » Mais les frontières de la Russie ne se limitent pas à la ligne de crête du Caucase. La sécurité de la Fédération de Russie nécessite une stabilisation **globale** de la région – Transcaucasie incluse – tant les interdépendances entre les différentes sources de conflit sont fortes.

Au-delà de ces aspects purement **sécuritaires**, la Russie doit relever d'autres défis dans le Caucase qui se superposent comme autant d'éléments ajoutant à la **dimension stratégique** du Caucase pour la Russie.

Dans ce « grand jeu », le Caucase représente un accès aux mers chaudes, mais ce sont surtout les enjeux énergétiques qui revêtent une double importance pour la Russie. En contrôlant une partie des ressources et des voies d'évacuation du pétrole de la Caspienne, elle s'impose comme un acteur incontournable, en même temps que ces atouts énergétiques sont considérablement valorisés par l'utilisation politique qu'on peut en faire.

Parallèlement, la Russie considère que si elle n'est plus la puissance dominante dans son proche voisinage, elle devra renoncer à son ambition de grande puissance. La concurrence est rude dans la région, car, à l'heure du grand marché mondial des organisations régionales ou internationales, véritables vecteurs modernes d'influence, les nouvelles indépendances ont généré un espace vierge qui a aiguisé l'appétit des Etats-Unis, de l'Europe, mais aussi des puissances régionales comme l'Iran ou la Turquie. S'ajoute à cela que le Caucase constitue également un baromètre de l'état démocratique de la Russie, observé à la loupe par les occidentaux – américains en tête. A l'inverse, la Russie en fait un théâtre supplémentaire de la lutte contre l'unilatéralisme américain.

Pour toutes ces raisons, la Russie a déployé depuis plus de 15 ans différentes méthodes d'intervention pour tenter de conserver le Caucase dans sa sphère d'influence. Mais les anciennes recettes de l'autocratie soviétique et russe n'ont eu que des résultats limités, car la temporisation n'est pas une solution en soi.

---

<sup>133</sup> Déjà cité cf. note n°3 – Monaghan Andrew, op. cit.

<sup>134</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard Editions, 1997.

<sup>135</sup> JALILLOSOLTAN Nader, op. cit.

La médiation semble inévitable, mais la Russie entend en garder toute l'initiative. L'élaboration d'une solution politique devra maintenant tenir compte de nouveaux facteurs qui viennent bouleverser la donne. Les nouvelles menaces dites « modernes », et qui relèvent à la fois du terrorisme, de la radicalisation de l'Islam et de l'émergence des trafics illicites, lesquels sont intimement liés et particulièrement actifs dans la région du Caucase, constituent un nouveau défi : « ne pas laisser la lutte contre le terrorisme, légitime, devenir une fin en soi, c'est-à-dire dicter le rapport à l'étranger, en particulier à l'étranger proche. »<sup>136</sup> Dans le même temps, sous l'effet du redressement économique de la Russie, une nouvelle politique de *soft power*, s'appuyant sur de réels partenariats économiques, et en particulier énergétiques, pourrait être un atout de taille pour la Russie.

En l'absence de solution réaliste émergente, la création d'une organisation selon le schéma de l'OCS, dont les deux partenaires majeurs seraient la Russie et l'Europe – vu comme un médiateur crédible – semble réaliste, malgré de nombreux obstacles. Cette solution suppose des concessions de part et d'autre, appuyées par des gestes forts de réconciliation, notamment entre la Géorgie et la Russie.

Si le Caucase parvient à sortir de cette situation, il pourra enfin redevenir une zone d'échanges aux marches des empires plutôt qu'une zone de frictions.

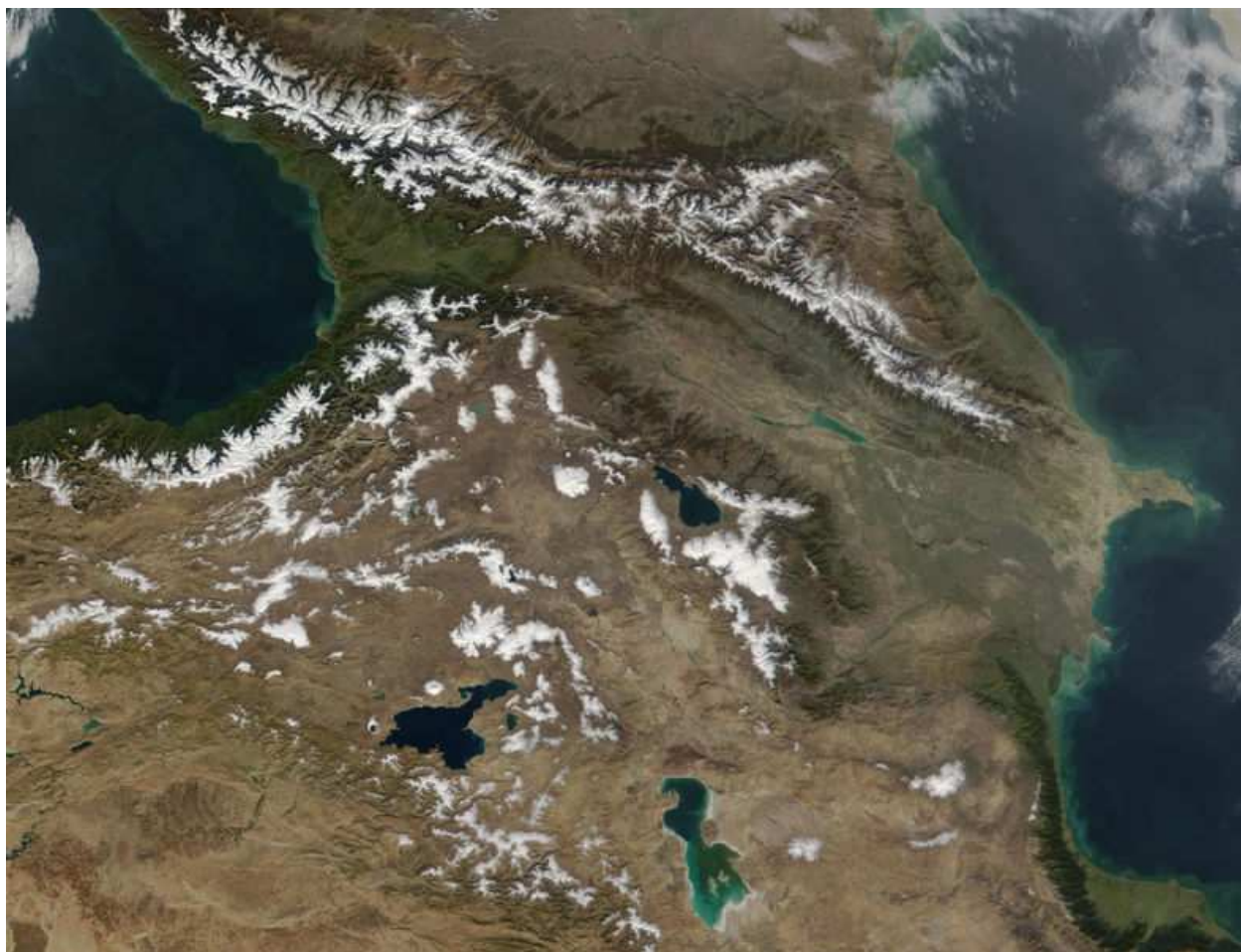
---

<sup>136</sup> GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », op. cit.

## ANNEXE 1 : ASPECTS GEOGRAPHIQUES DU CAUCASE

### 1.-GEOGRAPHIE

Le Caucase est une puissante barrière montagneuse s'étendant sur quelque 1 200 km entre la mer Noire et la mer Caspienne dont les sommets peuvent dépasser 5000 mètres<sup>137</sup>.



*Source : Le Caucase vu de l'espace, NASA, Visible Earth, Credit Jacques Descloitres, MODIS Land Rapid Response Team, NASA/GSFC*

Ses intérêts géographiques sont nombreux : il constitue tout à la fois un ensemble de terres fertiles, une frontière naturelle idéale pour la protection du flanc sud de la Russie, un accès aux mers chaudes, un point de passage vers l'Iran, une position clé à la frontière avec les grandes civilisations du sud, ainsi qu'une ouverture sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale, de même qu'un lien entre le monde chrétien et le monde musulman.

Vu du monde septentrional russe, les steppes méridionales présentent un attrait particulier. Elles se caractérisent par de grandes étendues éventuellement exploitables qui tranchent avec le pays du sommeil

---

<sup>137</sup> Le Mont Elbrouz culmine à 5642 m.

(en russe, « Sibir ») qui a donné son nom à la Sibérie. Mais la montagne offre surtout la seule frontière naturelle jusqu'à Moscou. C'est un véritable rempart, d'autant plus facile à défendre que le versant sud est beaucoup plus abrupt que le nord ; et qu'il n'existe, sur toute sa largeur, qu'une seule grande route, construite à l'initiative des Russes au début du 19<sup>ème</sup> siècle, qui traverse la chaîne par la passe de Darial.

## 2.-LES ETATS DU CAUCASE

Jadis partie intégrante, dans sa totalité, de l'Union soviétique, la chaîne du Caucase sépare depuis 1992 deux ensembles géopolitiques. Le versant nord, également appelé Ciscaucasie, englobe sept Républiques et certaines parties de deux « territoires »<sup>138</sup>. qui appartiennent à la Fédération de Russie ; alors que le versant sud constitue un ensemble appelé Transcaucasie composé des républiques indépendantes de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, toutes trois membres de la CEI.



Source : Courrier des pays de l'est n° 1009

Source : Courrier des pays de l'est n°1009 – diffusé par La Documentation française.

<sup>138</sup> République des Adyguéens, République des Karatchaïs-Tcherkesses, République de Kabardino-Balkarie, République d'Ossétie du Nord-Alania, République de Tchétchénie-Itchkérie, République d'Ingouchie et République du Daghestan. Les deux « territoires » ou « Kraï » sont Krasnodar (englobant la république Adyghés) et Stavropol.

2.1.- La Ciscaucasie

	<i>Superficie</i>	<i>Pop</i>	<i>Langue officielle</i>	<i>Religion dominante</i>	<i>Capitale</i>
Karatchïevo-Tcherkessie	14 100 km <sup>2</sup>	439 470 hab.	Russe	Musulmane	Tcherkessk
Kabardino-Balkarie	12 500 km <sup>2</sup>	901 494 hab.	Russe, Kabarde, Balkare	Musulmane	Naltchik
Ossétie du Nord	8 000 km <sup>2</sup>	678 200 hab.	Russe	Chrétiens orthodoxes	Vladikavkaz
Ingouchie	4 000 km <sup>2</sup>	467 294 hab.	Ingouche, Russe (Tchéthène)	Musulmane	Magas
Tchéthénie	15 500 km <sup>2</sup>	1 103 686 hab.	Russe, Tchéthène	Musulmane Tendances wahhabites	Grozny
Daghestan	50 300 km <sup>2</sup>	2 576 531 hab.	Russe	Musulmane (branche soufiste) et influences wahhabites	Makhatchkala
Adygués	7 600 km <sup>2</sup>	447 109 hab.	Russe, adygué		Maïkop

2.2.- La Transcaucasie

	<i>Superficie</i>	<i>Pop</i>	<i>Langue officielle</i>	<i>Religion dominante</i>	<i>Capitale</i>
Géorgie	69 700 km <sup>2</sup>	4,315 millions d'hab.	géorgien (langue caucasienne du Sud)	orthodoxe + arménienne grégorienne et musulmane	Tbilissi (1 350 000 hab)
Arménie	29 800 km <sup>2</sup>	3,216 millions d'habitants	arménien (langue indoeuropéenne)	arménienne grégorienne et autres religions chrétiennes	Erevan (1 100 000 habitants)
Azerbaïdjan	86 600 km <sup>2</sup>	8,347 millions d'habitants	azéri (langue turcique)	musulmane : (70 % chiites et 30 % sunnites) + orthodoxe et arménienne grégorienne	Bakou (2 139 000 habitants)

Source : <http://fr.wikipedia.org>

## ANNEXE 2 : LA MOSAÏQUE CAUCASIENNE : LANGUES, ETHNIES ET RELIGIONS

« Si le Caucase est malaisément définissable, c'est qu'il est d'abord un lieu de passage, une marche entre les empires russe et turc où vinrent s'établir de nombreux peuples à toutes les époques, un lien de transition indéfini entre l'Europe et l'Asie »<sup>139</sup>. Ainsi, au travers de l'histoire, le Caucase a sans cesse été brassé par des influences diverses qui l'ont empêché d'atteindre un état de stabilité pérenne. Il constitue donc une vaste mosaïque de peuples et de religions matérialisant un passage entre deux mondes.

### 1.-LES LANGUES ET ETHNIES

Au premier siècle de notre ère, dans le livre XI de sa géographie, Strabon racontait qu'au marché de Dioscurias<sup>140</sup>, on parlait au moins cinquante langues différentes. Toutefois, remarquait-il certains voyageurs qui n'ont pas le sens des réalités prétendent qu'on en parle plus de trois cents. Cette dernière évaluation ne paraît pas invraisemblable aux linguistes contemporains. Tout dépend comment on compte. Les cartes linguistiques distinguent ordinairement 35 à 38 idiomes. Mais ce sont plutôt des familles ou des groupes dialectaux que des langues individuelles et concrètes. On peut donc aisément multiplier leur nombre par huit ou par dix. Par exemple, le groupe sud-caucasique des langues kartvèles, auquel appartient le géorgien, contient également le svane, le mingrèle et le laze (qui incluent tous les deux plusieurs variétés dialectales), sans compter tous les dialectes montagnards du géorgien comme le pchav, le mtioul, le touch et le khevsour.

Pour mettre de l'ordre dans cette diversité, il convient de distinguer les termes « caucasique » et « caucasien ». Toutes les langues et toutes les ethnies vivant actuellement dans le Caucase peuvent être appelées « caucasiennes », mais seulement une partie d'entre elles sont « caucasiques » : ce sont celles qu'on peut considérer comme « autochtones », c'est-à-dire dont la présence est directement ou indirectement attestée par les sources historiques les plus anciennes (assyriennes, sumériennes, hourrites et hittites). Leur présence dans le Caucase est donc forcément antérieure au troisième millénaire avant notre ère. Les autres langues du Caucase, qui sont simplement caucasiennes, sont parlées par des peuples dont on peut dater l'arrivée dans la région dans l'antiquité ou au Moyen-âge. Les langues caucasiques se répartissent en trois grandes familles : Nord-Ouest, Nord-Est et Sud.

Le groupe du Nord-Ouest comprend notamment les Circassiens ou Tcherkesses, les Kabardes, les Adygués, les Oubykhs, et même les Abkhazes, actuellement installés au Sud du Caucase : en effet, ce n'est pas avant le 14<sup>ème</sup> siècle que ceux-ci se sont implantés dans l'ancien royaume, purement kartvèle, d'Abasgie, qui était lui-même héritier de la Colchide, le pays de la Toison d'Or. Toutes ces langues sont sans écriture.

Le groupe Nord-Est comprend les Ingouches, les Tchétchènes, les Avars, les Lezguiens et autres peuples du Daghestan, mais aussi les Oudis, minorité chrétienne résiduelle de l'Azerbaïdjan, qui fut doté au 5<sup>ème</sup> siècle d'un alphabet et d'une littérature dont on a retrouvé en 1996 d'importants vestiges au mont Sinai.

Le groupe Sud-caucasique se limite à la famille kartvèle décrite précédemment. Le Géorgien possède un alphabet et une abondante littérature depuis le 5<sup>ème</sup> siècle de notre ère.

---

<sup>139</sup> KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, p. 12.

<sup>140</sup> Sur la côte de la mer Noire.

Les autres peuples, non caucasiens qui se sont installés dans le Caucase, se répartissent essentiellement en indo-européens ou turciques (altaïques). Ce sont, par ordre chronologique d'arrivée :

- **langues indo-européennes** : les Arméniens, dont la présence dans le bassin de l'Euphrate remonte au moins à la fin du 2<sup>ème</sup> millénaire avant notre ère. Ils ont envahi le plateau arménien proprement dit après la chute de l'Etat d'Ourartou en 590 avant J.C. ils se sont convertis au christianisme au début du 4<sup>ème</sup> siècle et ont créé leur propre écriture au début du 5<sup>ème</sup>. Au cours des âges, leur langue s'est morcelée en de très nombreux dialectes. Les Kurdes, qui sont les Cardouques de Xénophon, parlent une langue apparentée au groupe iranien. Ils sont installés au Sud, dans le massif du Kurdistan, qui sépare la Transcaucasie de la Mésopotamie. Leur langue s'écrivait au 14<sup>ème</sup> siècle avec l'alphabet arménien. Seuls les Yézidis d'Irak ont conservé leur religion nationale iranienne. Les autres sont devenus musulmans. Les Ossètes parlent également une langue iranienne ancienne. Ils vivent dans la région du Darial, séparant les groupes caucasique Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ils prétendent être aujourd'hui les descendants des Alains, arrivés dans la région au 7<sup>ème</sup> siècle de notre ère. En réalité, le livre des Cérémonies de l'empereur Constantin Porphyrogénète, au 10<sup>ème</sup> siècle, montre que les Alains étaient les plus proches voisins des Az, ancêtres des Ossètes. Il existe différentes minorités iraniennes en Azerbaïdjan, comme les Tates, mais leurs langues, proches du Persan, dérivent du moyen-iranien, ce qui prouve une arrivée plus récente dans la région (postérieure à l'an mille).
- **langues altaïques** : diverses minorités turcophones, par exemple les Koumyks, vivent également dans le nord-Caucase. Ce sont essentiellement les descendants des Huns et des Khazars qui sont fixés dans la région au début du 7<sup>ème</sup> siècle de notre ère. D'autres sont arrivés un peu plus tard des plaines de Russie. Les Azéris actuels, qu'on appelait jusqu'à la première guerre mondiale les « Tatars du Caucase », sont le produit d'un métissage compliqué entre les turcs Seldjoukides arrivés dans la région au 11<sup>ème</sup> siècle et diverses tribus turcomanes implantées à partir du 14<sup>ème</sup> siècle. Leur langue est extrêmement proche du Turc de la république de Turquie. La ressemblance était plus ou moins masquée par l'usage de l'alphabet cyrillique imposé par les soviets. Au moment de l'indépendance, ils ont eu à décider officiellement comment il fallait appeler la langue qu'ils parlaient : Turc ou Azéri ? Ils ont finalement opté pour une solution intermédiaire, langue « turque-azéri » et ont maintenu un minimum de variantes orthographiques (par exemple ä ou lieu de e) pour justifier leur spécificité. Il est important de noter que le nom du pays Azerbaïdjan est une désignation tout à fait nouvelle : avant 1921, ce toponyme s'appliquait à l'ancienne Atropatène, la province de Tabriz en Iran, où se trouvaient autrefois les plus grands Atrouchas, c'est-à-dire les autels du feu. Le but de ce glissement sémantique était de revendiquer pour la république d'Azerbaïdjan, les provinces Nord-Ouest de l'Iran, comme Staline essaya de la faire après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Les autorités iraniennes sont extrêmement sensibles à ce problème et nourrissent une profonde défiance à l'égard de l'Azerbaïdjan.
- **Autres langues** : il existe encore à titre tout à fait résiduel, d'autres langues dans le Caucase, notamment sémitiques. Ce sont des variétés d'Araméen, parlées soit par des juifs implantés dans la région depuis l'âge hellénistique (3<sup>ème</sup> – 2<sup>ème</sup> siècle av. J.-C.) soit par des chrétiens venus au Moyen-âge de l'empire Perse, dont la langue liturgique est le

Syriaque. Les Bocha de Djavakhétie sont des tziganes chrétiens, porteurs d'une langue indienne, mais très largement arménisés.

Mais bien entendu, les Russes sont omniprésents sauf en Arménie. Il y a des minorités arméniennes très importantes dans le Nord-Ouest du Caucase, par exemple à Armavir, en Abkhazie, où ils se trouvent toujours car ils ont soutenu les Abkhazes contre les géorgiens, et dans la province géorgienne de Djavakhétie.

Tous ces éléments s'inspirent des manuels suivants :

Creissels, D., *Les langues d'URSS*, Institut d'Études Slaves. Fierman, W., 1991

Byhan Arthur, *La civilisation caucasienne*, Paris, Payot, 1936, pp. 24-25 (carte ethnographique et linguistique du Caucase).

I.M. Diakonoff, *A prehistory of the Armenian People*, New York, Delmart, 1983



Source : *Ethnolinguistics Groups in the Caucasus Region*, sur <http://www.populationdata.net>

## 2.-LES RELIGIONS

A cette composition ethnique déjà complexe, se superpose une carte religieuse très diversifiée. Au moins six religions y sont pratiquées : juive, orthodoxe, monophysite, sunnite, chiite et bouddhiste. En faisant abstraction des minorités juive et bouddhiste, le Caucase peut être grossièrement divisé en trois parties :

- les musulmans sunnites en Ciscaucasie, au Nord et à l'Ouest de la Transcaucasie, à l'exception de l'Abkhazie et de l'Ossétie, majoritairement chrétiennes,
- les musulmans chiites dans la partie Est de la Transcaucasie (Azerbaïdjan) en raison de leur ancienne appartenance à l'empire perse
- les chrétiens : arméniens « monophysites »<sup>141</sup>, et orthodoxes Russes, Abkhazes et Géorgiens. On se gardera de confondre les différentes confessions chrétiennes, l'opposition restant très vive entre Arméniens et Géorgiens.

Cette répartition explique par exemple l'exode de centaines de milliers de musulmans vers l'empire ottoman lors de l'avancée russe dans la région au XIX<sup>ème</sup> siècle. A l'inverse, la Géorgie chrétienne a été rattachée volontairement à l'empire Russe car elle avait demandé sa protection à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle devant l'avancée des ottomans musulmans.

La fin des années 1980 a permis un renouveau religieux qui s'est accéléré avec l'éclatement de l'URSS :

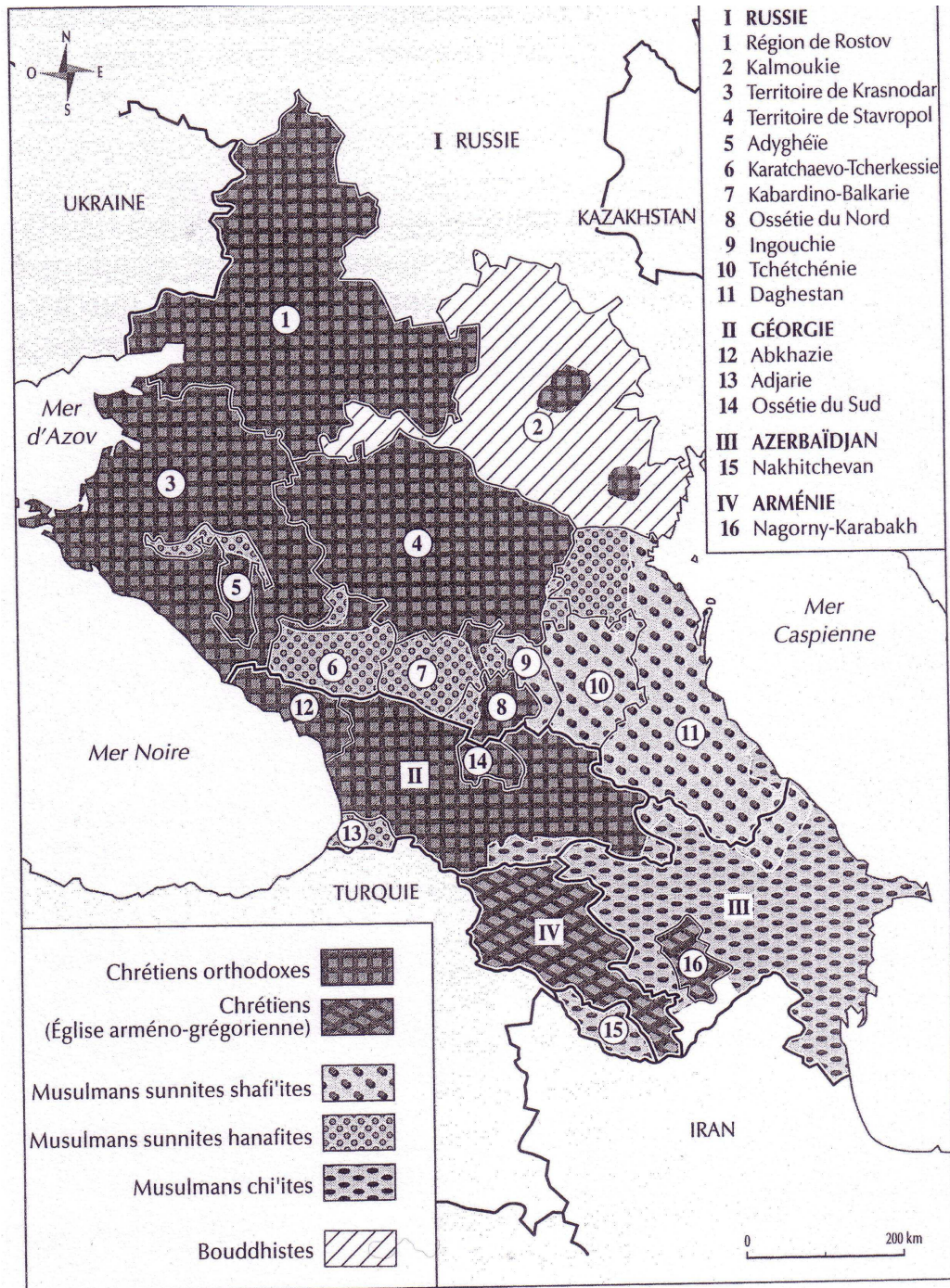
- les églises orthodoxes russes, géorgiennes et les églises arméniennes (par définition non orthodoxe) se sont multipliées sur les deux versants du Caucase
- le judaïsme reste présent en Géorgie, au nord du Caucase et en Azerbaïdjan
- mais on trouve également des protestants, des baptistes et des bouddhistes et des krishnaïtes
- quant à l'Islam, il présente la particularité d'être majoritaire dans toutes les républiques qui bordent le nord du Caucase à l'exception de l'Abkhazie (à l'ouest sur la mer noire) et l'Ossétie (au centre), marquant une différence entre des tendances sunnites<sup>142</sup> shaféites à l'est et hanafites à l'ouest. Au sud du Caucase, l'Azerbaïdjan est de tendance chiite<sup>143</sup>. Les tendances wahhabites, plus rigoristes, proches de l'Arabie saoudite, se sont développées de façon fulgurante en Tchétchénie et au Daghestan à partir de 1970. Les oppositions entre soufistes et salafistes sont très fortes, tournant au conflit armé.

---

<sup>141</sup> Désignation conventionnelle que les intéressés eux-mêmes récusent. En effet, tout en déclarant que le Christ n'a qu'une seule nature, comme les monophysites, ils enseignent aussi qu'il est pleinement dieu et pleinement homme ; et appellent leur propre église depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, « église apostolique arménienne ».

<sup>142</sup> Lié au Coran et à la parole du prophète dans un esprit de tradition, absence de clergé.

<sup>143</sup> Lié à Ali, cousin et gendre du prophète, sens caché du Coran, clergé hiérarchisé (Imam).

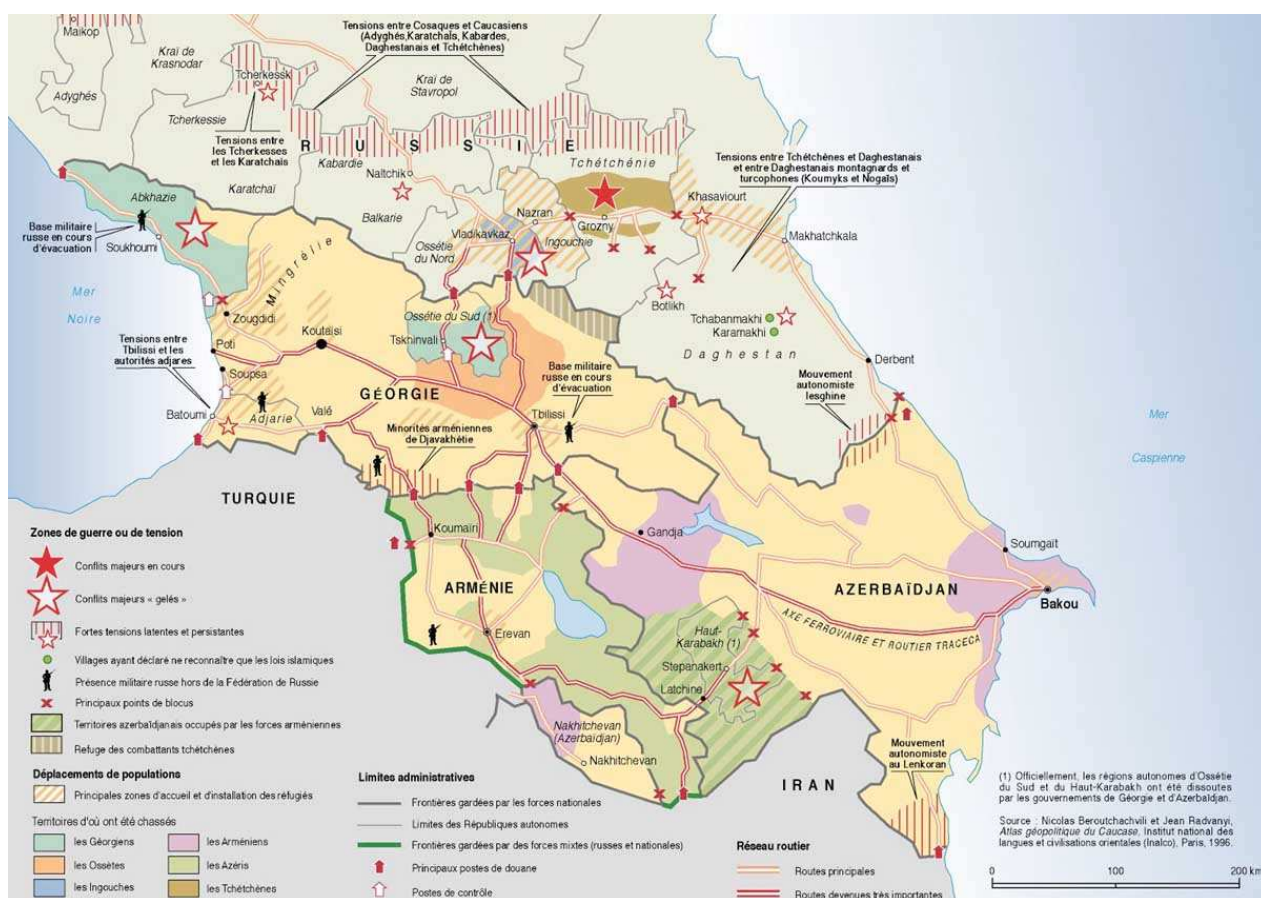


**Carte 6** Les religions dans le Caucase

Source : AVIOUTSKII Viatcheslav, *Géopolitique du Caucase*, Paris ; Armand Colin, mars 2005

## ANNEXE 3 : GUERRES ET CONFLITS DU CAUCASE

L'écho des guerres de Tchétchénie s'est propagé jusqu'en Occident, où l'opinion publique s'est plusieurs fois mobilisée en faveur des indépendantistes. Aujourd'hui, le problème Tchétchène ne ressurgit qu'épisodiquement dans la presse, au gré des élans humanitaires, et dans le strict cadre des droits de l'homme, de la promotion de la démocratie, de la misère des populations ou de la liberté de la presse. Mais, à part quelques spécialistes, bien peu de nos concitoyens se sont intéressés, à supposer qu'ils en soient conscients, aux autres conflits et tensions qui ont ébranlé le Caucase depuis plus de quinze ans. Pourtant ils sont nombreux comme en témoigne la carte présentée ci-dessous.



Source : Nicolas Beroutchavili et Jean Radvaniyi, *Atlas géopolitique du Caucase*, INALCO, Paris 1996

### 1.-LA TCHETCHENIE

#### 1.1.- L'origine du conflit

L'origine du conflit remonte à la guerre du Caucase (1802-1865), qui a finalement vu la victoire des Russes et provoqué l'expulsion d'une partie des montagnards, sous la houlette général Ermolov (1816) pratiquant une politique de terre brûlée qui lui a valu le surnom de « bourreau du peuple tchétchène ». La farouche résistance des tribus montagnardes, Tchétchènes en tête, ne prend fin qu'avec la reddition, en 1859, du chef musulman l'Imam Chamyl qui coordonnait la révolte avec de nombreux peuples du Nord-Caucase.

Ce passé historique, étouffé par l'Union soviétique, a brusquement ressurgi avec l'éclatement de l'URSS sous la combinaison d'un ensemble de facteurs qui peuvent expliquer les revendications indépendantistes de la Tchétchénie :

- un traumatisme national lié aux déportations massives de 1944 (les tchétchènes ont été accusés d'avoir collaboré avec les nazis) – près de 500 000 déportés – et accompagnées d'atrocités ;
- une méfiance persistante des Russes à l'égard du peuple tchétchène musulman et montagnard, traditionnellement rebelle à toute forme de colonialisme. Les russes ont toujours cherché à écarter ces derniers des postes de responsabilité - comme par exemple celui de 1er secrétaire du parti - contrairement aux républiques du Tatarstan et du Daghestan qui ont de fait une tradition de dialogue et de négociation avec les autorités centrales ;
- un facteur conjoncturel : le coup d'état des conservateurs de Moscou en août 1991 contre Gorbatchev et les rivalités entre Eltsine et Gorbatchev qui ont entretenu et favorisé l'entreprise de Doudaev ;
- des problèmes écologiques : les industries pétrolières ont généré une importante pollution ;
- l'indépendance de la Géorgie (1989) dont les Tchétchènes espéraient un soutien ;
- la guerre du Golfe a déclenché une vague de solidarité musulmane envers l'Irak ;
- la proclamation en novembre 1991 de la souveraineté de la république de Tchétchénie-Ingouchie, à l'imitation de l'exemple russe (Eltsine) ;
- les difficultés rencontrées par Eltsine en 1993 qui entre en conflit avec le parlement et l'oppose à Khasboulatov qui aurait pu agir comme modérateur.

#### 1.2.- Les grandes étapes

Le général Djohar Douaev, héros de la guerre d'Afghanistan qui a fait carrière dans l'armée soviétique, est élu président du Congrès national en 1990. Il provoque la dissolution du soviet suprême de Tchétchénie-Ingouchie, et la séparation avec l'Ingouchie partisan d'une union avec la Russie. En novembre 1991, il crée la République tchétchène d'Ichkérie, État non reconnu (sauf par les Talibans afghans et la Géorgie sous la présidence de Zviad Gamsakhourdia) de la Tchétchénie qui durera de 1992 à 1999. Par la suite, c'est aussi le nom que porte le gouvernement séparatiste tchétchène en exil.

Dans le même temps, des conflits internes entre les différentes factions partisans éclatent. Ils opposent d'un côté Douaev et de l'autre Khasboulatov, alors président du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Douaev est finalement élu président en octobre 1991, mais les résultats de l'élection sont très contestés. Une milice populaire se forme pour faire contrepoids à la garde nationale de Douaev. On assiste en parallèle à de fortes rivalités claniques, notamment entre montagnards et clans de la plaine. On ne recense pas moins de 150 grandes familles (« те́йр »), régies par les adates (règles issues du droit coutumier) dont l'obligation de vengeance par le sang, l'interdiction des mariages entre clans, l'attachement à la terre, et l'exclusion de la femme de toute vie sociale. Les oppositions entre confréries soufies (Naqshbandiya et Qadiriya) qui structurent la vie religieuse s'ajoutent aux rivalités claniques. Convertis à l'Islam à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle (rite sunnite), les Tchétchènes ont conservé leur foi islamique, consolidée lors de leur exil au Kazakhstan et constituant le véritable ciment de la refondation identitaire.

Dans ce chaos ambiant, Eltsine déclare l'état d'urgence en novembre 1991. Ce qui provoque une forte réaction solidaire des Tchétchènes contre l'envahisseur. Ils prennent le contrôle du pays. Après des négociations avec Moscou, Douaev obtient le départ des troupes russes en juillet 1992.

Les affrontements politiques internes reprennent. Douaev divise plus qu'il ne rassemble. Pour consolider sa position, Douaev s'appuie sur le renouveau islamique et la CPC (cf. Annexe 6). Douaev crée la Maison du Caucase en septembre 1992 qui vise à garantir une union politique, économique et militaire entre les gouvernements (et non plus les peuples) de la Cis et Transcaucasie.

Le climat économique et social frise le chaos avec de nombreux trafics. L'opposition organise des manifestations, et Doudaev déclare l'état d'urgence. L'opposition s'arme et mène une lutte de guérilla soutenue et financée par la Russie. Jouissant d'un certain soutien populaire, Khasboulatov espère un retour. En novembre 1994 il tente un coup de force qui est un véritable fiasco. La participation des russes est flagrante. Cette erreur consolide la position de Doudaev qui se fait prolonger son mandat présidentiel.



Source : <http://le.cos.free.fr>

### 1.3.- La première guerre de Tchétchénie

Les négociations avec Moscou continuent mais devant la confusion ambiante et les risques que représentent cette « guerre civile » (déstabilisation du Caucase, tracés des oléoducs, montée de l'intégrisme, pouvoir de la mafia), Eltsine décide d'intervenir et envoie un ultimatum aux différentes factions pour faire cesser les combats, en même temps qu'il dépêche une force d'interposition. Les troupes russes se heurtent à une forte résistance. L'offensive russe est stoppée par la prise d'otages de l'hôpital de Boudionnovsk. L'intervention des russes en force tourne au drame : nombreuses victimes civiles, populations terrorisées, réfugiés et ... Moscou s'enlise face à la résistance Tchétchène.

Les russes ferment les frontières avec le Daghestan et l'Ingouchie pour éviter l'afflux des volontaires.

Moscou accepte finalement de négocier un accord en juillet 1995 sur la base d'un désarmement des combattants tchéchènes et du stationnement de deux brigades russes, mais la résolution du conflit ne trouve pas de solution politique car Moscou refuse l'indépendance. Les Russes parviennent à faire élire Dokou Zavgaev, opposant de Doudaev comme président en décembre 1995. Les combats s'intensifient avec les rebelles dirigés par Aslan Maskhadov qui a remplacé Doudaev à la tête de la République tchéchène d'Itchkérie. Les combats s'étendent au territoire russe sous forme d'attentats terroristes. Sous l'impulsion du général Alexandre Lebed, les pourparlers aboutissent à un accord avec Maskhadov en septembre 1996 : les indépendantistes acceptent de reporter en 2001 la définition du statut de la république et Moscou évacue ses troupes.

La résistance se disloque en plusieurs groupes armés autonomes que ne parvient pas à contrôler le nouveau président Maskhadov.

### 1.4.- La campagne du Daghestan et la seconde guerre de Tchétchénie

Les islamistes tchéchènes souhaitent élargir leur influence et accéder à la caspienne (Daghestan). En 1997, Movladi Oudougov crée le parti de l'ordre islamique d'influence wahhabite, vite rebaptisé « nation de

l'Islam » hérité d'un mouvement américain. Parallèlement, une organisation transcontinentale est créée : le congrès des Nations de l'Islam formé par trois collectifs tchéchène, daghestanais et américain. Ce projet aboutit sur la création d'un congrès des peuples de la Tchétchénie et du Daghestan dont le but avoué par son chef, Chamil Bassaev, est l'unification des deux pays.

Maskhadov introduit en mars 1999 la loi islamique (charia) en Tchétchénie : « la Tchétchénie aura son propre Etat islamique : non soudanais, non arabe, non iranien, mais tchéchène [ ... ] nous allons nous appuyer sur l'Islam traditionnel [ ... ] hérité de nos ancêtres en maintenant le maximum de traditions, de coutumes et modes de vie de notre peuple. »

Ces mouvements islamistes s'étendent à l'ouest du Daghestan et provoquent des accrochages russo-tchéchènes dans le nord du Daghestan. Avec le soutien de milices daghestanaises, l'armée russe déloge les islamistes qui se replient en Tchétchénie. Le gouvernement de Poutine en profite pour récupérer l'enclave de Kadar, territoire « chariadique » au Daghestan.

Les attentats terroristes reprennent en Russie : Poutine qui entend éradiquer les terroristes réagit et les troupes russes entrent en Tchétchénie en octobre 1999.

La guerre prend forme de guérilla, retranchée dans les montagnes alors que l'administration tchéchène pro-russe (par intérêt) siège dans la plaine (Ahmad Kadyrov, anti-wahhabite nommé administrateur par Poutine, attestant ainsi de son refus de négocier avec Maskhadov qui n'avait pas désapprouvé l'incursion de Bassaev au Daghestan, et Beslan Gantémirov, maire de Grozny).

Le pays est plongé dans le chaos. Les attentats envers les russes et l'administration locale se multiplient.

Le « referendum » organisé en 2003 se prononce en faveur d'un maintien au sein de la Fédération de Russie. Kadyrov est élu président. A sa mort (attentat) il est remplacé par Alou Alkhanov qui avec le soutien de Ramzan Kadyrov (le fils) continue à traquer la guérilla.

Plusieurs prises d'otages terroristes sanglantes sont perpétrées en Russie par les indépendantistes.

#### 1.5.- Suite et bilan

Au bilan, en Tchétchénie, la capitale Grozny est littéralement rasée, 80 000 hommes russes en armes quadrillent le territoire, secondés par des milices et groupes tchéchènes pro-russes, la population civile a été décimée.

Les Russes procèdent à l'élimination presque systématique des chefs de guerre : Doudaev, pulvérisé en avril 1996 par un missile de l'armée russe, Maskhadov, victime en mars 2005 d'une action militaire russe, Abdul Khalim Sadullaev, président en exercice de la république tchéchène d'Itchkérie en juin 2006, tué lors d'une opération spéciale menée conjointement par les forces armées russes et leurs supplétifs tchéchènes issus des milices de Ramzan Kadyrov, Chamil Bassaev en juillet 2006, ennemi public n°1 de la Russie, mais aussi véritable pivot idéologique et tactique de la déstabilisation unifiée du Nord-Caucase. De cette génération, il ne reste plus que Dokou Oumarov<sup>144</sup> (qui combat aux cotés de Chamil Bassaev depuis la première guerre russo-tchéchène en 1994) et le frère de Chamil Bassaev - Chirvani Bassaev - qui se trouve dans un autre pays. Ses heures seraient comptées à en croire la détermination du premier ministre de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov qui a espéré publiquement qu'il soit liquidé.<sup>145</sup> Oumarov, comme Maskhadov et Guelaev, s'est toujours opposé aux méthodes terroristes - contrairement à Bassaev - mais a soutenu, à leur différence, les tentatives d'exportation armée de l'instabilité tchéchène vers les républiques voisines.

Devant le refus obstiné du Kremlin d'envisager la réouverture de négociations avec le président Maskhadov, les Tchétchènes ont progressivement oublié leurs débats internes : la priorité même pour

---

<sup>144</sup> Amesty International, op. cit.

<sup>145</sup> « Après la liquidation de Bassaïev, le tour de Dokou Oumarov ne devrait pas tarder (Kadyrov) », op. cit.

Maskhadov et surtout Sadullaev a été, et reste aujourd'hui pour Oumarov, de préserver militairement la résistance tchéchène et d'assurer la pérennité de la lutte, au-delà de toute orientation politique. L'idéologie islamiste n'est plus qu'un instrument tactique qui offre un cadre tout à fait cohérent de justification idéologique de l'engagement, de mobilisation et de connexion avec des mouvements parallèles de contestation qui s'organisent déjà dans d'autres républiques du Caucase du Nord. La disparition des leaders historiques a provoqué un effet de délitement de la guérilla. Le risque est d'assister, dans la région, à une forme de dispersion des actes de guérilla, menés de plus en plus sur une base individuelle au sein de petits groupes très autonomes. Ce qui représenterait un terrain propice à la criminalité et aux pratiques terroristes. La guérilla s'est transformée en une somme de réactions individuelles contre un Etat politique et socio-économique délabré où règnent l'arbitraire et le non-droit, sous l'autorité brutale et incompétente de Tchétchènes pro-russes. L'organisation de la rébellion paraît plus floue : la disparition de Bassaev éloigne entre eux les différents mouvements d'opposition qui sont apparus ces dernières années dans presque toutes les républiques du Caucase du Nord, et particulièrement au Daghestan, en Ingouchie, en Ossétie du Nord et en Kabardino-Balkarie.

Depuis que les forces russes ont cédé la place à la police Tchétchène, c'est cette dernière qui est maintenant montrées du doigt par les observateurs humanitaires<sup>146</sup>. Le premier ministre Ramzan Kadyrov, tout comme le responsable des forces fédérales du Nord-Caucase, le général Shepilov, ont critiqué l'inefficacité de la police, et les accointances d'un nombre important de policiers avec la résistance. Ces critiques restent soumises à caution. Le premier ministre lui-même est soupçonné de disposer de revenus « d'origine essentiellement criminelle » qui lui permettent néanmoins « d'assurer une part substantielle des travaux de reconstruction en Tchétchénie et, surtout, d'organiser une solidarité de large ampleur au sein de la république. Il court-circuite en somme le fonctionnement administratif normal : l'Etat de Tchétchénie est quasiment passé à son service. »<sup>147</sup> Ramzan Kadyrov est parvenu à se rendre indispensable à la stratégie russe de « normalisation », mais pourrait constituer une menace s'il s'engageait plus profondément vers une autonomie qui ressemble à un séparatisme de fait. Devenu l'homme fort depuis la démission récente de Alu Alkhanov, il maintient en ce moment, en étroite relation avec Poutine, une relative stabilité. La question qui se pose est ce qu'il fera après le mandat de Poutine. Il posera vraisemblablement d'autres exigences à son successeur.<sup>148</sup>

## **2.- DAGHESTAN / AZERBAÏDJAN : LE CONFLIT LEZGUIEN**

### **2.1.- L'Azerbaïdjan**

L'histoire de la nation Azérie date de l'arrivée des Turcs au 11<sup>ème</sup> siècle après l'occupation perse et arabe. L'indépendance de la république d'Azerbaïdjan est proclamée en août 1991 après le putsch de Moscou. Moutalibov, président pro-russe qui milite pour entrer dans la CEI est contraint de démissionner en mars 1992. Après une crise politique interne au cœur de laquelle le Front populaire cherche à s'imposer, Aboufaz Eltchibey est élu président. Il met en place une politique de rapprochement avec la Turquie, d'occidentalisation et de double-jeu avec la Russie, tout en intensifiant l'effort de guerre dans le Karabakh. « Dominée par le conflit du Haut-Karabakh, la politique étrangère de l'Azerbaïdjan naviguait dangereusement entre les racines turques, le passé soviétique et les frères azéris en Iran. »<sup>149</sup>

---

<sup>146</sup> FULLER Liz, "Russia : Who is out to discredit the Chechen police, and why ?", op. cit.

<sup>147</sup> VINATIER Laurent, « Tchétchénie : l'illusion Kadyrov », op. cit.

<sup>148</sup> TIMUR Aliev, op. cit.

<sup>149</sup> KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, p. 140.

A la suite de mouvements internes, dont on ne peut s'empêcher de penser qu'ils ont été plus ou moins orchestrés par Moscou dans le cadre de la négociation du « contrat du siècle » (cf. Annexe 5), Eltchibey (antirusse) est remplacé par Heydar Aliev. L'Azerbaïdjan adhère alors à la CEI.

L'Azerbaïdjan, consciente de l'importance de ses ressources pétrolières, en a joué comme d'une arme diplomatique.

Sur fond de négociations pétrolières, tant au sujet de l'exploitation des ressources que des tracés des oléoducs, Aliev parvient à ménager les deux partis, Russes et Américains, en favorisant du même coup les turcs, au dépend de l'Iran. Heydar Aliev remplacé par son fils Ilham Aliev en 2003

Le facteur religieux a également son importance dans ce vieux pays de l'Islam à tendance initiale chiite. On a pu assister à l'émergence du Parti islamique, d'influence iranienne dont l'Azerbaïdjan essaie de démarquer, de même qu'à des luttes d'influence religieuse entre la Turquie (sunnite) et l'Iran (chiite).

« Plus que jamais l'Azerbaïdjan reste une nation sans Etat, un amoncellement d'illusions pétrolières, d'occasions gâchées et de désastre nationaliste. [...] Le fruit devient mûr pour la reconquête russe qui utilise le triple clavier de l'anarchie interne, de l'arme économique et des tensions ethniques tandis que l'Iran attend son heure ne propageant un modèle religieux déstabilisateur. »<sup>150</sup>

## 2.2.- Le Daghestan

Depuis des siècles, le Daghestan a constitué un espace d'affrontements entre les puissances voisines : Khazars, Arabes, Turcs, Mongoles, Perses, Ottomans, Russes. Les Avars constituent l'ethnie émergente. L'appartenance clanique rejaillit dans la vie politique. Le nombre important de langues a finalement favorisé le recours au russe.

## 2.3.- Le conflit Lezguien

Les Lezguiens constituent une ethnie divisée entre le Daghestan et l'Azerbaïdjan. A la fin des années 1980 les Lezguiens se mobilisent pour demander la création d'un Etat souverain du Leghistan sur les territoires historiquement habités par les Lezguiens, à savoir le nord de l'Azerbaïdjan et le sud du Daghestan russe, selon la chronologie suivante qui marque les principales étapes :

- 1990 : création de la formation politique « Sadval » (unité).
- 1991 : avec l'effondrement de l'URSS, la limite administrative entre Daghestan et Azerbaïdjan devient frontière internationale, ce qui accroît les tensions.
- 1992 : grandes manifestations qui provoquent l'inquiétude croissante de la Russie. Les luttes de pouvoir entre leaders lezguiens affaiblissent le mouvement ; Sadval subit l'influence tchéchène (Doudaev). Les autorités de l'Azerbaïdjan ont interdit le Sadval après l'avoir accusé d'être responsable d'une terrible explosion dans le métro de Bakou.

Depuis, les Lezguiens ont évité cette forme d'activisme, et se sont même tenus à l'écart des manifestations publiques en faveur de leur identité ethnique, dans la mesure où les forces de sécurité azerbaïdjanaises encadraient ces manifestations.

En Azerbaïdjan, le mécontentement est d'autant plus fort, que le gouvernement nie le problème lezguien (pour éviter toute analogie avec les arméniens du Karabakh ou les azéris d'Iran). Le conflit reste larvé. Il aurait pu ressurgir en novembre 2005, lors des élections législatives. Les Lezguiens, qui représentent la deuxième minorité d'Azerbaïdjan, sont inquiets car, compte tenu de la modification du mode de scrutin, ils risquaient d'obtenir une très faible représentation, ce qui augmente le sentiment d'impuissance de ce groupe ethnique. La campagne se concentre sur la sauvegarde de la langue et de l'identité des Lezguiens, qui ne sont guères favorisées en Azerbaïdjan.

---

<sup>150</sup> Ibid., p. 158.

### **3.- KARATCHAEVO-TCHERKESSIE**

La Karatchaev-Tcherkessie est composée de 3 parties :

- une enclave située dans la plaine et peuplée de Tcherkesses, d'Abazas et de Nogaïs formant un ensemble cohérent (<100 khab) ;
- une zone médiane peuplée de cosaques (150 khab) ;
- une zone montagneuse peuplée par les Karatchaïs (170 khab).

Il y a une certaine analogie avec le conflit Tchétchène car les Karatchaïs ont été déportés en 1943.

Karatchaïs et Tcherkesses s'opposent dans la lutte pour le pouvoir :

- 1991 : les tendances sécessionnistes des cinq ethnies constitutives aboutissent au changement de statut de la région qui passe de région autonome du Territoire de Stavropol à celui de république de la Fédération de Russie ;
- 1998-99 : la campagne présidentielle qui oppose principalement Semionov (Karatchaï, partisan de la CPC, perçu par Moscou comme un second Doudaev) et Derev (Tcherkessie) donne lieu à des vagues terroristes. Les résultats des élections font apparaître un renversement de tendance spectaculaire entre les deux tours. L'élection de Semionov est contestée ; de nombreuses manifestations bloquent le pays ;
- mai 1999 : Eltsine nomme une administration provisoire. Alors que les troubles se poursuivent, Poutine fait pression sur Derev pour disperser les manifestants et propose un système de Conseil d'Etat où chaque groupe ethnique serait représenté (cf. Daghestan), avec un chef provisoire russe ;
- sept. 1999 : l'opposition de Semionov à ce projet provoque une nouvelle vague d'affrontements. Les résultats des élections, une nouvelle fois confirmés, restent contestés par les partisans de Derev. Poutine intervient directement, mais, suite à l'échec de sa médiation, les troupes spéciales russes font leur entrée dans la république ;
- Sur fond d'attentats, les partisans de Derev proclament la création d'une région autonome rattachée au Territoire de Stavropol. Devant cette initiative qui risque d'alimenter les tendances sécessionnistes des autres régions, Moscou se prononce officiellement en faveur de Semionov. La constitution de son gouvernement dont la répartition ethnique est fixée par Moscou s'avère délicate. Les partisans de Derev boycottent le nouveau gouvernement. La situation reste instable ;
- 2003 : aux élections présidentielles, Semionov est remplacé par Moustafa Batdyev (Karatchaï également) qui continue à recevoir le soutien de Moscou. Les élections sont contestées par les Tcherkesses, mais le mouvement est de moindre ampleur.

Grâce à la médiation proactive du gouvernement russe, la Karatchaev-Tcherkessie a échappé par deux fois à la guerre civile en moins de dix ans, en partie grâce à la présence d'une communauté russe modératrice et jouant le rôle d'arbitre.

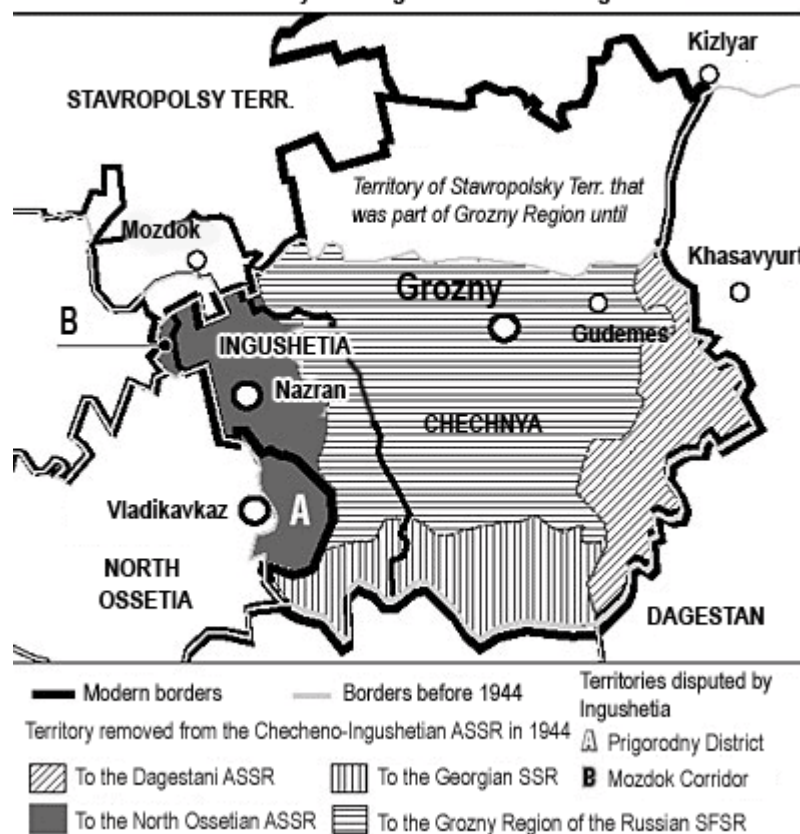
### **4.- CONFLIT OSSETO-INGOUCHE**

Le conflit entre Ossètes et Ingouches remonte à l'arrivée des Tatars au 13ème siècle.

Lors de la déportation des Ingouches et Tchétchènes en 1944, le territoire de Tchétchénie-Ingouchie a été divisé entre l'Ossétie du nord, le Daghestan et la Géorgie ; puis reformé en 1957 avec la fin du stalinisme, à l'exception du district de Prigorodny, conservé en Ossétie du nord, pour des raisons tactiques de par son caractère limitrophe avec la route militaire des ossètes. Ce territoire fait l'objet de revendications incessantes des ingouches.

En 1991, à la suite d'un article de loi sur la réhabilitation qui mentionne « la réhabilitation territoriale des frontières », Eltsine promet de restituer le district en vertu du principe de réhabilitation des peuples réprimés.

### How the Borders of Chechnya and Ingushetia Were Changed



Source : « *The Kremlin Rejects Ingushetian Territorial Rehabilitation* » by Musa Muradov; Zaur Farniev, Vladikavkaz; Diana Dadasheva, Rostov-on-Don sur [www.kommersant.com](http://www.kommersant.com)

En 1992, l'Ingouchie se sépare de la Tchétchénie ; ce qui exacerbe les revendications ingouches à propos de ce district. Les négociations n'aboutissant pas, la situation devient rapidement explosive, et les deux partis, ossètes et ingouches, forment des milices. L'offensive Ingouche fin oct. 1992 est sévèrement réprimée par la garde ossète. L'armée fédérale intervient tardivement pour séparer les belligérants. Les ingouches d'Ossétie se réfugient en Ingouchie. L'Ingouchie reste sous la protection militaire renforcée des russes pour éviter un soutien des Tchétchènes. Le retour à la normale s'effectue lentement dans un équilibre instable qu'est venu bouleverser la prise d'otages de Beslan en 2004 à laquelle des Ingouches ont pris part. La frontière de l'Ossétie avec l'Ingouchie est fermée depuis cette date.

### 5.- KABARDINO-BALKARIE

Proches des Adyghés et des Tcherkesses, les Kabardes forment l'ethnie majoritaire de la république de Kabardino-Balkarie avec 480.000 habitants, soit près de 50% de la population. Les Balkars, turcophones, forment une minorité de 104 000 personnes, représentant environ 10% de la population de la république. Les deux ethnies sont musulmanes sunnites.

Le président kabarde Valeri Kokov, corrompu et impopulaire, a tenu la république en imposant un régime autoritaire sans voie d'expression alternative. Les oppositions nationales ont été muselées. L'islam, radical comme modéré, n'a pas été épargné : fermetures de mosquées et arrestations de jeunes musulmans, dont certains n'étaient pas liés à des structures combattantes. Kokov a été remplacé en septembre 2005 par Arsen Kanokov, plus populaire, puisqu'il reconnaît le droit d'exister au fait religieux, mais la politique menée en Kabardino-Balkarie continuera à être dictée par Moscou.

Les tensions en Kabardino-Balkarie relèvent<sup>151</sup> :

- de l'islam politique, dans la mesure où les combattants islamistes locaux ont effectivement tissés des liens avec la résistance tchéchène ;
- de l'élargissement d'une politique autoritaire, voire de terreur, à une population de plus en plus large (cf. la nouvelle loi de 2004 sur la nomination des gouverneurs dont la candidature est ratifiée par la Douma locale, mais qui ne repose plus sur une élection au suffrage universel) ;
- d'une situation économique difficile avec un taux de chômage très important.

Ces tensions ont ressurgi en décembre 2004 lorsque un groupe d'hommes armés attaque l'antenne de l'agence fédérale russe antidrogue à Naltchik, tuant les quatre fonctionnaires présents et emportant un important arsenal d'armes, dont 79 fusils automatiques et 182 pistolets. Le mois suivant, les forces de sécurité de Kabardino-Balkarie, appuyées par des blindés, lancent une importante opération de ratissage dans la capitale de la république, pour arrêter les dirigeants et les militants de la djamaat (communauté islamique) locale, baptisée Iarmouk. Plusieurs militants sont tués. L'opération aurait fait aussi des morts parmi les habitants. Les blindés des forces de l'ordre avaient notamment tiré sur un immeuble dans lequel étaient réfugiés des présumés terroristes. Cette vague d'arrestations visait principalement des jeunes considérés par le pouvoir comme des islamistes, mais qui nourrissaient surtout l'opposition nationale balkare face au pouvoir de Kabardino-Balkarie à l'époque entre les mains de Kokov.

En octobre 2005, l'opération "Victoire" menée contre les forces de l'ordre de Naltchik, capitale de la république autonome de Kabardino-Balkarie dans le Caucase russe, et revendiquée quatre jours plus tard par le chef de guerre tchéchène Chamil Bassaev

Ces derniers événements témoignent de la mutation de la guérilla Tchétchène. Ils traduisent la volonté d'étendre la guérilla pour enflammer toute la Ciscaucasie, en profitant de toutes les opportunités qui se présentent dans les républiques du Nord du Caucase.

## **6.- ARMENIE / AZERBAIDJAN**

Le conflit du Haut-Karabakh est un conflit international concernant l'enclave arménienne en Azerbaïdjan, créée en 1923 par Staline, alors commissaire des affaires des nationalités pour satisfaire la Turquie et l'Azerbaïdjan en qui Moscou voyait une base possible pour l'extension du communisme vers l'orient.

En 1988, la politique de perestroïka de Gorbatchev permet aux arméniens du Karabakh de manifester leur volonté de rattachement à l'Arménie. Le référendum favorable aux arméniens provoque des échauffourées. Deux azéris sont tués. Ce qui entraîne une répression violente d'un pogrom anti-arménien sans réaction des autorités de Bakou, d'où une vive réaction de l'opinion publique.

---

<sup>151</sup> CHAUFFOUR Celia, « Kabardino-Balkarie : "Une métastase de la guerre en Tchétchénie" », op. cit.



Source : *Division Géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères, 2004*

Les évènements se succèdent ainsi :

- Juil. 1988 : les députés du Karabakh votent pour la séparation avec l'Azerbaïdjan. Coté arménien, l'écho du président Levon Ter-Petrossian est favorable. Cette décision provoque la protestation des azéris. Dans le chaos généré, on assiste à un exode massif des arméniens et des azéris (chacun chez soi).
- Nov. 1988 : l'état d'urgence est déclaré et les troupes soviétiques investissent Bakou.
- Déc. 1988 : les autorités soviétiques arrêtent les membres du comité « Karabakh » et les membres nationalistes azéris. Moscou tente de satisfaire les deux partis, mais une fois les membres libérés, les mouvements se reforment.
- Janv. 1990 : nouvelle vague de pogrom anti-arménien oblige l'armée soviétique à intervenir. Se heurtant à une résistance armée ; les combats font des victimes parmi les azéris d'où une vague de mécontentement azérie contre le parti communiste.

La communauté arménienne en Azerbaïdjan (qqes 100 000) a dû fuir le pays après les massacres de Soumgaït en 1988 et la répression de Bakou en 1990, effaçant d'un seul coup des siècles de cohabitation paisible.

- Début 1991 : Bakou instaure le blocus du Karabakh.
- Août 1991 : le coup d'état de Moscou ravive les tendances indépendantistes, d'abord de l'Azerbaïdjan, puis, par réaction, du Karabakh. Mais cette fois l'Arménie refuse à toute prétention sur le Karabakh. Isolé, le Karabakh demande son intégration à la Fédération de Russie. Le conflit se transforme alors en guerre opposant deux factions faiblement armées.

Les hostilités à grande échelle ont commencé à la fin de l'année 91 et au début de l'année 92. Des unités arméniennes, dotées des systèmes d'armes les plus complexes ont étendu leurs opérations militaires au Haut-Karabakh et leur offensive a culminé avec la prise, en février 92, de la ville de Khojaly ; cette opération s'est traduite par la mort de plus de 600 civils, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées ; en mai 92, c'est la ville et le district de Choucha qui sont occupés à

leur tour ; à la suite de ces actions, toutes les populations azéris sont expulsées du Haut-Karabakh qui est alors entièrement occupé. La prise de Lachine en mai 1992 marque le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Par la suite, des opérations militaires diffuses ont eu lieu aux confins de la région et se sont même étendues à d'autres territoires de l'Azerbaïdjan, en dehors des limites administratives de la région et au-delà de la frontière Azerbaïdjan-Arménie. Six autres districts ont été alors occupés par l'Arménie.

- Mai 1994 : cessez-le-feu et statu-quo dans la région du Karabakh.
- 1997 : les dirigeants du Haut-Karabakh rejettent le plan de paix de l'OSCE.
- Avril 1998, le président d'Arménie est Robert Kotcharian, formé à l'école russe et ancien président du Haut-Karabakh.
- 1998 : l'expulsion massive des Azéris de la région autonome du Haut-Karabakh et de l'Arménie s'est traduite par une véritable épuration ethnique de toute la population non arménienne.
- 2003 : décès de Heydar Aliev remplacé par Ilham Aliev.

Les interventions extérieures (Russie, Iran, Turquie) ne sont pas sans rappeler les rivalités triangulaires du 19ème siècle entre l'empire russe, ottoman et la Perse pour un droit de regard sur le Caucase.

Comme le rapportait Anne-Marie Mouradian<sup>152</sup>, les médiateurs de l'OSCE à l'issue du sommet de Rambouillet en février 2006 continuaient de penser qu'un accord sur le Haut-Karabakh entre les deux présidents arménien et azerbaïdjanais pourrait être trouvé en 2006 (compte tenu de l'absence d'échéance électorale dans les 2 pays) sur la base d'un plan reposant sur 2 principes :

- le principe de l'intégrité territoriale s'appliquerait aux districts azerbaïdjanais entourant le Haut-Karabakh actuellement contrôlés par les forces arméniennes qui devraient s'en retirer (7 districts occupés) ;
- le principe du droit du peuple à l'autodétermination s'appliquerait à l'intérieur du territoire du Haut-Karabakh.

Pendant longtemps, chacune des deux parties a cru que le temps jouerait en sa faveur :

- les Arméniens ont pensé que la communauté internationale finirait par « oublier » que leurs forces occupent des territoires azerbaïdjanais ;
- l'Azerbaïdjan a cru que lorsque l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) commencerait à fonctionner, le pactole pétrolier lui permettrait de financer de nouveaux efforts de guerre. Bakou oubliant ainsi que si une nouvelle guerre éclatait, le BTC en serait la première victime.

Cet accord n'a pas abouti.

Pourtant on peut se laisser aller à un certain pessimisme : d'une part l'Azerbaïdjan fait très peu d'efforts pour diversifier son économie qui repose à plus de 80% sur les hydrocarbures ; d'autre part, ses revenus servent aujourd'hui à alimenter un effort de défense dont la finalité ne saurait être autre que la reprise du Karabakh. Le président Aliev a annoncé pendant la cinquième session de la Conférence islamique des ministres du tourisme qui s'est tenue à Bakou que « le monde musulman doit unir ses efforts dans la guerre internationale contre le terrorisme ».<sup>153</sup> Nul doute que cette initiative est essentiellement motivée par sa volonté de légitimer son action contre les « terroristes » arméniens qui sévissent dans le Haut-Karabakh.

Le réarmement de l'Azerbaïdjan conjugué à cette volonté politique fait craindre le pire pour l'avenir. D'autant plus que les Etats-Unis accordent de généreuses aides financières à l'Azerbaïdjan, en échange

---

<sup>152</sup> MOURADIAN Anne-Marie, « L'OSCE croit toujours à un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2006 », article paru dans l'édition du 27/02/2006 (rubrique politique du site [www.caucas.com](http://www.caucas.com)).

<sup>153</sup> VOZNAYA Alisa, « revue de presse russe : l'actualité azerbaïdjanaise du 1<sup>er</sup> au 16 sept. », op. cit.

probablement de l'installation de radars américains sur son sol, d'une part à 20 kilomètres de la frontière iranienne (sud de l'Azerbaïdjan) et d'autre part au nord de Bakou, à proximité de la frontière russe.<sup>154</sup>

## 7.- GEORGIE

### 7.1.- Situation générale

Les grandes manifestations de 1989, fortement réprimées par les troupes soviétiques, déclenchent une vague nationaliste. Dans cet élan, le Soviet Suprême géorgien invalide l'annexion de la Géorgie par la Russie soviétique qui datait de 1921. Zviad Gamsakhourdia est élu président en mai 1991. Chauvin et xénophobe (« La Géorgie aux géorgiens » ; « un seul peuple, une seule langue, une seule religion »), il favorise l'explosion des minorités adjares, ossètes et abkhaze qui souhaitent demeurer rattachées à l'URSS puis à la Fédération de Russie. Contesté, Gamsakhourdia est renversé par les putschistes et Edouard Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, est nommé à la tête du conseil en mars 1992. L'adhésion de la Géorgie à la CEI en 1993 intervient dans un contexte où Chevardnadze, ayant récemment remplacé Gamsakhourdia et devant faire face simultanément aux conflits abkhaze, ossète et adjar, et à d'autres problèmes de minorités concernant les Meskhètes et les Arméniens de Djavakhétie, en même temps qu'à une grave crise économique et sociale, a probablement souhaité ne pas multiplier les fronts et apaiser les Russes sur les intentions de la Géorgie.

Chevardnadze est élu président en 1995 et réélu en 2000. Il se tourne de plus en plus vers l'OTAN et les américains, probablement en raison du soutien apporté par les Russes aux ossètes et abkhaze. La Russie souhaitait alors déstabiliser la Géorgie pour fragiliser le projet de l'oléoduc BTC. Sur fond de corruption et de situation financière catastrophique, l'immobilisme de Chevardnadze le conduit à démissionner (2003) sous la pression de l'opinion publique, favorable à Mikhaïl Saakachvili. Au pouvoir, il poursuit le rapprochement avec les Etats-Unis qui aident à la modernisation des forces armées, soutient le projet BTC et obtient de l'Adjarie qu'elle réintègre la Fédération géorgienne. Pour les russes, cette politique géorgienne constitue la preuve de l'ingérence américaine dans l'espace post-soviétique.

L'hostilité plus que latente à l'égard de la Russie a ressurgi récemment dans l'affaire des « espions » russes (septembre 2006) dans un climat qui semblait propice à la détente puisque, soucieux de désamorcer la crise des exportations de vin géorgien vers la Russie, lors de la récente campagne électorale, le président Saakachvili avait cessé de faire référence aux "forces occultes extérieures" (la Russie). Pourtant, à peine quelques jours plus tard, les autorités géorgiennes n'hésitent pas à étaler sur la place publique l'existence d'un complot russe visant à déstabiliser, sinon renverser le gouvernement géorgien. Il n'est pas improbable que les services secrets russes aient cherché à recueillir « des informations sur les liens entre Tbilissi et l'OTAN, sur les infrastructures du pays, sur les partis d'opposition et sur l'armée. Depuis la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies le 22 septembre, le président géorgien avait accusé la Russie de chercher à annexer des régions de son pays actuellement en proie à des rébellions séparatistes. »<sup>155</sup> Il est cependant probable comme l'avance Renaud François que cette annonce du gouvernement géorgien ait été motivée par des intérêts politiques internes à l'approche des élections pour obliger les opposants à faire corps avec le gouvernement dans une union sacrée contre l'ennemi héréditaire.

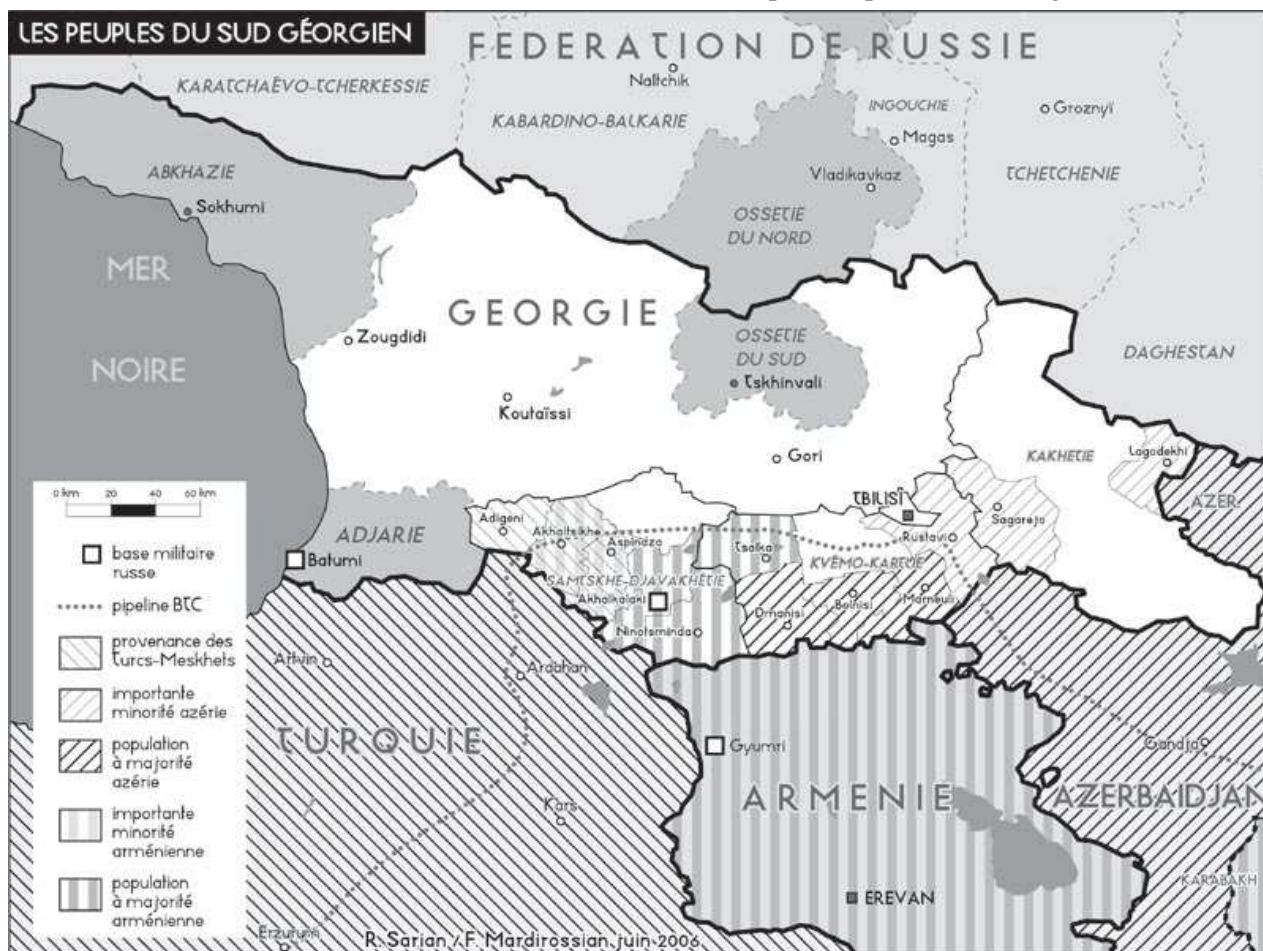
Sur un plan purement diplomatique, l'OTAN, les Etats-Unis et l'Union européenne ont immédiatement réagi en appelant les protagonistes à la retenue et à la désescalade. Tbilissi s'est finalement contenté de renvoyer les « espions », mais les sanctions économiques prises par la Russie visent « à casser l'effort de

---

<sup>154</sup> CHAUFFOUR Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », op. cit.

guerre géorgien, à affaiblir le régime et provoquer un changement de politique ou d'équipe à la tête de l'Etat »<sup>156</sup>

Il n'est pas dit que cette tactique russe puisse porter ses fruits, car les remplaçants potentiels de Saakachvili (la présidente du Parlement, Nino Bourjanadze ?) ne sont pas enclins à afficher une politique pro-russe dans le climat actuel. Ce nouvel épisode montre néanmoins que les tensions qui règnent autour des provinces sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, et la perspective de l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN, sont très fortes. Fin octobre 2006, Saakachvili s'est dit prêt à reprendre le dialogue avec Moscou.



Source : carte n°1 - MARDIROSSIAN Florence, « Géopolitique du Sud-Caucase \_ Accalmie précaire aux marches orientales de l'Europe. Risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie. », étude publiée sur le site www.diploweb.com, janvier 2007

## 7.2.- Intégration à l'OTAN

Dans sa politique d'intégration à l'OTAN, la Géorgie a trouvé le soutien des pays Baltes (qui cherchent à exporter à l'Est leur modèle d'intégration à l'Ouest), et particulièrement de la Lituanie, qui constitue également une perspective d'ouverture de l'UE à une Europe élargie, autour de l'espace de la Mer Noire. Giorgi Baramidze, ministre d'Etat géorgien de l'intégration euro-atlantique reconnaît que la Géorgie a « encore du chemin à parcourir sur la voie de l'adhésion à l'UE, mais le processus d'intégration européenne est la priorité numéro 1 de notre agenda de politique sécuritaire et étrangère. »<sup>157</sup>. L'intégration

<sup>155</sup> RENAUD Francois, « Derrière la crise des espions russes en Géorgie », article paru dans l'édition du 30/09/2006 (rubrique Politique du site www.caucaz.com).

<sup>156</sup> Propos du politologue russe Serge Markov cf. OUVAROFF Nathalie, op. cit.

<sup>157</sup> CHAUFFOUR Célia, « L'intégration à l'OTAN représente un objectif plus réaliste », entretien avec Giorgi Baramidze, ministre d'Etat géorgien de l'intégration euro-atlantique, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique politique du site www.caucaz.com).

à l'OTAN représente aujourd'hui un objectif plus réaliste en raison notamment de l'amélioration du niveau de formation de ses forces armées, des réformes effectuées dans le secteur de la défense, de participations aux opérations de l'OTAN (Kosovo et Afghanistan).

Cet effort d'intégration s'est concrètement traduit par une augmentation importante du budget de la défense pour rénover et moderniser son appareil en accord avec des critères OTANIens. Mamuka Kudava<sup>158</sup>, vice-ministre géorgien de la défense avance trois arguments en faveur de ce projet :

- la stabilité et la sécurité en Géorgie, qui va de pair avec la stabilité du Caucase et de la région de la mer Noire ;
- la recherche de sources alternatives d'approvisionnement énergétique ;
- le facteur russe : l'intégration de la Géorgie à l'OTAN stabilisera les frontières méridionales de la Russie qui pourra alors plus facilement reprendre le contrôle de cette région et éviter des menaces sécuritaires de type terroriste.

### 7.3.- Ossétie du Sud

L'Ossétie du sud est une région rattachée à la Géorgie et créée en 1922 par les bolchéviques après le massacre des Ossètes par les Géorgiens en 1920. Depuis cette date, les relations entre Ossètes et Géorgiens, tous deux chrétiens sont bonnes. La limite administrative avec l'Ossétie du nord est devenue frontière internationale en 1991 avec la chute de l'URSS. Les Ossètes représentent une communauté d'environ 60 khab en Ossétie du sud et 100 khab dans les autres régions de Géorgie.

Les évènements en Ossétie du Sud :

- Nov. 1989 : les députés ossètes donnent à leur région le statut de « république socialiste soviétique », restant partie « constitutive de la Géorgie » ce qui irrite le parlement géorgien.
- Août 1990 : les géorgiens excluent les partis régionaux des élections législatives, les privant ainsi de représentation au parlement. Devant la montée en puissance du conflit, Moscou déclare l'état d'urgence. Les géorgiens instaurent un blocus de la région.
- Janv. 1991 : les Géorgiens procèdent à l'arrestation du président du Parlement sud-ossète. Les combats reprennent sans ménagement pour les populations civiles. Il s'en suit un exode massif vers l'Ossétie du nord.
- 1992 : le coup d'état de Tbilissi divise la Géorgie en clans. Chevardnadze joue l'apaisement, mais les sud-ossètes refusent de transiger tant que le blocus n'est pas levé et continuent à demander leur rattachement à la Russie. Les frappes missiles géorgiennes s'intensifient. En réaction, l'Ossétie du Nord coupe le gazoduc russe qui alimente la Géorgie : cet élément, couplé aux déclarations menaçantes de Moscou poussent Tbilissi à accepter le règlement du conflit.
- Juin 1992 : cessation des hostilités et stationnement de forces russes de maintien de la paix.

Le conflit a été ravivé en 2004 par Mikhaïl Saakachvili qui souhaite restaurer son autorité sur les entités autonomes, profitant de l'obligation de Moscou de respecter les traités d'inviolabilité des frontières. Dans le même temps Mikhaïl Saakachvili demande le remplacement des troupes russes par des troupes de l'OTAN. Au bilan, ce conflit est économiquement désastreux ; on dénombre 3000 tués et blessés<sup>159</sup>, et a provoqué exode massif vers l'Ossétie du nord. En novembre 2006, l'Ossétie du Sud s'est prononcée massivement par référendum pour son indépendance<sup>160</sup>, mais le conflit n'est pas pour autant résolu puisque

---

<sup>158</sup> DI PUPPO Lili, « Il est dans l'intérêt de la Russie de voir la Géorgie entrer dans l'OTAN (Mamuka Kudava) », op. cit.

<sup>159</sup> La population en Ossétie du Sud représente environ 60 000 habitants.

<sup>160</sup> LANDRU Nicolas, op. cit.

le régime géorgien a lancé une nouvelle stratégie en soutenant des élections alternatives sur le territoire du conflit, essayant par là de « créer une deuxième légitimité en Ossétie du Sud ».

#### 7.4.- Abkhazie

Quoique minoritaires en Abkhazie, les Abkhazes ont réussi à mobiliser Russes et Arméniens ; et à obtenir le soutien de Moscou et des républiques du Nord-Caucase.

Les évènements en Abkhazie :

- 1920 : l'Abkhazie devient une république fédérée de la fédération transcaucasienne.
- 1931 : elle devient république autonome, partie de la Géorgie. Les géorgiens tentent alors une assimilation forcée. En réaction les Abkhazes organisent régulièrement des manifestations et se rendent à Moscou pour plaider leur cause. L'administration géorgienne plie progressivement et accorde certaines concessions.
- 1989 : une assemblée populaire réclame le rétablissement de la république socialiste soviétique abkhaze. Les mesures de répression géorgiennes sont identiques à l'Ossétie : exclusion des partis régionaux des élections législatives.
- 1991 : instituant des mesures de quotas ethniques, usant de la garde nationale abkhaze, Ardzinba est élu président du soviet suprême abkhaze. Il étend progressivement son influence économique, bancaire et législative. L'Abkhazie se déclare indépendante et souveraine.
- Août 1992 : les Géorgiens lancent une offensive. L'armée russe s'interpose, obtient un cessez-le-feu, mais les Géorgiens reprennent le combat. Après une progression de l'offensive, la contre-attaque abkhaze (complétée de l'armée russe, de volontaires nord-caucasiens et de tchéchènes) réduit les forces géorgiennes en juillet 1993 qui se retirent en septembre.
- 1995 : l'accord proposé par l'ONU, l'OSCE et la Russie pour permettre le retour volontaire des réfugiés géorgiens en Abkhazie est refusé par les abkhazes. L'UE a récemment que le retour des réfugiés serait une condition préliminaire de toute reconnaissance de la validité éventuelle d'élections en Abkhazie<sup>161</sup>.

Depuis cette date, la situation est restée au stade de statu-quo et l'Abkhazie vit comme un état indépendant sans reconnaissance internationale. Au bilan, c'est environ 15 000 morts, une fuite massive des populations ayant inversé les répartitions démographiques puisque les Abkhazes sont passés de 17% à 29%. Jusqu'à aujourd'hui, les 300 000 réfugiés géorgiens d'Abkhazie s'entassent dans des logements de fortune. L'université de Tbilissi continue d'abriter une université de Soukhoumi en exil. Depuis 2005, deux figures abkhazes se partagent le pouvoir dans une alliance fragile.

En entretenant ces conflits, Moscou cherchait certainement à affaiblir la Géorgie avant son entrée dans le CEI, à laquelle elle s'est finalement rattachée en 1993. En Géorgie, « les Russes n'ont pas une attitude clairement définie vis-à-vis des républiques autoproclamées abkhaze et sud-ossète. D'un côté, Moscou s'en sert pour faire pression sur Tbilissi, mais de l'autre le Kremlin hésite à les reconnaître - car une reconnaissance, inévitable en cas de conflit, pourrait créer une réaction en chaîne dans tout le Caucase. De sorte que vu de Russie, la solution à privilégier est un gel des conflits, en attendant de voir la résolution du statut du Kosovo. »<sup>162</sup>

---

<sup>161</sup> dépêche RFE/RL du 06/03/07.

<sup>162</sup> OUVAROFF Nathalie, op. cit.

#### ANNEXE 4 : ACCES AUX MERS CHAUDES

On connaît le problème de la Russie en tant que nation maritime. Bordée par trois océans, et pas moins de cinq mers, elle n'accède que difficilement au monde méridional, par l'intermédiaire de la mer Noire, avec deux principales difficultés. Non seulement cet accès indirect s'est considérablement rétréci avec la perte de l'Ukraine, mais surtout il est très réglementé par le passage du Bosphore dont les Turcs ont récemment durci les règles.

La mer Noire est importante à plusieurs titres : transport, approvisionnements énergétiques et environnement. C'est une des raisons qui ont poussé la Russie à maintenir une influence en Abkhazie, pour augmenter « sa » façade maritime sur la mer Noire (port de Soukhoumi) dans un contexte où les relations avec l'Ukraine sont parfois tendues (cf. Crimée). Le débouché maritime est vital pour le commerce extérieur. Au sommet d'Istanbul en juin 2004, l'OTAN a régalement appelé « l'importance de la région de la mer Noire pour la sécurité euro-atlantique ». Cependant, « face à la persistance et à l'ampleur des conflits intrarégionaux [ ... ] la coopération autour de la mer Noire sera probablement longue et mouvementée. »<sup>163</sup>

On comprend alors que ce soit sur la Méditerranée (via la Turquie) ou sur le Golfe (via l'Iran), la Russie cherche à se désenclaver de la mer Noire. Pour ces raisons, elle tient à préserver son influence en Transcaucasie. En Géorgie tout d'abord pour se rapprocher de la Méditerranée. Certes l'accès à la méditerranée sera toujours subordonné à un accord avec la Turquie, mais si le problème géorgien est résolu, la Russie aura des moyens de le négocier plus facilement.

L'Azerbaïdjan représente la seule ouverture possible vers le Golfe via l'Iran, si ces deux états surmontent leurs désaccords politiques à propos de minorités ethniques pour réaliser la jonction de leurs réseaux ferroviaires. L'un comme l'autre y ont à gagner : l'Azerbaïdjan qui cherche à se désenclaver et qui pourrait trouver un accès à la haute mer par le Golfe et Téhéran qui pourrait accéder aux ports géorgiens sans contourner la péninsule arabique. La Russie profiterait également de ce type d'accord et pourrait agir comme médiateur.

---

<sup>163</sup> JAFALIAN Annie, « La mer Noire : un centre de gravité stratégique », Question internationales, juillet-août 2005, n°14, pp 62-63.

## ANNEXE 5 : ENJEUX PETROLIERS : RESSOURCES ET VOIES DE TRANSIT

### 1.- RESSOURCES PETROLIERES

#### 1.1.- Les Ressources mondiales

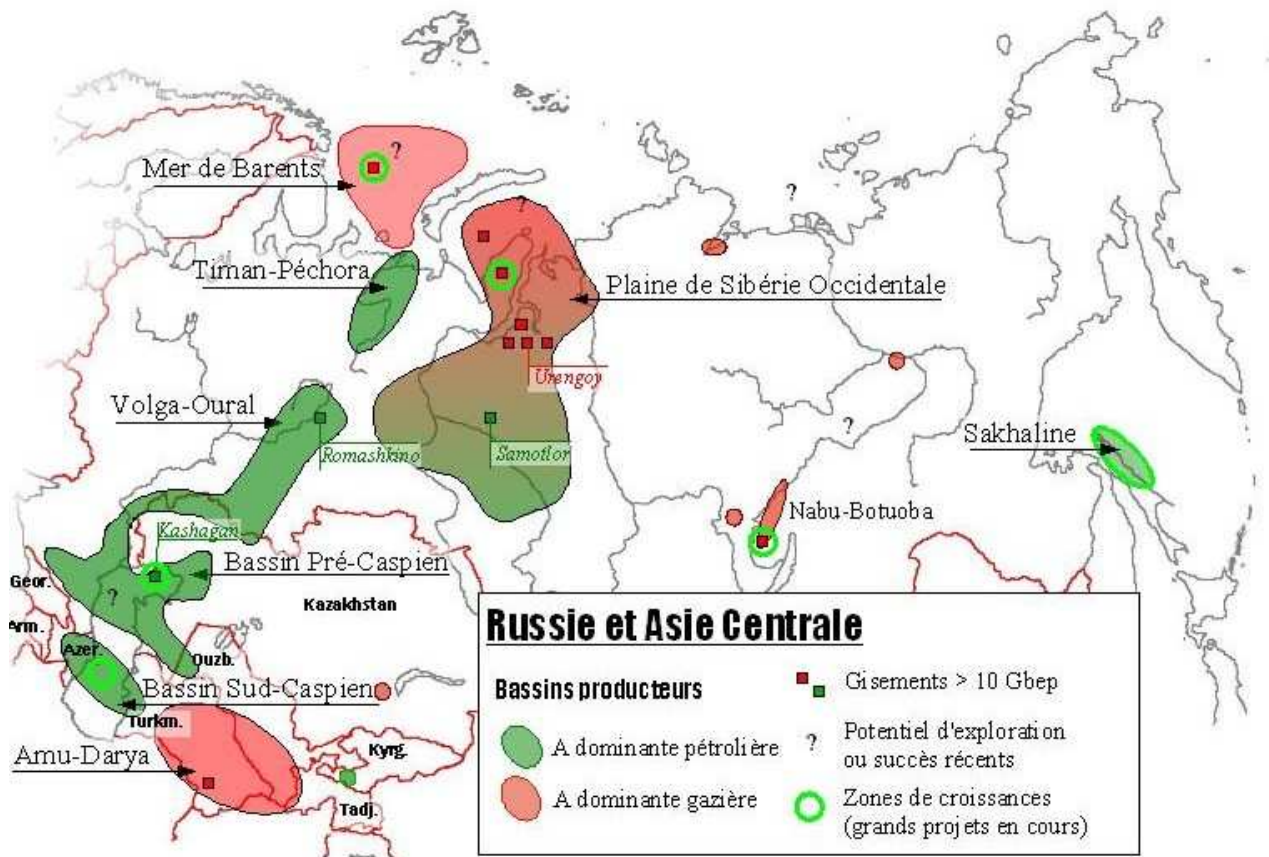
Selon les chiffres les plus plausibles, les réserves prouvées en pétrole et en gaz de la mer Caspienne placent ces gisements au deuxième rang mondial, loin derrière ceux du golfe Persique et son pourtour. En revanche, les spéculations sont assez vives quant aux réserves possibles.

Les réserves azéries sont estimées entre 15 et 20 Gbbls, soit moins de 2 % des réserves mondiales.

Le Kazakhstan posséderait de 50 à 75 Gbbls de pétrole, soit le deuxième potentiel pétrolier inexploité au monde (après l'Irak), auquel s'ajoute un fort potentiel gazier (plus de 10 Gbep).

Le secteur russe, à l'ouest de la Caspienne, est activement exploré et a donné un nouveau gisement de 600 Mbbls en 2006 (les réserves totales de la Russie sont estimées entre 100 et 150 Gbbls).

A propos des réserves mondiales : elles sont estimées à environ 1265 Gbbls (entre 1035 et 1495 Gbbls selon les différentes sources). La CNUCED donne une fourchette entre 1050 et 1200 Gbbls d'après les données du Department of Energy (US Government), soit un peu plus de 40 années de consommation mondiale actuelle<sup>164</sup>.



Source : [www.ebabylone.com](http://www.ebabylone.com)

<sup>164</sup> APPERT Olivier, « Les réserves du pétrole. Où en est-on ? », IFP - juin 2006.

**Nota** : les paragraphes suivants sont intégralement extraits de : JALILLOSOLTAN Nader, « Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne », p. 108-126

## 1.2.- Les controverses sur le statut de la caspienne

La mer Caspienne a toujours été dépourvue d'un véritable statut légal. Avant 1992, elle était partagée par deux Etats, l'Iran et la Russie (puis l'URSS) qui, dans plusieurs de leurs traités bilatéraux, avaient réglé des questions relatives à la navigation commerciale et militaire, à la pêche, à la prévention de la pollution, etc.<sup>165</sup>, sans toutefois prendre explicitement position sur la nature juridique de cette surface d'eau. Quant au pétrole, il n'était exploité que par l'Union soviétique ; l'Iran semblant se contenter de ses autres gisements, dans le Sud et dans le golfe Persique. Après le démembrement de l'URSS, le nombre des Etats riverains a été porté à cinq : à la Russie et à l'Iran se sont ajoutés l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan.

La question de la souveraineté sur le pétrole et son partage entre les Etats intéressés a débouché sur une controverse juridique, à savoir la nature légale de la mer Caspienne. L'interrogation porte sur la qualification de cette étendue d'eau en lac ou en mer fermée. Le statut de lac ne fait pas totalement abstraction de la question de la propriété des gisements mais, en impliquant une possession indivise, suppose un partage égal du pétrole entre les Etats riverains. En revanche, si l'on considère la Caspienne en tant que mer fermée, le principe d'égalité doit être écarté au profit de celui d'équité. En effet, les règles applicables en la matière sont celles de la Convention de Montego Bay de 1982 sur le droit de la mer, lesquelles prévoient la notion des eaux territoriales et les droits souverains de chaque Etat sur ses fonds marins<sup>166</sup>.

Officiellement, Moscou et Téhéran se fondent sur l'interprétation des traités conclus entre Russie/URSS et Perse/Iran et considèrent que ces accords qualifient implicitement la Caspienne en lac. Toutefois, depuis 1996, les deux Etats semblent avoir abandonné leurs positions officielles qui sont, en tout cas, démenties par leurs actes et déclarations ; la Russie et le Kazakhstan ont signé, le 6 juillet 1998, un Accord portant sur la délimitation des fonds marins du nord de la mer Caspienne et sur le respect des droits souverains des deux Etats<sup>167</sup>, alors que selon le Ministre iranien des Affaires étrangères, en voyage à Bakou en août 1998, « le système de partage équitable est la meilleure base pour le régime juridique de la Caspienne et garantira les intérêts de tous les pays riverains »<sup>168</sup>.

Bien qu'en vertu des règles de succession d'Etats l'Iran et la Russie estiment que les traités bilatéraux conclus avant 1992 s'imposent aux Etats issus du démembrement de l'Union soviétique, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont, depuis leur indépendance, pris position pour le statut de mer fermée. Le premier de façon explicite, en adoptant, en 1993, une loi fixant les limites de sa « mer territoriale », les deux autres de façon implicite, en cédant, contractuellement, des droits de prospection et d'exploitation à des compagnies pétrolières étrangères<sup>169</sup>. Bakou et Alma-Ata sont toujours restés fermes dans leur

---

<sup>165</sup> Traité du Gulistan du 12 octobre 1813, Traité de Turkmentchaï du 22 février 1828, Traité de Moscou du 26 février 1921, Traité de Téhéran du 25 mars 1940, Accord de Téhéran du 25 février 1971 et Déclaration de principes du 22 juin 1989.

<sup>166</sup> Sur les aspects légaux de cette question, cf. David Allonsius, *Le Régime juridique de la mer Caspienne. Problèmes actuels de droit international public*, Paris, LGDJ, 1997, 136 p.; Richard Meese, « La mer Caspienne : quelques problèmes actuels », *Revue générale de droit international public*, 1999-2, pp. 405-423 et Djamchid Momtaz, « Le statut juridique de la mer Caspienne », *Espaces et ressources maritimes*, 1991, no 5, pp. 149-157.

<sup>167</sup> Cf. *Revue Générale de Droit International Public (RGDIP)*, 1998-4, pp. 1028 et 1029.

<sup>168</sup> Cf. *Le Monde* du 15 août 1998, p. 3. Récemment, l'Iran a confirmé sa position ; le Président Khatami ayant officiellement annoncé l'adhésion de son pays à un « partage équitable des ressources naturelles et énergétiques » de la mer Caspienne. Cf. *Les Echos* du 13 juin 2000, p. 10.

<sup>169</sup> L'Azerbaïdjan a accordé des droits de forage jusqu'à 120 milles marins de ses côtes. Le Kazakhstan, en revanche, a été beaucoup plus mesuré dans ses concessions. Cf. David Allonsius, précité, pp. 8-12.

revendication ; en revanche, le Turkménistan s'est en partie aligné sur la position russo-iranienne, non pas en considérant la Caspienne comme un lac mais en soulignant « le caractère immuable du principe du consensus (...) pour toute prise de décision relative au statut légal de la Caspienne »<sup>170</sup>.

En l'absence d'accord entre les parties<sup>171</sup>, le problème du statut juridique de la mer Caspienne demeure. Toutefois, la raison d'être de cette controverse, au-delà des questions de principe, tout comme la fluctuation de la position de certains Etats, sont en grande partie liées à l'incertitude entourant l'importance des gisements et la part revenant à chaque Etat riverain.

[ ... ]

Néanmoins, les eaux revendiquées par l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan semblent être les mieux loties, en totalisant 90 % des réserves possibles<sup>172</sup>; ce qui explique amplement la prise de position de ces deux Etats pour le statut de mer fermée.

### 1.3.- L'exploitation des ressources

L'exploitation du brut dans la région de Bakou « remonte à la plus haute Antiquité », mais ce n'est qu'en 1879 que le premier forage d'envergure y fut réalisé<sup>173</sup>. Quant au pétrole de la mer Caspienne, il n'a été extrait, en offshore – une première au monde –, qu'à partir de 1920, dans la zone de la presqu'île d'Apchéron, à proximité de Bakou<sup>174</sup>. Cependant, la « ruée vers l'or noir » à laquelle nous gisements mais par les bouleversements géopolitiques intervenus dans cette région et le fait que les ressources en hydrocarbures de cette « mer » serviraient à assurer l'indépendance économique des nouveaux Etats et par conséquent peuvent être exploitées de manière beaucoup plus substantielle que par le passé.

Aussi, cette région suscite les ambitions géopolitiques et les surenchères les plus insensées, provoquant l'entrée d'Etats occidentaux dans le « grand jeu » et leur rivalité avec les puissances locales. Elle est désormais regardée comme le « nouvel eldorado », faisant l'objet de toutes les intentions, alors qu'« il y a quelques années, les media occidentaux qualifiaient les habitants du Caucase de 'sauvages' et les nouvelles Républiques d'« Etats ratés »<sup>175</sup>. Dès lors, la dynamique des crises dans le Caucase est également, directement, liée au pétrole de la mer Caspienne.

[ ... ]

L'Azerbaïdjan a entamé les négociations avec les compagnies pétrolières occidentales dès 1990 et les a intensifiées après son indépendance, débouchant, en juin 1993, sur l'adoption d'une déclaration commune entre la compagnie nationale pétrolière azérie (SOCAR) et un consortium de compagnies occidentales dirigé par British Petroleum, portant sur l'exploitation en offshore de trois gisements – Chirag, Guneshli et Azeri – recelant des réserves estimées à 511 millions de tonnes. En raison du coup d'Etat qui a eu lieu peu

---

<sup>170</sup> Cf. *Le Monde* du 11 juillet 1998, p. 2.

<sup>171</sup> Au cours d'une réunion des Etats riverains de la mer Caspienne à Achkhabad, les 11 et 12 novembre 1996, la Russie a reconnu à chaque Etat le droit d'exercer sa souveraineté sur une bande de 45 milles marins ; la zone qui se trouve au milieu de la mer devant être considérée en tant que propriété commune. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont refusé de signer la Déclaration finale de la réunion. Plus tard, en février 1998, la Russie a avancé un projet de convention sur le statut légal de la Caspienne, en proposant le partage des fonds sous-marins tout en maintenant les eaux sous juridiction commune. L'Azerbaïdjan s'est opposé à cette solution. Cf. Arnaud Dubien, « Pétrole et gaz du Bassin caspien : de nombreuses incertitudes », *La Revue internationale et stratégique*, été 1999, no 34, pp. 75-91, notamment pages 84 et 85.

<sup>172</sup> Cf. *Le Monde* du 21 novembre 1997, p. 21.

<sup>173</sup> Cf. Georges Ayache, *Dictionnaire du pétrole*, Paris, éditions Le Sycomore, 1981, 222 p. L'extrait cité se trouve à la page 28.

<sup>174</sup> Cf. Georges Ayache, *Dictionnaire du pétrole*, Paris, éditions Le Sycomore, 1981, 222 p. L'extrait cité se trouve à la page 28.

<sup>175</sup> Cf. Vicken Cheterian, « 'Grand jeu' pétrolier en Transcaucasie », *Le Monde diplomatique*, no 523, octobre 1997, pp. 22 et 23. L'extrait cité se trouve à la page 23.

de temps après et le renversement du Président Eltchibey, le contrat n'a pu être signé; plus encore, le nouveau gouvernement, de H. Aliev, a suspendu toutes les opérations. En octobre de la même année, Bakou a signé un accord avec la Compagnie russe Lukoil, lui cédant 10 % des parts de SOCAR dans le futur consortium<sup>176</sup>.

Le « contrat du siècle », pour l'exploitation des trois gisements, a été signé le 20 septembre 1994 entre le gouvernement azéri et le consortium international AIOC (Azerbaïdjan International Operating Company) regroupant dix compagnies, y compris Lukoil, mais dominé par les Américains. Si la Russie a pu réintégrer le « grand jeu » avec l'aide du nouveau Président azéri, ancien chef du KGB de la région, la compagnie iranienne des pétroles (NIOC) a fait les frais de l'opposition des Etats-Unis, décidés à contenir l'influence de l'Iran dans le Caucase, en perdant ses parts au profit des compagnies turque (TPAO) et américaine (Exxon). Toutefois, pour ménager l'Iran, le Président azéri a proposé à Téhéran de participer à un second « contrat du siècle »<sup>177</sup>.

Par la suite, l'Azerbaïdjan a créé d'autres consortiums, pour l'exploitation de plusieurs autres gisements – Karabakh, Shah-Deniz, Talish, Kiourdashi, etc. –, accordant, à côté des Etats tels que le Japon ou l'Arabie saoudite, une certaine place à la Russie et accessoirement à l'Iran<sup>178</sup>. Toutefois, dans l'ensemble, les compagnies occidentales, notamment américaines, sont très largement privilégiées. Tel est également la tendance au Kazakhstan<sup>179</sup>, confirmant ainsi le nouveau statut de Washington de maître du jeu dans la région, au détriment des puissances voisines, et démontrant que ces pays producteurs émergents ne disposent pas d'une marge de manoeuvre suffisamment importante quant à la maîtrise de leurs richesses en sous-sol. Cette faiblesse est accentuée par la situation géographique de ces Etats et par le fait qu'ils sont dépourvus d'accès à des mers « ouvertes ».

## 2.- VOIES DE TRANSIT

Le désenclavement du Caucase donne lieu à des batailles plus âpres que l'exploitation du pétrole. Le transit du brut attise les rivalités dans la mesure où il est une source de revenus non négligeables pour les pays abritant les pipelines. Par ailleurs, il pose d'importantes questions de sécurité dans une région aux prises avec de nombreux conflits ethniques et autres et où agissent d'importantes bandes aux méthodes mafieuses. Ces rivalités impliquent, outre les pays producteurs, notamment l'Azerbaïdjan, les Etats qui sont en mesure de servir de voies de transit et ceux susceptibles de financer la construction des oléoducs.

Le projet de contrat initial prévu, avant le coup d'Etat de juin 1993, entre l'Azerbaïdjan et le consortium dirigé par British Petroleum avait été précédé par la conclusion d'un accord turco-azéri destiné à construire un oléoduc entre Bakou et le terminal turc de Ceyhan en Méditerranée, en mettant à profit la station de pompage de Tabriz en Azerbaïdjan iranien<sup>180</sup>. Outre un montage financier pratiquement non prévu et une consultation insuffisante des autorités de Téhéran, l'option retenue par l'ancien Président Eltchibey souffrait de deux inconvénients politiques majeurs. D'une part, elle allait à l'encontre des intérêts de la Russie qui privilégiait la voie du nord Bakou-Grozny-Novorossiisk (sur la mer Noire), opérationnelle

---

<sup>176</sup> Cf. Arnaud *Dubien*, précité, p. 80 et Alain *Giroux*, précité, p. 8.

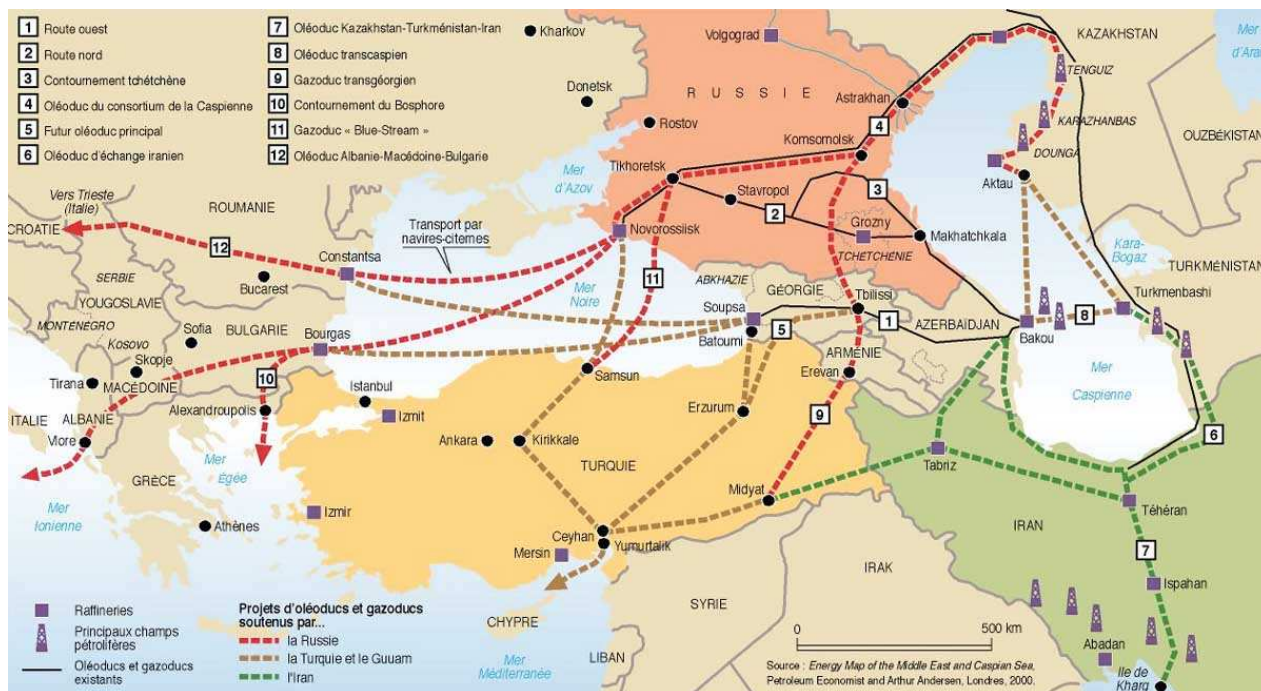
<sup>177</sup> Cf. *Le Monde* du 14 avril 1995, p. 2.

<sup>178</sup> La compagnie russe *Lukoil* a obtenu entre autres, en 1995, 50% des parts dans l'exploitation du gisement de Karabakh. Quant à la compagnie iranienne NIOC, elle a été intégrée, en 1996, dans un consortium excluant les compagnies américaines, pour l'exploitation du gisement Shah-Deniz. Cf. Alain *Giroux*, précité, p. 9. L'exclusion des compagnies américaines est due à l'interdiction qui leur est faite par le gouvernement américain d'établir des relations commerciales avec l'Iran.

<sup>179</sup> Au Kazakhstan, c'est surtout la compagnie américaine *Chevron* qui est privilégiée mais, compte tenu de sa situation géographique, ce pays n'hésite pas à faire participer des compagnies russes (*Lukoil* et *Gazprom*) et chinoise (CPNC) aux travaux d'exploitation *onshore* et *offshore* de ses gisements. Cf. Arnaud *Dubien*, précité, pp. 78-80.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 80.

depuis longtemps. D'autre part, elle accordait un certain rôle à l'Iran, toujours en délicatesse avec les Etats-Unis qui leur appliquent une politique de containment<sup>181</sup>.



Source : *Energy Map of the Middle East and Caspian Sea*, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2000

La situation a radicalement changé au lendemain de l'arrivée au pouvoir du Président Aliiev. Celui-ci, tout comme pour l'exploitation du brut, n'allait pas hésiter à céder à la pression américaine et sacrifier l'Iran pour assurer, dans la mesure du possible, les intérêts russes. Ceci d'autant plus que Washington insistait auprès des compagnies américaines afin qu'elles financent la réparation du vieil oléoduc Bakou-Tbilissi-Soupsa (sur la mer Noire), lequel se présentait comme une alternative à la voie Bakou-Tabriz-Ceyhan. De ce fait, les responsables du consortium AIOC ont abandonné cette dernière « route », sans pour autant choisir entre les deux autres ou plutôt en décidant, le 9 avril 1995, que le brut azéri serait acheminé par les deux voies qui débouchent sur la mer Noire, en dépit de la volonté américaine de contourner la Russie et de ne retenir que la route du sud<sup>182</sup>.

Cette solution duale a été dictée sous la contrainte des menaces et actions opposées turques et, surtout, russes. La Turquie avait explicitement prévenu qu'elle boycotterait British Petroleum et même qu'elle fermerait le détroit de Bosphore si AIOC retenait la seule route du nord. Pour la Russie, la question présente une importance qui va au-delà des quelques dollars de royalties ; en voulant s'assurer l'acheminement du pétrole par la voie du nord, la Russie cherche, en réalité, à garantir ses intérêts stratégiques. En effet, relier la Caspienne à la mer Noire permet à l'Europe de réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient. Par conséquent, il est naturel que la Russie ait l'ambition de s'assigner ce rôle d'« agent de liaison » dans la mesure où il lui permet d'être l'interlocuteur de l'Europe occidentale et

<sup>181</sup> L'un des éléments de la politique américaine d'endiguement de l'Iran est la loi d'Amato-Kennedy (*Iran and Libya Sanctions Act*), adoptée par le Congrès des Etats-Unis le 5 août 1996, laquelle autorise le Président américain à sanctionner les Compagnies, de n'importe quelle nationalité, qui procèdent à des investissements de plus de 20 millions de dollars dans les secteurs pétrolier et gazier iraniens. Cf. les actes de la Journée d'actualité juridique organisée par le CEDIN-Paris X le 31 janvier 1997, sous la direction de Habib Gherari et Sandra Szurek, intitulée *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international. A propos des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy*, Paris, Montchrestien, 1998, 340 p. et Brigitte Stern, « Vers la mondialisation juridique ? Les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy », *RGDIP*, 1996-4, pp. 979-1003.

d'y développer son rayonnement. « Que la voie du nord soit condamnée au bénéfice d'un tracé méridional et la Russie ne pourrait plus faire figure d'intermédiaire entre la Caspienne et l'Europe. Son rôle européen en serait, de toute évidence, considérablement affaibli »<sup>183</sup>.

Dès lors, bien qu'a priori confus, les pressions et agissements de la Russie pour que le consortium retienne l'option du nord, procédaient, en réalité, d'un calcul cynique. Après avoir militairement appuyé les Arméniens du Haut-Karabakh, entraînant ainsi l'affaiblissement considérable du gouvernement du Président azéri A. Eltchibey, les Russes ont largement participé à la chute de ce dernier en donnant un « coup de main » aux putschistes. En soutenant l'arrivée au pouvoir de leur vieil allié H. Aliev, les Russes ont pu non seulement rafler des parts dans l'exploitation du pétrole de la mer Caspienne mais également s'assurer que la route du nord ne serait pas oubliée pour l'acheminement du brut.

La stratégie russe connaît également un volet géorgien qui consiste à rappeler aux acteurs du jeu pétrolier les dangers que représente l'utilisation de la « route méridionale ». En effet, en soutenant les minorités abkhaze et ossète dans leurs guerres contre les autorités centrales de Tbilissi, les Russes ont non seulement contribué à l'instabilité de la Géorgie mais en plus renforcé leur présence militaire dans ce pays, sous forme d'opération de maintien de la paix déployée par la CEI<sup>184</sup>. Même si cette présence militaire peut présenter des aspects sécurisants, elle implique une menace latente fondée sur la crainte que Moscou « pourrait facilement déstabiliser le pays si elle était exclue des schémas de désenclavement de la région, éventualité d'ailleurs ouvertement débattue au sein des élites politiques et militaires russes »<sup>185</sup>. Ainsi, la Russie a réussi à décrédibiliser la route du sud<sup>186</sup>; il ne lui restait qu'à restaurer la crédibilité de la voie du nord en garantissant sa sécurité, ce qu'elle fit au moyen de deux guerres.

A deux reprises, en 1994-1996 et en 1999-2000, l'armée russe a engagé la guerre contre les forces tchéchènes, avec une motivation, apparente ou cachée, que l'on peut qualifier, dans tous les cas, de « non pétrolière ». La première fois, la Russie était confrontée à une guerre de sécession et par conséquent il s'agissait de sauvegarder son intégrité territoriale<sup>187</sup>; la deuxième fois, le déclenchement du conflit aurait obéi à des arrière-pensées électoralistes et la nécessité d'assurer la succession du Président Eltsine et son remplacement par V. Poutine<sup>188</sup>. Toutefois, les guerres ayant rarement une cause unique, les enjeux pétroliers constituent également une clé d'analyse des deux conflits.

Ce n'est sans doute pas le fruit du hasard si la première guerre en Tchétchénie a commencé à peine cinq semaines après la signature, le 20 septembre 1994, du « contrat du siècle » liant l'Azerbaïdjan au consortium international AIOC, lequel incluait une compagnie pétrolière russe. En effet, après avoir obtenu une part du « gâteau pétrolier » azéri, Moscou visait à imposer la voie du nord pour le transit du brut. Or, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'anarchie qui a suivi, la Tchétchénie vivait dans une « indépendance de fait »; paramètre qui mettait incontestablement en péril les desseins de la Russie de faire de l'oléoduc Bakou-Grozny-Novorossiisk, comme à l'époque soviétique, la principale – sinon l'unique –

---

<sup>182</sup> Cf. *Annuaire Français de Droit International (AFDI)*, 1995, p. 968.

<sup>183</sup> Cf. Hélène Carrère d'Encausse, « Nostalgie impériale », *Politique internationale*, printemps 1997, no 75, pp. 55-69. L'extrait cité se trouve à la p. 66.

<sup>184</sup> Il s'agit d'une opération d'interposition entre l'armée géorgienne et les forces sécessionnistes, laquelle coopère avec l'opération de maintien de la paix des Nations Unies, la MONUG. Cf. « The Blue Helmets. A Review of United Nations Peace-Keeping », United Nations, Department of Public Information, New York, 3e édition, pp. 571-588.

<sup>185</sup> Cf. Arnaud Dubien, précité, pp. 87 et 88.

<sup>186</sup> D'ailleurs, selon les rumeurs relatées dans la presse, les deux attentats contre le Président géorgien E. Chevardnadze, en août 1996 et en février 1998, auraient été commandités par Moscou dans le but de rappeler à ce dernier qu'il ne devrait pas empêcher la réalisation des intérêts russes. Cf. *Le Monde* du 3 juillet 1998, p. 2.

<sup>187</sup> Cf. Marie Bennigsen Broxup, précité, notamment pp. 24-29.

<sup>188</sup> Cf. Thorniké Gordatzé, « Le cercle de feu caucasien », *Politique internationale*, hiver 2000, no 86, pp. 149-174, notamment pp. 150-153.

voie pour l'acheminement du pétrole de la Caspienne. L'engagement de la guerre contre les forces tchétchènes aurait eu alors pour objectif de mettre un terme à la mainmise de Grozny sur ce pipeline. Toutefois, étant donné l'enlèvement – pour ne pas dire la défaite – de l'armée russe, Moscou a finalement été contraint d'opter pour le compromis et de signer, le 12 mai 1997, un « accord de paix historique » avec les sécessionnistes<sup>189</sup>.

Ce même pipeline est en partie à l'origine de la deuxième guerre en Tchétchénie, et ce bien que l'accord de paix de 1997 ait rejeté l'usage de la force « pour toujours ». En effet, au printemps de l'année 1999, l'oléoduc reliant Bakou à Novorossiisk a été fermé en raison d'une baisse de pression, signe de l'existence de trous dans le tube, vraisemblablement percés par des actes de sabotage. Pour maintenir, coûte que coûte, la route du nord ouverte, les « Russes furent (...) contraints de transporter le brut par wagons-citernes sur une voie évitant la Tchétchénie en passant plus au nord. En transformant le Daghestan en Etat islamique, le chef rebelle Chamil Bassaïev aurait à la fois rendu ce transit impossible et menacé l'autre grand projet russe : la construction de l'oléoduc Tengouiz (Kazakhstan)-Novorossiisk à travers les steppes kalmykes, au nord du Daghestan, dont la première pierre fut posée en mai 1999 »<sup>190</sup>. Par conséquent, la seconde guerre de Tchétchénie est également motivée par les enjeux pétroliers ; l'idée sous-jacente étant d'en finir, définitivement, avec la menace permanente des Tchétchènes sur l'oléoduc du nord. D'où, sans doute, la violence des opérations militaires entreprises par l'armée russe<sup>191</sup>.

[ ... ]

---

<sup>189</sup> Cf. *RGDIP*, 1997-4, p. 774.

<sup>190</sup> Cf. Jean *Radvanyi*, « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1999, no 548, pp. 4 et 5. L'extrait cité se trouve à la p. 4.

<sup>191</sup> Cf. Jégo *Marie*, « La Tchétchénie, un goulag modernisé », *Le Monde* du 23 juin 2000, p. 11.

## ANNEXE 6 : LA SOLIDARITE CAUCASIENNE

Le projet d'une « maison caucasienne » avancé par le Géorgien Zviad Gamsakhourdia, et repris par le tchéchène Doudaev, qui faisait appel à une solidarité caucasienne, au-delà des différences religieuses de tous les peuples, appelait l'émergence d'une nouvelle communauté d'intérêts qui ne serait orientée ni vers Moscou, ni vers l'Europe.

Doudaev avait l'ambition de faire de la Tchétchénie un « koweït caucasien ». Ce projet, aujourd'hui dépassé, avait un inconvénient majeur, c'est qu'il était clairement marqué par une tendance antirusse.

La CPC<sup>192</sup> avait déjà donné des gages à la solidarité caucasienne en 1992-93, lors du conflit Abkhaze contre la Géorgie. Lors du conflit Tchétchène en 1994, Doudaev espérait raviver cette flamme, mais son appel n'avait pas trouvé d'échos. C'est peut-être l'une des causes de développement de l'islamisme en Tchétchénie, faute d'autre facteur unitariste.

Le projet pétrolier pourrait également être un agent fédérateur, car toutes les républiques de la région sont concernées, soit comme propriétaires de ressources, soit comme point de passage incontournable. Ainsi, Doudaev lui-même avait imaginé pouvoir restaurer une Union soviétique rénovée dans laquelle la Tchétchénie aurait pu trouver sa place autour d'un projet mégalomane de nouvelle OPEP. En effet, étant donné les nombreuses disparités entre ces différentes républiques, il faut trouver un élément fédérateur capable de surpasser les rivalités ethniques et confessionnelles. C'est ainsi que Saakachvili<sup>193</sup> veut faire de la Géorgie une sorte de plateforme pétrolière sur l'oléoduc Caspienne-Mer Noire, et en même temps un Dubaï du Caucase, base d'affaires pour les entreprises Occidentales vers la Transcaucasie et l'Asie Centrale. Ce plan, qui espère associer la Tchétchénie, se heurte notamment à une opposition radicale des Russes qui seraient écartés de l'entreprise, et qui sont prêts à bombarder les positions géorgiennes - par l'intermédiaire des territoires sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie - si ses exigences pétrolières et défensives ne sont pas prises en compte. Les USA embourbés en Irak, inefficaces en Afghanistan, et impuissants ailleurs, en Iran comme en Corée du Nord, ne peuvent pas tenir les promesses de protection qu'ils ont fait miroiter aux Géorgiens.

Dans un genre encore plus spéculatif, certains analystes<sup>194</sup> estiment que, dans l'éventualité d'une accession de la Tchétchénie à l'indépendance – ce qui n'est plus à l'ordre du jour - le rattachement de cette dernière à la CEI serait facilité par le biais de son regroupement à une République fédérative de Transcaucasie. Les soviétiques avaient jadis essayé d'en créer une, qui fut supprimée en 1936 en raison de la mésentente des

---

<sup>192</sup> Confédération des peuples du caucase. L'idée de la CPC avait été lancée en 1989 par les Abkhazes (contre la Géorgie) en souvenir de l'éphémère République montagnarde de 1920, basée sur une histoire partagée de résistance aux envahisseurs. Par ce biais Tchétchènes et Abkhazes tentent de fournir une alternative aux tutelles extérieures (Moscou ou Tbilissi). Les aspects ethniques et religieux étaient secondaires. Elle a joué un rôle lors de l'intervention des troupes géorgiennes en Abkhazie en août 1992, en réussissant à mobiliser des volontaires. A partir de ce moment, Moscou a pris conscience du danger et a fait arrêter le chef, libéré par la suite en raison des troubles que cette arrestation avait causée. L'idée avait également été avancée de donner une dimension économique à la CPC. Mais les différentes tendances au sein de la CPC n'ont pas permis de donner corps à ce projet. Le conflit entre Ossètes et Ingouches a mis un terme au rêve. Par la suite, Doudaïev crée la Maison du Caucase en sept 1992 qui vise à garantir une union politique, économique et militaire entre les gouvernements (et non plus les peuples) de la Ciscaucasie et de la Transcaucasie.

<sup>193</sup> Actuel président de la Géorgie depuis janvier 2004.

<sup>194</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 147.

intéressés. Aujourd'hui l'entreprise semble assez difficile : elle suppose le règlement de la question du Karabakh qui oppose arméniens et azéris, tout comme celui des questions abkhaze et sud-ossète.

D'autres projets, comme celui de Semionov, sont à peu près équivalents à celui de la confédération caucasienne. Ils se distinguent en général par le degré d'attachement à Moscou.

Le « Grand Caucase » de l'idéologue islamiste Guéïdar Djémal, très proche des nationalistes russes, inclut tous les pays limitrophes, unis avec la Russie pour faire face à la pression atlantiste. Ce projet suppose que « Moscou devrait s'allier à l'Islam pour s'opposer à l'expansion occidentale dans l'ex-espace soviétique »<sup>195</sup>.

A l'opposé on trouve la « croisade salafiste » de Magomet Tagaev dont le but ultime est de réduire la Russie à ses limites historiques, par l'épée et par le feu.

---

<sup>195</sup> AVIOUTSKII Viatcheslav, op. cit., p. 219.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages en français

- AVIOUTSKII Viatcheslav, *Géopolitique du Caucase*, Paris ; Armand Colin, mars 2005.
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *L'empire éclaté*, Paris ; Flammarion, 1978.
- DAUBENTON Annie, *L'état carnivore*, Paris ; Editions Denoël, 1998.
- ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, *La Grande Alliance*, Paris ; Flammarion, mars 2003.
- KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, *Les guerres du Caucase, des Tsars à la Tchétchénie*, Mesnil-sur-l'Estrée ; Perrin, mai 1995.
- REY Marie-Pierre, *Les Russes de Gorbatchev à Poutine*, Paris ; Armand Colin, mai 2005.
- TER MINASSIAN Taline et RAVIOT Jean-Robert, *De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique: genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris ; Ellipses, juillet 2006.

### Articles de revues en français

- BARANOVSKI Vladimir, « 11 septembre : une vision russe », *Politique étrangère*, 2002, 1/2002, pp. 9-20.
- BRAS Olivier, « George Bush prône la révolution », RFI actualité, article publié le 24/02/2005
- CHAUFFOUR Célia, « Kabardino-Balkarie : Une métastase de la guerre en Tchétchénie », article paru dans l'édition du 26/10/2005 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- CHAUFFOUR Célia, « L'intégration à l'OTAN représente un objectif plus réaliste », entretien avec Giorgi Baramidze, ministre d'Etat géorgien de l'intégration euro-atlantique, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- CHAUFFOUR Célia, « Antanas Valionis : Aux yeux des institutions européennes, les dynamiques régionales ont plus de poids que des initiatives nationales séparées », entretien avec Antanas Valionis, ministre des Affaires étrangères lituanien, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- CHAUFFOUR Célia, « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan ? », entretien avec Ariel Cohen, spécialiste des questions russes et eurasiatiques pour l'institut américain The Heritage Foundation, paru dans l'édition du 04/10/2005 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- CHAUFFOUR Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », article paru dans l'édition du 26/06/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- CHETERIAN Vicken, « Inébranlable dynastie Aliev - Pourquoi l'Azerbaïdjan n'a pas basculé », *le Monde diplomatique*, février 2006, p. 10.
- DI PUPPO Lili, « Vytautas Landsbergis : L'UE serait prête à aider le Caucase du Sud avec plus de conviction s'il y avait davantage de signes d'une ligne politique forte pour l'indépendance et la démocratie », entretien avec Vytautas Landsbergis, député du Parti populaire européen et des Démocrates européens au Parlement européen, vice-président de la Délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Arménie, UE-Azerbaïdjan et UE-Géorgie, et ancien président lituanien, paru dans l'édition du 28/03/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- DI PUPPO Lili, « Il est dans l'intérêt de la Russie de voir la Géorgie entrer dans l'OTAN (Mamuka Kudava) », entretien avec Mamuka Kudava, vice-ministre géorgien de la défense, paru dans l'édition du 22/10/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- DI PUPPO Lili, « Les pays du Caucase du Sud et la PEV : trois voies différentes vers l'Europe ? », article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique *politique européenne* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- DU CASTEL Viviane, « Les stratégies de localisation des compagnies pétrolières internationales : l'exemple des fondements et des enjeux de la nouvelle diplomatie économique dans la Caspienne », *Institut de recherche en sciences appliquées au management*, cahier de recherche 2006-06, pp. 1-31.
- FACON Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai – Ambitions et intérêts russes », *La Documentation française*, n°1055, mai-juin 2006, pp. 26-38.
- FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2004, pp. 653-666.
- FACON Isabelle, « La politique extérieure de la Russie de Poutine ; acquis, difficultés et contraintes », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2003, pp. 551-567.
- FRANCOIS Renaud, « Derrière la crise des "espions" russes en Géorgie », article paru dans l'édition du 30/09/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- GOMART Thomas, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Russie : le dedans et le dehors*, *Politique étrangère*, 1 :2006., p.26.

- GOMART Thomas, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère*, 3-4/2003, pp. 789-802.
- GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique », *La documentation française*, n°1055 mai-juin 2006, pp. 4-13.
- GREMY François, « Infructueuse rencontre Saakachvili-Poutine », article paru dans l'édition du 19/06/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- JAFALIAN Annie, « La mer Noire : un centre de gravité stratégique », *Question internationales*, juillet-août 2005, n°14, pp 62-63.
- JAFALIAN Annie, « L'Oléoduc Bakou-Ceyhan, Paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines », *Politique étrangère*, printemps 2004, n° 1, pp. 151-163.
- JAFALIAN Annie, « Le Caucase du Sud et l'Union européenne : vers une coopération renforcée ? », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2005, vol. 6, pp. 398-409.
- JALILLOSOLTAN Nader, « Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2001, vol. 2, pp. 108-126.
- LANDRU Nicolas, « Deux référendums et deux *présidents* en Ossétie du Sud », article paru dans l'édition du 14/11/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- LARUELLE Marlène et PEYROUSE Sébastien, « Asie centrale, la dérive autoritaire », Fondation pour la recherche stratégique ([www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)), 30 avril 2006, pp. 1-15.
- LIGHT Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », *La Documentation française* n°1055, mai-juin 2006, traduit de l'anglais par Michèle Kahn, pp. 14-25.
- MARDIROSSIAN Florence, « Géopolitique du Sud-Caucase \_ Accalmie précaire aux marches orientales de l'Europe. Risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie. », étude publiée sur le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), janvier 2007.
- MELOUA Mirian, « Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie : le Caucase du Sud à trois vitesses », article paru sur [www.colisee.org](http://www.colisee.org), décembre 2004.
- MONAGHAN Andrew, « La Russie, l'OTAN et l'UE : un triangle pour la sécurité européenne ou une nouvelle *entente* ? », Programme de recherche Russie/NEI, *IFRI*, 2006, pp. 1-21.
- MOURADIAN Anne-Marie, « L'OSCE croit toujours à un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2006 », article paru dans l'édition du 27/02/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- OUVAROFF Nathalie, « Le Kremlin voudrait-il faire tomber Saakachvili ? », article paru dans l'édition du 09/10/2006 (rubrique *politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- POPESCU Nicu, « L'Union européenne et les conflits du Sud-Caucase », article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique *politique européenne* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)), traduit en français par Nicolas LANDRU.
- RADVANYI Jean et REKACEWICZ Philippe, « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain », *le Monde diplomatique*, octobre 2000, pp. 18-19.
- RADVANYI Jean, « Ces conflits mal éteints qui ébranlent le Caucase », *le Monde diplomatique*, octobre 2004, pp.4-5.
- RADVANYI Jean, « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », *le Monde diplomatique*, novembre 1999, pp. 4-5.
- RENAUD François, « Derrière la crise des espions russes en Géorgie », article paru dans l'édition du 30/09/2006 (rubrique *Politique* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- ROYER Ludovic, « La Russie et la construction européenne », *Hérodote*, n°118, 3ème trimestre 2005.
- THERME Clément, « Téhéran face à la question Tchétchène », article paru dans l'édition du 21/05/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- VERLUISE Pierre, « Comment l'UE arme la Russie ? », article publié sur le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), (rubrique *géopolitique de l'énergie*), novembre 2006.

- VINATIER Laurent, « Dokou Oumarov, portrait d'une succession tchéchène sans enjeu », article paru dans l'édition du 21/06/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- VINATIER Laurent, « Chamil Bassaev, la mort d'un symbole », article paru dans l'édition du 15/07/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- VINATIER Laurent, « Tchétchénie : l'illusion Kadyrov », article paru dans l'édition du 05/11/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- VITALE Alessandro, « L'Union européenne veut construire une stratégie énergétique dans la région Caspienne », article paru dans l'édition du 02/01/2007 (rubrique *Politique européenne* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)), traduit en français par Célia CHAUFFOUR.
- VOZNAYA Alisa, « La politique énergétique russe et Gazprom dans la presse russe (15 au 24 nov. 2006) », article paru dans l'édition du 04/12/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- VOZNAYA Alisa, « revue de presse russe : l'actualité azerbaïdjanaise du 1er au 16 sept. », article paru dans l'édition du 29/09/2006 (rubrique *Nord-Caucase* du site [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)).
- « Pourquoi les médias occidentaux s'en prennent à la Russie » (Vedomosti) - MOSCOU, 30 novembre 2006- RIA Novosti
- « Après la liquidation de Bassaïev, le tour de Dokou Oumarov ne devrait pas tarder (Kadyrov) » - GOUDERMES (Tchéchénie), 10 juillet 2006 - RIA Novosti
- « Poutine : la Russie ne prétend pas au statut de superpuissance », MOSCOU, 23 janvier 2007 - RIA Novosti
- « L'Armée russe tue le chef de file d'Al-Qaïda dans le Caucase », 27 novembre 2006 - El Pais

#### **Articles de revues en anglais**

- MAYNES Charles William, « A soft power tool-kit for dealing with Russia », *Europe's world*, Summer 2006, p. 20-27.
- GELASHVILI Nino, « Georgia : EU's Transformation Power May Help Frozen Conflicts », entretien avec Peter Semneby pour RFE/RL, février 2007.
- FULLER Liz, « Russia : Who is out to discredit the Chechen police, and why ? », *RFEL/FL*, février 2007.
- FULLER Liz, « Kadyrov in strong position to become Chechen president », *RFEL/FL*, 16 février 2007.
- TIMUR Aliev, « Kadyrov promotion fury in Chechnya - Human rights activists appalled by Moscow's elevation of the notorious prime minister to lead the republic », *IWPR*, 21 février 2007.
- « Bad but different », conversation entre le correspondant tchéchène de Rossiiskaya Gazeta's, Timofey Borisov, avec un membre d'une organisation humanitaire, Aleksandr Cherkasov, *BBC Monitoring*, 5 mars 2007 (Source: Ekho Moskvyy radio, Moscow, in Russian 2005 gmt 27 Feb 07).

## GLOSSAIRE ET ABBREVIATIONS

AIOC	Azerbaïdjan International Operating Company
BP	British Petroleum
BTC	Bakou Tbilissi Ceyhan
CEI	Communauté des Etats indépendants
COPS	Comité politique et de sécurité de l'UE
CPC	Caspian Pipeline Consortium
	Ou (suivant le contexte)
	Confédération des peuples du Caucase
CPP	Conseil permanent de partenariat
EU	Etats-Unis
GUAM	Géorgie Ukraine Azerbaïdjan Moldavie
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ONU	Organisation des nations unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PEV	Politique européenne de voisinage
SES	Stratégie européenne de sécurité
SOCAR	State Oil Company of Azerbaijan
TSC	Traité de sécurité collective
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

## TABLE DES MATIÈRES

<b>FICHE DOCUMENTAIRE</b>	2
<b>SOMMAIRE</b>	3
<b>INTRODUCTION</b>	- 4 -
<b>PREMIÈRE PARTIE : LES ENJEUX DU CAUCASE</b>	- 5 -
1.- Spécificités du Caucase	- 5 -
1.1.- Barrière montagneuse ou frontière politique ?	- 5 -
1.2.- Carrefour stratégique et tactique	- 6 -
2.- La stabilité du Caucase : une exigence sécuritaire pour la Russie	- 6 -
2.1.- Persistance des facteurs centrifuges après l'éclatement de l'URSS	- 6 -
2.1.1.- <i>Tendances indépendantistes et rivalité des nationalismes</i>	- 7 -
2.1.2.- <i>Peuples, ethnies, nations en quête d'une identité</i>	- 7 -
2.2.- La situation générale actuelle dans le Caucase	- 8 -
2.3.- Le nord du Caucase et l'effet domino	- 9 -
2.4.- L'instabilité du sud du Caucase	- 11 -
3.- Enjeux énergétiques	- 13 -
3.1.- Ressources	- 13 -
3.2.- Voies de transit	- 14 -
4.- Luttres d'influence entre grandes puissances	- 17 -
4.1.- Importance des bases militaires	- 17 -
4.2.- Témoin de puissance et zone d'influence traditionnelle	- 18 -
4.3.- Lutte contre l'unilatéralisme américain	- 19 -
<b>DEUXIEME PARTIE : STABILISATION REGIONALE ET ACCORDS INTERNATIONAUX - BILAN et PERSPECTIVES</b>	- 20 -
1.- Bilan : les réactions de la Russie	- 20 -
1.1.- Politique de la terre brûlée	- 20 -
1.2.- Dilution des populations et déportations massives	- 20 -
1.3.- Contrôle des liaisons vitales	- 21 -
1.4.- Diviser pour mieux régner	- 21 -
1.5.- La voie des institutions : l'héritage soviétique, la Fédération de Russie et la CEI	- 22 -
1.6.- La neutralisation des conflits	- 23 -
1.7.- La politique de terreur	- 23 -
1.8.- L'élimination des chefs du guerre	- 24 -
1.9.- La patience et la vision à long terme	- 24 -
2.- Une nouvelle donne : l'émergence de nouvelles menaces et l'avènement d'une politique de « soft power »	- 25 -
2.1.- Lutte contre le terrorisme, radicalisation de l'islam et émergence des trafics illicites	- 25 -
2.2.- L'outil économique : l'avènement d'une politique de <i>soft power</i> ?	- 27 -
3.- Perspectives : vers une solution au problème caucasien ?	- 28 -
3.1.- « L'étranger proche » : une notion contradictoire ?	- 28 -
3.2.- Exigences incontournables et gages de succès de la stabilisation du Caucase	- 28 -
3.2.1.- <i>Conditions impératives</i>	- 29 -
3.2.2.- <i>La stabilité de la ligne politique russe</i>	- 30 -
3.3.- Les solutions possibles	- 30 -
3.3.1.- <i>La solidarité caucasienne</i>	- 30 -
3.3.2.- <i>L'exemple de l'OCS</i>	- 31 -
3.3.3.- <i>La médiation de l'Europe</i>	- 32 -
3.3.4.- <i>Mais ce projet est-il réaliste ?</i>	- 35 -
<b>CONCLUSION</b>	- 36 -

ANNEXE 1 : Aspects géographiques du Caucase	- 38 -
1.- Géographie	- 38 -
2.- Les états du Caucase	- 39 -
2.1.- La Ciscaucasie	- 40 -
2.2.- La Transcaucasie	- 40 -
ANNEXE 2 : La mosaïque caucasienne : Langues, ethnies et religions	- 41 -
1.- Les langues et ethnies	- 41 -
2.- Les religions	- 44 -
ANNEXE 3 : Guerres et conflits du Caucase	- 46 -
1.- La Tchétchénie	- 46 -
1.1.- L'origine du conflit	- 46 -
1.2.- Les grandes étapes	- 47 -
1.3.- La première guerre de Tchétchénie	- 48 -
1.4.- La campagne du Daghestan et la seconde guerre de Tchétchénie	- 48 -
1.5.- Suite et bilan	- 49 -
2.- Daghestan / Azerbaïdjan : le conflit Lezguien	- 50 -
2.1.- L'Azerbaïdjan	- 50 -
2.2.- Le Daghestan	- 51 -
2.3.- Le conflit Lezguien	- 51 -
3.- Karatchaëvo-Tcherkessie	- 52 -
4.- Conflit osséto-ingouche	- 52 -
5.- Kabardino-Balkarie	- 53 -
6.- Arménie / Azerbaïdjan	- 54 -
7.- Géorgie	- 57 -
7.1.- Situation générale	- 57 -
7.2.- Intégration à l'OTAN	- 58 -
7.3.- Ossétie du Sud	- 59 -
7.4.- Abkhazie	- 60 -
ANNEXE 4 : Accès aux mers chaudes	- 61 -
ANNEXE 5 : Enjeux pétroliers : ressources et voies de transit	- 62 -
1.- Ressources pétrolières	- 62 -
1.1.- Les Ressources mondiales	- 62 -
1.2.- Les controverses sur le statut de la caspienne	- 63 -
1.3.- L'exploitation des ressources	- 64 -
2.- Voies de transit	- 65 -
ANNEXE 6 : La solidarité caucasienne	- 69 -
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	- 71 -
<b>Ouvrages en français</b>	- 71 -
<b>Articles de revues en français</b>	- 72 -
<b>Articles de revues en anglais</b>	- 74 -
<b>GLOSSAIRE ET ABBREVIATIONS</b>	- 75 -
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	- 76 -